EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	Zone franç ^e et Tanger	FRANCE et Colonies	ETRANGER
3 MOIS.....	15 fr.	18 fr.	36 fr.
6 MOIS.....	25 »	30 »	60 »
1 AN.....	40 »	50 »	100 »

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Protectorat du Maroc, à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.

Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE

Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.

Les mandats doivent être émis au nom de M. le
 Trésorier Général du Protectorat. Les paie-
 ments en timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales
 réglementaires
 et judiciaires } La ligne de 27 lettres
 1 franc 50

Arrêté résidentiel du 13 mai 1922 (B. O. n° 499
 du 16 mai 1922).

Pour les annonces-réclames, s'adresser à
 l'agence Havas, boulevard de la Gare, à Casa-
 blanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

Pages

PARTIE OFFICIELLE

Dahir du 20 août 1927/22 safar 1346 autorisant la vente aux enchères publiques de l'immeuble domaniale n° 221 de Safi	2470
Dahir du 3 octobre 1927/6 rebia II 1346 complétant le dahir du 12 avril 1927/9 chaoual 1345 approuvant la concession d'un chemin de fer à voie de 0 ^m 60 d'Oujda à Bou Arfa, et déclarant d'utilité publique les travaux à entreprendre	2470
Dahir du 7 octobre 1927/10 rebia II 1346 approuvant un avenant à la convention portant concession par la ville de Fes à la Compagnie Fasi d'électricité d'une distribution d'énergie électrique	2470
Arrêté viziriel du 10 octobre 1927/12 rebia II 1346 fixant le régime de l'admission temporaire des chapes, enveloppes et bandages pour automobiles, à l'état usagé, destinés à être réexportés après avoir été recaoutchoutés	2472
Arrêté viziriel du 24 octobre 1927/27 rebia II 1346 modifiant l'arrêté viziriel du 4 juin 1927/4 hija 1345 déclarant d'utilité publique la création d'un lot de colonisation sis au lieu dit « Lotissement de Sidi Moussa el Harati » région civile de Rabat et autorisant l'expropriation des parcelles nécessaires à la création dudit lotissement	2472
Arrêté viziriel du 24 octobre 1927/27 rebia II 1346 modifiant l'arrêté viziriel du 12 juillet 1927/12 moharrem 1346 autorisant la municipalité de Casablanca à vendre diverses parcelles de terrain faisant partie de son domaine privé	2473
Arrêté viziriel du 25 octobre 1927/28 rebia II 1346 autorisant l'acquisition par le domaine privé de l'Etat de deux immeubles sis sur le territoire de l'annexe des affaires indigènes de Tazabanlieue à l'oued El Haddar (région de Taza)	2473
Arrêté viziriel du 26 octobre 1927/29 rebia II 1346 autorisant l'acquisition d'une parcelle de terrain faisant partie du domaine privé de la ville de Sefrou	2473
Arrêté viziriel du 27 octobre 1927/1 ^{er} jourmada I 1346 modifiant l'arrêté viziriel du 15 mai 1926/3 kaada 1344 portant organisation du cadre des contrôleurs de comptabilité	2474
Arrêté viziriel du 3 novembre 1927/7 jourmada I 1346 portant modification à l'arrêté viziriel du 10 janvier 1923/22 jourmada I 1341 relatif aux frais de déplacement et de séjour des fonctionnaires de la zone française de l'Empire chérifien	2474
Arrêté résidentiel du 2 novembre 1927 portant désignation des membres de la commission consultative des accidents du travail	2474
Ordres généraux n° 484 bis, 485, 487, 488, 3, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13 et 14	2475
Arrêté du secrétaire général du Protectorat relatif aux précautions à prendre contre le développement de la tuberculose dans les dortoirs	2481

Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête sur un projet de modification à la répartition provisoire des eaux de l'oued N'Fis (entre la prise de la séguia Targa incluse et la prise de la séguia Saada incluse)	2481
Arrêté du directeur de l'Office des F. T. T. portant ouverture d'une agence postale à attributions étendues à El Tléta de Sidi Embarek	2482
Nominations, promotions et démission dans divers services	2482

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis de concours pour le recrutement de rédacteurs à l'administration centrale du Protectorat (concours de 1928)	2483
Avis de concours pour le recrutement de six rédacteurs des postes, des télégraphes et des téléphones	2483
Liste des permis de recherches de mine accordés pendant le mois d'octobre 1927	2483
Liste des permis de prospection accordés pendant le mois d'octobre 1927	2483
Liste des permis de recherches déçus (expiration des 3 ans de validité)	2484
Liste des permis de recherches annulés à la suite de renonciation ou de non-paiement des redevances annuelles	2484
Liste des permis de prospection annulés à la suite de renonciation ou de non-paiement des redevances annuelles	2484
Propriété Foncière. — Conservation de Rabat : Extraits de réquisitions n° 4307 à 4318 inclus ; Extraits rectificatifs concernant les réquisitions n° 2459 et 3242 ; Avis de clôtures de bornages n° 1986, 2607, 2608, 2609, 2842, 2846, 2865, 2901, 3060, 3070, 3231 et 3893 — Conservation de Casablanca : Extraits de réquisitions n° 11165 à 11187 inclus ; Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 6056 ; Réouverture des délais concernant la réquisition n° 7754 ; Nouvel avis de clôture de bornage n° 6656 ; Avis de clôtures de bornages n° 6251, 7863, 8155, 8398, 8475, 8490, 8639, 8799, 9044, 9162, 9259, 9307, 9326, 9423, 9507, 9538 et 9759. — Conservation d'Oujda : Extraits de réquisitions n° 1945 à 1949 inclus ; Avis de clôtures de bornages n° 1424, 1598, 1628, 1701, 1702, 1723, 1732, 1733, 1775 et 1776. — Conservation de Marrakech : Extraits de réquisitions n° 1474 à 1484 inclus ; Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 1192. — Conservation de Meknès : Extraits de réquisitions n° 1317 à 1323 inclus ; Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 652 ; Nouvel avis de clôture de bornage n° 652 ; Avis de clôtures de bornages n° 561, 640, 676 et 728	2484
Annonces et avis divers	2502

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 20 AOUT 1927 (22 safar 1346)
 autorisant la vente aux enchères publiques de l'immeuble
 domanial n° 221 de Safi.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever
 et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente aux enchères publiques, par adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur, de l'immeuble domanial sis à Safi, rue de l'Eglise, n° 14, et inscrit au registre des biens domaniaux de cette ville, sous le n° 221, sur la mise à prix fixée à dires d'experts de huit mille deux cent cinquante francs (8.250 fr.).

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 22 safar 1346,
 (20 août 1927).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 3 novembre 1927.

*Le Commissaire Résident Général,
 T. STEEG.*

DAHIR DU 3 OCTOBRE 1927 (6 rebia II 1346)
 complétant le dahir du 12 avril 1927 (9 chaoual 1345)
 approuvant la concession d'un chemin de fer à voie
 de 0,60 d'Oujda à Bou Arfa, et déclarant d'utilité
 publique les travaux à entreprendre.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever
 et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu Notre dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifié et complété par les dahirs des 8 novembre 1914 (19 hija 1332), 3 mai 1919 (2 chaabane 1337), 15 octobre 1919 (19 moharrem 1338) et 17 janvier 1922 (18 jourmada I 1340) ;

Vu Notre dahir du 12 avril 1927 (9 chaoual 1345) approuvant la concession d'un chemin de fer à voie de 0 m. 60 d'Oujda à Bou Arfa, et déclarant d'utilité publique les travaux à entreprendre et, notamment, son article 2 ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Par complément à Notre dahir du 12 avril 1927 (9 chaoual 1345) susvisé, la zone de servitude prévue par l'article 4 de Notre dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) est celle qui est indiquée par une teinte rose sur les plans au 1/5.000° ainsi que sur la carte au 1/200.000°, annexés au présent dahir et dont les limites sont définies comme suit :

1° Pour la partie située entre les P. K. 3,000 et 50,800 de la ligne, une bande de cent mètres de largeur teintée en rose sur le plan au 1/5.000° annexé ;

2° Du P. K. 50,800 (extrémité du plan au 1/5.000°) au P. K. 115,100 (en deçà de Berguent) et du P. K. 116,100 (au delà de Berguent) au P. K. 286,000 (Bou Arfa), une bande de 2 k. 500 à droite et 2 k. 500 à gauche de l'axe probable de la ligne, telle qu'elle est définie par une teinte rose sur la carte au 1/200.000° ;

3° Du P. K. 115,100 de la ligne au P. K. 116,100 (traversée de Berguent) les terrains teintés en rose au plan au 1/5.000°.

ART. 2. — La durée de la servitude est fixée à deux ans. Pendant cette période qui datera de la promulgation du présent dahir, aucune construction ne pourra être élevée, aucune plantation ou amélioration ne pourra être effectuée sur les terrains situés dans la zone définie à l'article 1^{er} ci-dessus, sans autorisation du directeur général des travaux publics.

ART. 3. — Un exemplaire des plans au 1/5.000° et de la carte au 1/200.000° annexés au présent dahir sera déposé dans les bureaux des contrôles civils d'Oujda et des Hauts-Plateaux.

ART. 4. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent dahir.

*Fait à Rabat, le 6 rebia II 1346.
 (3 octobre 1927).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 3 novembre 1927.

*Le Commissaire Résident Général,
 T. STEEG.*

DAHIR DU 7 OCTOBRE 1927 (10 rebia II 1346)
 approuvant un avenant à la convention portant conces-
 sion par la ville de Fès à la Compagnie Fasi d'élec-
 tricité d'une distribution d'énergie électrique.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever
 et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, modifié par les dahirs des

27 janvier 1923 (9 jourmada II 1341), 26 juillet 1924 (23 hi-ja 1342) et 22 décembre 1926 (16 jourmada II 1341) ;

Vu le dahir du 29 janvier 1918 (15 rebia II 1336) réglant les conditions relatives : 1° à la délivrance des autorisations, permissions et concessions de distribution d'énergie électrique ; 2° au fonctionnement et au contrôle des dites distributions, modifié par le dahir du 21 janvier 1922 (22 jourmada I 1340) ;

Vu la convention et le cahier des charges de la concession par la ville de Fès à M. Paul Jordan d'une distribution d'énergie électrique, en date du 24 juillet 1914, et approuvée le 24 octobre 1914 ;

Vu l'arrêté viziriel du 22 janvier 1918 (9 rebia I 1336) autorisant la substitution à M. Paul Jordan, de la Compagnie Fasi d'électricité, dans le bénéfice des charges et obligations de la concession du 24 juillet 1914 ;

Vu le dahir du 16 octobre 1922 (24 safar 1341) approuvant un avenant, en date des 19 juillet et 10 août 1922, au susdit contrat de concession ;

Vu le dahir du 22 avril 1927 (19 chaoual 1345) approuvant un avenant, en date du 28 novembre et du 15 décembre 1926, au susdit contrat de concession ;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier les articles 21, 26 et 32 de la convention relative au contrôle de la distribution de l'énergie électrique à la population de la ville de Fès ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et après avis du directeur général des travaux publics et du directeur général des finances,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent dahir, l'avenant à la convention du 24 juillet 1914 relative à la concession d'une distribution d'électricité dans la ville de Fès, conclu les 10 et 28 juillet 1927 entre le pacha de la ville de Fès agissant au nom de la ville, d'une part, et M. Albert Petsche, président du conseil d'administration de la Compagnie Fasi d'électricité, spécialement autorisé à cet effet par délibération du dit conseil en date du 30 juin 1927, d'autre part.

Fait à Rabat, le 10 rebia II 1346,
(7 octobre 1927).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 3 novembre 1927.

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

AVENANT

de la convention du 24 juillet 1914 portant concession à la Compagnie Fasi d'électricité par la ville de Fès d'une distribution d'énergie électrique.

Entre :

S. Exc. le pacha, président de la municipalité de Fès, agissant au nom et pour le compte de la ville ;

Et :

M. Albert Petsche, président du conseil d'administration de la Compagnie Fasi d'électricité spécialement auto-

risé à cet effet par délibération du conseil d'administration, en date du 30 juin 1927 ;

Vu la convention du 24 juillet et 24 octobre 1914, et, notamment, ses articles 21, 26 et 32, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — La rédaction de l'article 21 sera remplacée par la suivante :

Chaque abonnement donne lieu à une police qui devra être conforme à un modèle soumis par le concessionnaire à l'administration et arrêté, après avis de celle-ci, par la direction générale des travaux publics.

Les abonnements seront en principe au compteur. Toutefois, le concessionnaire pourra consentir pour l'éclairage des abonnements à forfait à la ville de Fès d'une part, et d'autre part aux abonnés dont l'installation ne comporterait que deux lampes au maximum et serait dans toutes ses parties visible de la voie publique.

En aucun cas, il n'y aura obligation pour le concessionnaire d'accorder des abonnements à forfait. Au dos des polices devront être reproduits les articles 22 à 24 du cahier des charges, visant les conditions dans lesquelles les abonnements particuliers seront desservis et les articles 32 à 36 fixant les taxes auxquelles ils seront assujettis.

ART. 2. — La rédaction des alinéas 2 et suivants de l'article 26 sera remplacée par la suivante :

Pour le surplus des services de la concession, l'énergie électrique sera mise à la disposition des intéressés :

- 1° Pour l'éclairage au compteur, jour et nuit ;
- 2° Pour l'éclairage à forfait, aux heures adoptées pour l'éclairage des voies publiques ;
- 3° Pour les autres usages, dans des conditions déterminées par les contrats particuliers.

Le concessionnaire pourra, si les besoins du service l'exigent, interrompre la distribution de l'énergie à un jour quelconque entre midi et une heure et demie. Des interruptions dont la durée ne devra pas, sauf exception spécialement autorisée, dépasser six heures, pourront avoir lieu le dimanche pour les travaux de réparation. Ces interruptions auront lieu, en principe, entre une demi-heure après le lever du soleil et 14 heures. Le concessionnaire sera tenu de les annoncer au public 24 heures à l'avance et de prévenir en même temps les représentants des divers services publics.

ART. 3. — Les alinéas de l'article 32, n° 6 commençant par ces mots « que le bénéfice forfaitaire ne pourra être réclamé... » et n° 8 commençant par ces mots « si toutefois en fin d'année le total des sommes versées... » sont purement et simplement supprimés.

Paris, le 10 juillet, 1927.

Vu et approuvé :

Le président du conseil d'administration,

Signé : illisible.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 10 OCTOBRE 1927
(12 rebia II 1346)

fixant le régime de l'admission temporaire des chapes, enveloppes et bandages pour automobiles, à l'état usagé, destinés à être réexportés après avoir été recaoutchoutés.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 12 juin 1922 (16 chaoual 1340) sur l'admission temporaire ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 juin 1922 (17 chaoual 1340) portant réglementation de l'admission temporaire ;

Vu le dahir du 6 janvier 1926 (11 rejab 1344) qui a institué une taxe de consommation intérieure sur les chapes en caoutchouc, chambres à air et bandages ;

Après avis du directeur général des finances et du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les chapes ou enveloppes et les bandages pour roues automobiles, à l'état usagé, destinés à être réexportés après recaoutchoutage, peuvent être importés sous le régime de l'admission temporaire.

ART. 2. — Sont seuls admis à bénéficier de ce régime, les industriels exploitant des établissements ou ateliers de rechapage. La franchise temporaire ne peut, par ailleurs, être accordée qu'aux articles présentant des marques, numéros, empreintes ou signes caractéristiques non susceptibles d'être altérés par l'opération du recaoutchoutage, et permettant d'établir l'identité entre les objets importés et ceux déclarés à la sortie en décharge des comptes d'entrée.

ART. 3. — Les délais de réexportation sont fixés à trois mois, à compter de la date de la vérification.

ART. 4. — Le bénéfice de l'admission temporaire s'applique au droit de douane et aux droits intérieurs de consommation pour les réexportations à destination de l'étranger, et aux droits intérieurs seulement pour les réexportations sur Tanger ou sur la zone d'influence espagnole.

ART. 5. — Les importateurs sont tenus de déposer à l'entrée une déclaration indiquant le nombre, la valeur, l'origine et la provenance des chapes ou enveloppes et bandages présentés, ainsi que les signes distinctifs, le poids et les dimensions de chacun d'eux.

ART. 6. — Les soumissionnaires sont tenus, sous les peines prévues à l'article 6 du dahir susvisé du 12 juin 1922 (16 chaoual 1340), de représenter, dans leurs ateliers, à toute réquisition du service, les objets importés temporairement en vue du rechapage.

ART. 7. — Lors de la réexportation, il est établi une déclaration semblable qui doit rappeler le numéro et la date de la déclaration d'entrée des articles présentés à la sortie. La décharge des comptes est effectuée nombre pour nombre, après reconnaissance de l'identité des objets et sous la réserve que ceux-ci présentent, après le rechapage, un poids supérieur à celui constaté lors de l'importation.

ART. 8. — Le dépôt d'une déclaration de réexportation se rapportant à des marchandises ne remplissant pas les conditions requises pour la compensation (défaut d'identité ou insuffisance de poids) entraîne l'application des péna-

lités prévues à l'article 6 du dahir du 12 juin 1922 (16 chaoual 1340).

Fait à Rabat le 12 rebia II 1346,
(10 octobre 1927).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 novembre 1927.

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 24 OCTOBRE 1927
(27 rebia II 1346)

modifiant l'arrêté viziriel du 4 juin 1927 (4 hija 1345) déclarant d'utilité publique la création d'un lot de colonisation sis au lieu dit « Lotissement de Sidi Moussa el Harati », région civile de Rabat et autorisant l'expropriation des parcelles nécessaires à la création dudit lotissement.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifié et complété par les dahirs des 8 novembre 1914 (19 hija 1332), 27 avril 1919 (26 rejab 1337) sur l'expropriation des terrains collectifs, 3 mai 1919 (2 chaabane 1337), 15 octobre 1919 (20 moharrem 1338) et 17 janvier 1922 (18 joumada I 1340) ;

Vu le dahir du 8 novembre 1914 (19 hija 1332) relatif à la procédure d'urgence ;

Vu l'arrêté viziriel du 4 juin 1927 (4 hija 1345) déclarant d'utilité publique la création d'un lot de colonisation au lieu dit « Lotissement de Sidi Moussa el Harati »,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le tableau annexé à l'article 2 de l'arrêté viziriel précité du 4 juin 1927 (4 hija 1345) est modifié ainsi qu'il suit :

Numéro de plan	NOMS des propriétaires présumés	Désignation de l'immeuble	Superficie en hectares
1	Djemâa des Ait Oualane	Parcelle n° 1	483 ha. 01 a. environ
		Parcelle n° 2	1 ha. 17 a. environ
		Parcelle n° 3	65 ha. 83 a. environ
		Parcelle n° 4	284 ha. 05 a. environ
		Parcelle n° 5	363 ha. 06 a. environ
2	Djemâa des Haouadif, tribu des Mes-sogra, Zemmour .	Parcelle n° 1	37 ha. 61 a. environ
		Parcelle n° 2	11 ha. 69 a. environ
		Parcelle n° 3	160 ha. 02 a. environ
		Parcelle n° 4	206 ha. 02 a. environ

Fait à Rabat, le 27 rebia II 1346,
(24 octobre 1927).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 3 novembre 1927.

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 24 OCTOBRE 1927

(27 rebia II 1346)

modifiant l'arrêté viziriel du 12 juillet 1927 (12 moharrem 1346) autorisant la municipalité de Casablanca à vendre diverses parcelles de terrain faisant partie de son domaine privé.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, modifié et complété par les dahirs des 27 janvier 1923 (9 jourmada II 1341), 26 juillet 1922 (23 hija 1342) et 22 décembre 1926 (16 jourmada II 1345) ;

Vu le dahir du 1^{er} juin 1922 (4 chaoual 1340) relatif au statut municipal de la ville de Casablanca, modifié par le dahir du 26 juillet 1926 (16 jourmada II 1345) ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, complété par le dahir du 17 octobre 1925 (28 rebia I 1344) ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 septembre 1926 (20 rebia I 1345) autorisant la ville de Casablanca à céder à un particulier deux parcelles de son domaine privé ;

Vu l'arrêté viziriel du 12 juillet 1927 (12 moharrem 1346) abrogeant l'arrêté viziriel ci-dessus et autorisant la municipalité de Casablanca à vendre diverses parcelles de terrain faisant partie de son domaine privé ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Casablanca dans sa séance du 2 mai 1927 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 2 de l'arrêté viziriel du 12 juillet 1927 (12 moharrem 1346) est modifié comme suit :

« La municipalité de Casablanca est autorisée à vendre :
« 1° A M. René Hced, moyennant la somme globale de
« quatre-vingt-dix mille francs (90.000 fr.), deux parcelles
« de terrain d'une superficie totale de vingt-quatre mille
« quatre cents mètres carrés (24.400 mq.). »

(Le reste de l'article sans changement).

Fait à Rabat, le 27 rebia II 1346,
(24 octobre 1927).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 3 novembre 1927.

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 25 OCTOBRE 1927

(28 rebia II 1346)

autorisant l'acquisition par le domaine privé de l'Etat de deux immeubles sis sur le territoire de l'annexe des affaires indigènes de Taza-banlieue à l'oued El Haddar (région de Taza).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chéri-

en, modifié par les dahirs des 20 décembre 1921 (19 rebia I 1340) et 17 avril 1926 (4 chaoual 1344) ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'acquisition par le domaine privé de l'Etat, moyennant le prix de cinq cents francs l'hectare, de deux terrains destinés à la création d'un lotissement de colonisation, situés à l'oued El Haddar, le premier sur le territoire des Beni Oujjane et Meknassa, le deuxième sur le territoire de la tribu des Tsoul (annexe des affaires indigènes de Taza-banlieue) d'une contenance globale de sept cent six hectares, huit ares, soixante-deux centiares (706 ha. 08 a. 62 ca.).

Première parcelle

Nord, territoire de la tribu des Meknassa et oued El Haddar ;

Est, oued El Haddar et route de Meknassa ;

Sud, route n° 15 de Taza à Fès ;

Ouest, oued Inaouen et territoire des tribus Beni Oujjane et Meknassa.

Deuxième parcelle

Nord et est, oued El Haddar ;

Sud, oued Asserif et territoire de la tribu des Tsoul ;

Ouest, territoire de la tribu des Tsoul.

ART. 2. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 28 rebia II 1346,
(25 octobre 1927).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 3 novembre 1927.

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 OCTOBRE 1927

(29 rebia II 1346)

autorisant l'acquisition d'une parcelle de terrain faisant partie du domaine privé de la ville de Sefrou.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique, modifié par les dahirs des 20 décembre 1921 (19 rebia II 1340) et 17 avril 1926 (4 chaoual 1344) ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le service des domaines est autorisé à acquérir pour le compte du domaine privé de l'Etat, au prix de deux francs le mètre carré, une parcelle de terrain d'une superficie de 1.620 mètres carrés, dépendant du

domaine privé de la ville de Sefrou et figurée au plan annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 29 rebia II 1346,
(26 octobre 1927).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 3 novembre 1927.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 27 OCTOBRE 1927

(1^{er} jourmada I 1346)

modifiant l'arrêté viziriel du 15 mai 1926 (3 kaada 1344) portant organisation du cadre des contrôleurs de comptabilité.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 15 mai 1926 (3 kaada 1344) portant organisation du cadre des contrôleurs de comptabilité et, notamment, les articles 1^{er}, 4 et 15 ;

Après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 1^{er}, 4 et 15 de l'arrêté viziriel du 15 mai 1926 (3 kaada 1344) portant organisation du cadre des contrôleurs de comptabilité sont remplacés par les dispositions ci-après :

« Article premier — Il est créé dans les services centraux du Protectorat, un cadre de contrôleurs principaux et contrôleurs de comptabilité dont l'accès est ouvert, à la suite d'un concours professionnel, aux commis ordinaires des quatre premières classes. Nul ne peut se présenter plus de trois fois à ce concours. »

« Article 4. — Les candidats reçus sont nommés contrôleurs à la classe dont le traitement est égal ou immédiatement supérieur à celui qu'ils percevaient en qualité de commis. Leur ancienneté court du jour de la nomination à l'emploi. »

Dispositions transitoires

« Article 15. — Le premier concours de contrôleurs de comptabilité ouvert après la promulgation du présent arrêté viziriel demeurera accessible aux commis principaux qui, en cas de succès, seront nommés contrôleurs principaux ou contrôleurs dans les conditions fixées par l'article 4.

« Les contrôleurs de comptabilité actuellement en fonctions recevront le bénéfice de l'article 4 ci-dessus. »

*Fait à Rabat, le 1^{er} jourmada 1346,
(27 octobre 1927).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 octobre 1927.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 3 NOVEMBRE 1927

(7 jourmada I 1346)

portant modification à l'arrêté viziriel du 10 janvier 1923 (22 jourmada I 1341) relatif aux frais de déplacement et de séjour des fonctionnaires de la zone française de l'Empire chérifien.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 30 juin 1926 (19 hija 1344) modifiant l'arrêté viziriel du 10 janvier 1923 (22 jourmada I 1341) réglementant les indemnités pour frais de déplacement et de séjour des fonctionnaires de la zone française de l'Empire chérifien ;

Sur l'avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le neuvième alinéa de l'article 10 de l'arrêté viziriel du 10 janvier 1923 (22 jourmada I 1341), tel qu'il a déjà été modifié par l'arrêté viziriel du 30 juin 1926 (19 hija 1344), est modifié de la façon suivante :

« Elle est majorée d'un tiers pendant le séjour des fonctionnaires pour raisons de service à Paris, à Tanger et dans la zone espagnole de l'Empire chérifien. »

*Fait à Rabat, le 7 jourmada I 1346,
(3 novembre 1927).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 novembre 1927.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 2 NOVEMBRE 1927
portant désignation des membres de la commission consultative des accidents du travail.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,

Vu le dahir du 25 juin 1927 (25 hija 1345) concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, et, notamment, son article 5 ;

Vu l'arrêté viziriel du 10 octobre 1927 (12 rebia II 1346) portant constitution de la commission consultative des accidents du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés pour une période de deux ans, membres de la commission consultative des accidents du travail :

A. — *En qualité de présidents de chambres françaises consultatives :*

MM. Chapon, président de la chambre de commerce et d'industrie de Casablanca ;

Obert, président de la chambre d'agriculture de Rabat et du Rab.

B. — En qualité de représentant du 3^e collège électoral :**M. Michel-Durand.****C. — En qualité de médecins :**

MM. les docteurs Bienvenue, à Casablanca ;
Gauthier, à Rabat ;
Lefort, à Casablanca.

D. — En qualité de pharmaciens :

MM. Cadillac, à Meknès ;
Fattaccioli, à Casablanca ;
Séguinaud, à Rabat.

E. — En qualité de patrons :

MM. Bosq Marcel, directeur de la Société industrielle marocaine, à Casablanca ;
Gillet Georges, ingénieur des arts et manufactures, président de la chambre syndicale des entrepreneurs français du Maroc, à Casablanca ;
Héguy Bernard, entrepreneur de scierie mécanique, à Rabat.

F. — En qualité d'ouvriers :

MM. Brun Jean, maçon, à Rabat ;
Foveau Marius, chef monteur à la Société des chaux et ciments, à Casablanca ;
Poitout, mécanicien à l'entreprise Schneider, à Casablanca.

G. — En qualité d'agents généraux de compagnies d'assurances contre les accidents du travail :

MM. Aymerich, agent général de la compagnie « L'Abeille », président de l'Association professionnelle des agents des compagnies françaises d'assurances à primes fixes, à Casablanca ;
Laguin, agent général de la compagnie « La Participation », à Casablanca ;
Tournier Adolphe, agent général de la compagnie « L'Union », à Rabat.

Rabat, le 2 novembre 1927.

T. STEEG.

ORDRE GÉNÉRAL N° 484 bis.

Le général Boichut, membre du conseil supérieur de la guerre, commandant supérieur des troupes du Maroc, cite à l'ordre de l'armée :

HUOT Charles, colonel, commandant la région de Taza :

« Commandant la région de Taza, a apporté, pendant « l'hiver et le printemps de 1926, l'aide la plus précieuse « pour les grands travaux de pistes et les ravitaillements « aux troupes opérant sur le front nord et dans le Rif, facilitant ainsi leur avance victorieuse jusqu'à la chute d'Abd el Krim.

« Tournant ensuite son activité vers la tâche de Taza, « dont il avait su empêcher l'extension avec des effectifs

« réduits, a contribué à sa réduction par la collaboration « des tribus et les directives données aux officiers des « affaires indigènes.

« A pris part aux opérations, marchant avec une des « colonnes d'attaque et exécutant avec quelques mokhazenis des missions de liaisons périlleuses, notamment vers « la forêt de Taffert. »

La présente citation comporte l'attribution de la croix de guerre des T.O.E. avec palme.

Rabat, le 24 décembre 1926.

BOICHUT.

ORDRE GÉNÉRAL N° 485.

Le général Boichut, membre du conseil supérieur de la guerre, commandant supérieur des troupes du Maroc, cite à l'ordre de l'armée, à « titre posthume », les militaires dont les noms suivent :

AHMED Ben ABDELKADER, m^{le} 2333, 2^e classe au 4^e escadron du 8^e régiment de spahis :

« Le 25 mai 1925, au Bibane, a été mortellement frappé « en ramenant dans nos lignes un de ses camarades blessé, « donnant ainsi l'exemple du plus beau sacrifice. »

NADAUD Guy, m^{le} 530, maréchal des logis au 4^e escadron du 8^e régiment de spahis :

« A trouvé une mort glorieuse le 26 juillet 1925, à Zendoula, dans une mission d'arrière-garde qu'il conduisait « avec le plus beau courage et une grande énergie. »

SAVARY René, m^{le} 534, brigadier au 4^e escadron du 8^e régiment de spahis :

« Jeune gradé plein d'allant, tué glorieusement le « 26 juillet 1925, à Zendoula, en donnant à ses spahis le « plus bel exemple de courage et de sacrifice. »

ALI Ben DJILLALI, m^{le} 760, 2^e canonnier conducteur au 63^e régiment d'artillerie :

« Brave conducteur qui, le 28 septembre 1926, à Bab-Nefsi, le convoi d'animaux de la batterie étant attaqué, a « trouvé une mort glorieuse en se défendant vaillamment. »

Les présentes citations comportent l'attribution de la croix de guerre des T.O.E. avec palme.

Rabat, le 24 décembre 1926.

BOICHUT.

ORDRE GÉNÉRAL N° 487.

Le général Vidalon, commandant supérieur des troupes du Maroc, cite à l'ordre de l'armée :

BELGACEM Ben MOKHTAR, m^{le} 3311, brigadier au 3^e escadron du 9^e régiment de spahis algériens :

« Brigadier d'un dévouement entier. Le 30 novembre « 1926, chargé de la conduite d'un détachement et ayant à

« traverser un oued débordé, s'est porté en avant de sa troupe pour reconnaître un itinéraire praticable.

« Entraîné par les eaux, a trouvé la mort en accomplissant sa mission. »

Rabat, le 29 décembre 1926.

VIDALON.

ORDRE GÉNÉRAL N° 488.

Le général Vidalon, commandant supérieur des troupes du Maroc, cite à l'ordre de l'armée, à « titre posthume », les militaires dont les noms suivent :

EL MAADI Ben Si MAAROUF, m^{le} 5786, 2^e classe au 61^e régiment de tirailleurs marocains :

« Vieux tirailleur d'une énergie peu commune. Le 20 décembre 1926, pour la protection d'un convoi montant d'Ouezzan, a pris pied le premier sur une crête dominant la forêt d'Izaren et occupée par les dissidents, les a mis en fuite et est tombé glorieusement quelques instants après à son poste de combat, frappé d'une balle en plein cœur. »

MOHAMED Ben BRAHIM, m^{le} 6422, 2^e classe au 61^e régiment de tirailleurs marocains :

« Le 16 décembre 1926, lors d'un corps à corps entre dissidents et le groupe franc du 61^e R.T.M., a été tué glorieusement en se lançant à la poursuite de l'ennemi en fuite. »

LARBI Ben MOUSSA, m^{le} 5752, 2^e classe au 61^e régiment de tirailleurs marocains :

« Le 16 décembre 1926, à la cote de l'arête du Kechachda, a été tué à son poste de combat, en surveillant des dissidents qui tentaient de bondir sur nos emplacements.

« Est resté, jusqu'à ce qu'il soit touché, très calme, très courageux donnant à chaque instant à son chef de groupe des renseignements précis qui ont permis de rejeter les dissidents.

« Bel exemple de courage et de sang-froid. »

Les présentes citations comportent l'attribution de la croix de guerre des T.O.E. avec palme.

Rabat, le 31 décembre 1926.

VIDALON.

ORDRE GÉNÉRAL N° 3.

Le général Vidalon, commandant supérieur des troupes du Maroc, cite à l'ordre de l'armée les militaires dont les noms suivent :

GOETZMANN Edmond, chef de bataillon au 5^e régiment de tirailleurs sénégalais :

« Au prix d'un effort qui fait honneur aux troupes sahariennes qu'il commandait (55 kilomètres en 9 heures), a dégagé, le 17 décembre au matin, le poste de Talsint attaqué et encerclé le 16 décembre 1925.

« Malgré la mobilité des fractions partant en dissidence et les difficultés de liaison entre ses différents détachements, a rétabli la situation militaire et politique dans le minimum de temps.

« A dissocié la tribu rebelle des Aït Haddou bel Lhacen, a capturé la totalité de ses troupeaux soit 15.000 têtes de bétail, a obligé la presque totalité de la tribu à demander l'aman.

« A fait preuve, au cours de ces opérations, d'un sens tactique éprouvé et d'un tact politique remarquable. »

DESCHAMPS de PAS Jean, lieutenant à la 7^e escadrille du 37^e régiment d'aviation :

« Observateur pilote de la plus haute vaillance. A été tué avec succès, au cours des opérations de l'été 1926, de nombreuses missions de reconnaissance et de bombardement. Le 14 juillet 1926, dans la haute vallée du Cheeg el Harth, a mitraillé et bombardé à très basse altitude les groupes ennemis qui venaient de s'accrocher fortement avec un de nos groupes mobiles, continuant de la façon la plus heureuse l'action d'une autre escadrille qui avait elle-même permis le décrochage de nos troupes. »

(Cette citation annule et remplace celle parue à l'ordre général n° 425 du 22 septembre 1926).

LAYACHI Ben ABDELMALEK, caïd des Ighezrane, cercle des Beni Ouaraïn :

« Excellent chef. A toujours fait preuve de beaucoup de dévouement et d'une grande bravoure. Blessé deux fois à notre service. Le 4 décembre 1926, a eu son cheval tué sous lui, et s'est particulièrement distingué en ramenant dans nos lignes le lieutenant, commandant le goum, blessé. »

Les présentes citations comportent l'attribution de la croix de guerre des T.O.E. avec palme.

Rabat, le 11 janvier 1927.

VIDALON.

ORDRE GÉNÉRAL N° 6.

Le général Vidalon, commandant supérieur des troupes du Maroc cite à l'ordre de l'armée à « titre posthume » les militaires dont les noms suivent :

HAMOUDA Ben MOHAMED, m^{le} 6542, 2^e classe à la première compagnie du 28^e régiment de tirailleurs tunisiens :

« Tirailleur énergique et brave. Mort glorieusement pour la France comme éclaireur de tête d'une patrouille chargée de protéger un groupe de travailleurs, le 5 janvier 1927, à Kechachda. »

REITZ Paul, lieutenant au 14^e régiment de tirailleurs algériens :

« Officier qui a été toute sa vie un exemple vivant du devoir militaire et de bravoure sur les champs de bataille, où il a été sans interruption de 1914 à 1926. A participé brillamment à tous les combats de la période critique de 1925. Le 29 juin en particulier, section de tête du bataillon chargé d'enlever le piton abrupt de Dar Cheich Mo-

« hand Habbou, a entraîné sa section à travers les rochers
« avec une bravoure admirable, est tombé grièvement blessé
« sé en arrivant au corps à corps. Cinq fois blessé, 4 citations
« tions antérieures. Mort des suites de ses blessures. »

VERDENET Léon, m^o 6924, sergent au 15^e régiment de tirailleurs algériens :

« Au cours des opérations de 1925, a montré beaucoup
« d'allant et de bravoure. Deux fois cité pour sa belle conduite,
« a trouvé une mort glorieuse le 18 juin, à Koudiat el Kouar,
« au cours du nettoyage d'un douar dissident. »

Les présentes citations comportent l'attribution de la croix de guerre avec palme.

Rabat, le 28 janvier 1927.

VIDALON.

ORDRE GÉNÉRAL N° 7.

Le général Vidalon, commandant supérieur des troupes du Maroc, cite à l'ordre de l'armée les militaires dont les noms suivent :

ANDRIANOFF Michel, m^o 29449, caporal au 1^{er} régiment étranger :

« Caporal chef de pièce, héritier des belles traditions de sacrifice de la légion. Le 14 juillet 1926, au combat de Tizi N'Ouidel, la position prise par le bataillon ayant été violemment contre-attaquée, a maintenu sa pièce en action jusqu'au repli du dernier homme des unités qu'il protégeait, brisant par son feu les élan d'un ennemi fanatisé. N'a quitté son poste que grièvement blessé, sa mission entièrement remplie. »

ULRICH Rodolphe m^o 27294, sergent au 1^{er} régiment étranger :

« Le 14 juillet 1926, au combat de Tizi N'Ouidel, la position occupée ayant été violemment contre-attaquée, son chef de section grièvement blessé, a entraîné ses légionnaires en avant sous une violente fusillade ennemie. A tenu, avec une poignée d'hommes, la position qu'il avait conquise de haute lutte, brisant tous les élan d'un ennemi fanatisé, permettant le repli du bataillon. »

FINOZZI Gino, m^o 45114, caporal au 1^{er} régiment étranger :

« Excellent gradé, blessé grièvement, le 4 mai 1925, au combat de Taounat, en faisant bravement son devoir. A subi l'amputation de la cuisse gauche à la suite de sa blessure. »

BEN MEDDI MOHAMÈD, m^o 41824, 2^e classe au 1^{er} régiment étranger :

« Brave légionnaire, grièvement blessé en faisant son devoir, le 11 juillet 1925, au combat de l'oued El Ahmar. Réformé à la suite de ses blessures. »

EISELEE Jules, m^o 44015, caporal au 1^{er} régiment étranger :

« Brave caporal qui s'est fait remarquer à maintes reprises par sa belle attitude au feu. A été grièvement blessé,

« sé, le 7 juillet 1925, au piton de l'oued El Ahmar, en organisant la position sous le feu de l'ennemi. »

HAAS Joseph, m^o 45616, 2^e classe au 1^{er} régiment étranger :
« Légionnaire courageux, grièvement blessé, le 25 mai 1925, au dur combat du Bibane, alors que, en tête de sa section, il entraînait ses camarades par son exemple. »

BE OUATTARA, m^o 5714, 2^e classe au 6^e régiment de tirailleurs sénégalais :

« Faisant partie de l'héroïque garnison de Beni Derkoul, a été blessé grièvement deux fois, en faisant courageusement son devoir pendant l'attaque du poste, le 14 juin 1925. Enlevé par les Rifains et emmené par eux en captivité, s'est évadé, incomplètement guéri, et a réussi à gagner les lignes espagnoles après trois nuits de marche exténuante. »

ABDELKADER Ben AHMED Ben GANA, m^o 9754, 2^e classe au 13^e régiment de tirailleurs :

« Brave tirailleur grièvement blessé au cours de l'attaque du poste d'Aïn Leuh, le 17 mai 1925, en faisant courageusement son devoir. Réformé pour cécité à la suite de sa blessure. »

ZENDJEBIL AHMED, m^o 9403, 2^e classe au 13^e régiment de tirailleurs algériens :

« Tirailleur brave et dévoué qui s'est parfaitement conduit au cours des opérations de 1925. Grièvement blessé à Brickcha, le 22 juin 1925, a été amputé du bras droit. »

Les présentes citations comportent l'attribution de la croix de guerre des T. O. E. avec palme.

Rabat, le 31 janvier 1927.

VIDALON.

ORDRE GÉNÉRAL N° 9.

Le général Vidalon, commandant supérieur des troupes du Maroc cite :

1° A l'ordre de l'armée :

FIANDINO Sylvain, m^o 1798, adjudant-chef au 1^{er} régiment de zouaves, détaché à l'encadrement des goums mixtes marocains :

« Chef de section énergique et courageux, qui s'est signalé dans tous les combats livrés par le 11^e goum en 1922. »

« Le 9 avril 1922, à Ksiba, a pris le commandement du goum et a brillamment rempli toutes les missions qui lui ont été confiées, en particulier l'occupation de Bou Timehillat âprement défendu par les dissidents. »

« Le 17 septembre, à Tizi N'Rim (région d'Ouaouizeght), à la tête de la section de flanc gauche du 11^e goum, s'est porté d'un seul élan sur les crêtes défendues par un ennemi agressif, contribuant par sa hardiesse au débouché heureux de la colonne. »

(Cette citation annule la citation à l'ordre de la colonne attribuée par ordre général n° 39 du 4 octobre 1922).

GOFFY Victorio, m^{le} 56764, 2^e classe au 1^{er} régiment étranger :

« Le 14 juillet 1926, au combat de Tizi N'Ouidel, bien que blessé à la jambe, a transporté, dans un moment très critique, son officier très grièvement atteint, refusant, malgré la proximité des dissidents et de son état d'épuisement, de l'abandonner, et donnant ainsi un magnifique exemple de bravoure et de dévouement. »

(Cette citation annule et remplace la citation à l'ordre de la brigade accordée par ordre général n° 18 du 10 septembre 1926 du général commandant la région de Meknès).

KVASNIKOFF Paul, m^{le} 47520, 2^e classe au 1^{er} régiment étranger :

« Brave légionnaire, blessé grièvement, le 10 septembre 1925, au combat de Dahar, en faisant courageusement son devoir. »

KECK Hans, m^{le} 55002, du 1^{er} bataillon du 1^{er} régiment étranger :

« Légionnaire courageux, Tombé glorieusement à son poste de combat, le 14 juillet 1926, à Tizi N'Ouidel. »

SCHULTE Wilhem, m^{le} 54153, 1^{er} bataillon du 1^{er} régiment étranger :

« Légionnaire courageux. Tombé glorieusement à son poste de combat, le 14 juillet 1926, à Tizi N'Ouidel. »

Les présentes citations comportent l'attribution de la croix de guerre des T. O. E. avec palme.

2° A l'ordre de la division :

BENNOUKH Djilali, m^{le} 6074, 1^{re} classe au 23^e escadron du train des équipages militaires :

« Brave et vieux soldat de carrière, venu au Maroc comme volontaire, a fait la campagne de 1926, au quartier général de la 2^e division de marche sollicitant fréquemment l'honneur de marcher en reconnaissance. Le 31 mai, a demandé à porter à cheval, à travers un terrain accidenté et parcouru par les dissidents, un renseignement urgent. S'est acquitté de sa mission de la façon la plus courageuse. »

La présente citation comporte l'attribution de la croix de guerre des T.O.E. avec étoile d'argent.

Rabat, le 7 février 1927.

VIDALON.

ORDRE GÉNÉRAL N° 10.

Le général Vidalon, commandant supérieur des troupes du Maroc, cite à l'ordre de l'armée les militaires dont les noms suivent :

GUERING Georges, m^{le} 12223, caporal au 2^e régiment étranger :

« Caporal très énergique. Le 24 juillet 1925, à l'attaque du convoi de Tamzinet assailli de toute part par les dissidents, a montré un réel mépris du danger en ralliant les quelques hommes non blessés pour continuer à se dégager. A été blessé grièvement ; amputé du bras droit. »

SOULARD Robert, lieutenant, chef de bureau des affaires indigènes d'Ahermoumou :

« Officier d'une bravoure réputée, sachant obtenir et exploiter les renseignements nécessaires à son service de chef. Dans la conduite d'une brillante opération de son groupe et de ses partisans qui, engagée sur son initiative et conduite directement par lui, le 20 janvier 1927, à Sidi Saïd, a amené la destruction totale d'un groupe d'insoumis, particulièrement dangereux, commandé par Mohand ou Hammou. »

BEN HACEIN Lahboub, notable de la tribu des Ighezranes, bureau des affaires indigènes d'Ahermoumou :

« Le 20 janvier, le groupe dissident Beni Ouaraïn ayant été cerné dans une grotte, s'est porté le premier à la tête de ses partisans à l'assaut de celle-ci, a engagé personnellement le combat corps à corps avec Mohand ou Hammou, qu'il réussit à tuer d'un coup de pistolet. A, par son attitude, fait l'admiration de ses partisans. »

DHOYER Louis, m^{le} 9343, sergent-fourrier au 25^e goum mixte marocain :

« Le 20 janvier, à la tête d'une section de goumiers, a fait preuve d'une audace extraordinaire ; armé de grenades, s'est porté seul en avant de la ligne, réussissant à lancer les engins à l'intérieur de la grotte, permettant ainsi aux éléments du goum de progresser. »

ROCCA Louis, m^{le} 8187, adjudant au 25^e goum mixte marocain :

« Affecté au 25^e goum depuis le 1^{er} janvier, a participé le 21 à la destruction du groupe insoumis Beni Ouaraïn réfugié dans une grotte. Malgré le feu violent et précis de l'ennemi, s'est porté à l'assaut en avant de sa section, entraînant ses goumiers par son attitude et son courage. A contribué au succès de la journée. »

ODRY Paul, lieutenant au 63^e régiment de tirailleurs marocains :

« Officier remarquable de bravoure et de sang-froid. Le 20 janvier, au combat de Sidi Saïd, appelé à coopérer avec le 25^e goum pour la capture d'un groupe de dissidents farouches, commandé par le chef rebelle Mohand ou Hammou, a placé lui-même ses tirailleurs, sur des emplacements situés à une distance de quinze mètres du refuge de l'ennemi, risquant d'être atteint par des coups de feu tirés à bout portant. A été, avec l'officier, chef du bureau des affaires indigènes d'Ahermoumou, l'animateur de l'assaut final qui a amené la capture des survivants ennemis. »

AMAR Ben BOUAZZA, m^{le} 6131, caporal au 63^e régiment de tirailleurs marocains :

« Caporal courageux et énergique. Le 20 janvier 1927, au combat de Sidi Saïd, chargé de battre avec sa mitrailleuse l'entrée d'un abri où s'étaient réfugiés de dangereux insoumis, n'a pas hésité à braver le feu de l'adversaire pour mettre sa pièce en batterie à quinze mètres de la grotte. Sa mission exécutée, a chargé baïonnette au canon avec les voltigeurs. »

LAENDER Raoul, capitaine au 3^e bataillon du 63^e régiment de tirailleurs marocains :

« Officier d'une bravoure légendaire, commandant un poste avancé de la tache. Le 6 janvier, se trouvant avec une patrouille à 4 kilomètres de son poste, a éventé un djich à la poursuite duquel il s'est élancé résolument dans un terrain difficile, sous le feu des dissidents en repli, et sans attendre l'arrivée de deux sections alertées au poste. Grâce à son énergique intervention, plus de la moitié du bétail volé fut ramené aux soumis. »

AMEUR Ben HASSAINE, m^{le} 7529, 2^e classe à la 11^e compagnie du 63^e régiment de tirailleurs marocains :

« Jeune tirailleur animé du plus pur esprit de sacrifice. Le 6 janvier 1927, au cours de la poursuite d'un djich, s'est lancé en avant d'une crête pour pouvoir atteindre l'ennemi qui était à contre-pente, a été grièvement blessé à son poste de combat. »

Les présentes citations comportent l'attribution de la croix de guerre des T. O. E. avec palme.

Rabat, le 14 février 1927.

VIDALON.

ORDRE GÉNÉRAL N° 11.

Le général Vidalon, commandant supérieur des troupes du Maroc, cite à l'ordre de l'armée à « titre posthume » les militaires dont les noms suivent :

CHENE Jean, m^{le} 1916, caporal au 61^e régiment de tirailleurs marocains :

« Engagé volontaire, a pris part à toutes les opérations du régiment, se distinguant toujours par son courage et son mépris absolu du danger. Le 29 octobre 1925, est tombé glorieusement frappé d'une balle en plein front en entraînant sa pièce à l'assaut d'une position fortement défendue. »

DUPONNOIS Gaston, m^{le} 2800, 2^e classe au 61^e régiment de tirailleurs marocains :

« Tirailleur d'élite, d'une bravoure exemplaire. Le 18 octobre 1925, au combat de Sgoura s'est particulièrement distingué par sa ténacité et sa bravoure, est tombé glorieusement frappé de deux balles. »

LOUVET Georges, m^{le} 2861, sergent au 61^e régiment de tirailleurs marocains :

« Excellent sous-officier, très aimé de ses hommes. A la prise de Taounset, le 30 octobre 1925, où il partit à la tête de sa section pour enlever la position fortement défendue, fit l'admiration de tous par sa crânerie et sa belle attitude au feu. Tombé glorieusement en organisant la position conquise. »

PUBERT Prosper, m^{le} 2698, 2^e classe au 61^e régiment de tirailleurs marocains :

« Très brave tirailleur et très crâne au feu. Le 18 octobre 1925, au combat de Taounset, s'est particulièrement distingué en ravitaillant sa pièce de mitrailleuse fortement prise à parti par le feu ennemi. Tombé glorieusement à son poste de combat. »

RODERIC Pierre, m^{le} 2887, sergent au 61^e régiment de tirailleurs marocains :

« Le 21 septembre 1925, à l'attaque de Doukkène, a su maintenir sa position fortement contre-attaquée par les dissidents. Mortellement frappé en exhortant ses hommes à la résistance. A été pour tous un bel exemple de courage et d'énergie. »

ROUAUD Léon, m^{le} 2427, 2^e classe au 61^e régiment de tirailleurs marocains :

« Excellent tirailleur qui s'était déjà signalé par son sang-froid au feu. Le 7 novembre 1925, au combat de Taounset, est tombé glorieusement atteint d'une balle au front en ravitaillant sa pièce sous le feu meurtrier de l'ennemi. »

Les présentes citations comportent l'attribution de la croix de guerre des T. O. E. avec palme.

Rabat, le 16 février 1927.

Pour le général commandant supérieur des troupes du Maroc,

Le chef d'état-major :

GENDRE.

ORDRE GÉNÉRAL N° 12.

Le général Vidalon, commandant supérieur des troupes du Maroc, cite à l'ordre du corps d'armée (sans croix de guerre).

CHAPRON Alexandre, adjoint à l'intendance, chef du service de l'intendance de la 2^e division de marche du Maroc :

« Faisant fonction de sous-intendant, chef de service à la 2^e division de marche, pendant toute la campagne de 1926, au Maroc, s'est distingué par la façon brillante dont il a dirigé son service, assurant remarquablement, grâce à une activité inlassable, un sens parfait des besoins des troupes, le ravitaillement de la division en opérations dans les circonstances les plus difficiles, maintenant un contact étroit avec les colonnes, n'hésitant pas, à plusieurs reprises, à venir jusqu'aux premières lignes se rendre compte de l'exécution du ravitaillement. »

« A notablement contribué au succès des opérations. »

HECKENROTH Joseph-Marie-Jules, adjoint à l'intendance. Sous-intendance militaire (A) de Taza :

« Excellent fonctionnaire de l'Intendance qui s'est dépensé sans compter au cours des opérations de 1925-1926. S'est fait remarquer par son allant et son activité, poussant jusqu'aux postes. Par ses dispositions judicieuses, a su assurer le ravitaillement des troupes dans les circonstances les plus difficiles, en particulier par ses connaissances de bases avancées lors de la marche en avant sur Targuist. »

VIDAL Georges, officier d'administration de 2^e classe du cadre colonial :

« Officier d'administration dévoué, intelligent. A réussi par une excellente administration et ses qualités de

« commandement à satisfaire toutes les demandes du commandement dans des conditions particulièrement difficiles pendant les opérations de 1925 au nord de Taza et de 1926 dans le Rif. »

Rabat, le 21 février 1927.

Pour le général commandant supérieur
des troupes du Maroc,
Le chef d'état-major :
GENDRE.

ORDRE GÉNÉRAL N° 13

Le général Vidalon, commandant supérieur des troupes du Maroc, cite à l'ordre de l'armée les militaires dont les noms suivent :

CLARIN Marcel-Louis, m^{le} 28109, sergent au 5^e régiment de tirailleurs algériens :

« Sous-officier calme et énergique qui a fait preuve d'un courage remarquable aux combats du 16 juillet 1926 dans la forêt de Taffert (Maroc). A été blessé à son poste de combat alors qu'il dirigeait lui-même le feu d'une mitrailleuse sur un groupe avancé de dissidents. »

WITZMANN Paul-Edmond, m^{le} 12117, sergent au 1^{er} régiment de zouaves :

« Chef de groupe intelligent et énergique, isolé de sa compagnie A, au cours du combat de la nuit du 29 au 30 juin 1925, maintenu la liaison constamment avec son commandant de compagnie. Encerclé de toutes parts, et l'ennemi ayant pénétré dans la position malgré une défense acharnée, a encore eu, au moment où il se sentait perdu, l'énergie de prévenir son commandant de bataillon en lui criant : « Mon capitaine, les chleuhs sont sur nous, nous sommes..... » et est tombé pour la France. »

Les présentes citations comportent l'attribution de la croix de guerre des T. O. E. avec palme.

Rabat, le 26 février 1927.

VIDALON.

ORDRE GÉNÉRAL N° 14

Le général Vidalon, commandant supérieur des troupes du Maroc, cite à l'ordre de l'armée les militaires dont les noms suivent :

ABDAL MALAK Ben ALI, m^{le} 6244, 2^e classe au 28^e régiment de tirailleurs tunisiens :

« Tirailleur volontaire pour servir au groupe franc. Marchant en tête du 3^e groupe à l'embuscade de nuit du 6 février 1927, quoique grièvement blessé à la jambe, a ouvert le feu à bout portant sur les dissidents, les empêchant de progresser et permettant à ses camarades d'occuper leurs emplacements de combat.

« Mort pour la France, frappé par une deuxième balle après avoir tiré 18 cartouches. »

M'HAMMED Ben NOUAR, m^{le} 75, 2^e classe à la compagnie saharienne du Haut-Guir :

« Saharien réputé de longue date pour sa bravoure. Vient, au cours du combat du 11 janvier 1927, d'en donner une nouvelle preuve, en s'élançant sous les balles à l'assaut d'une crête défendue par des rebelles. En trainant ses camarades, a brillamment contribué à enlever la position. Blessé gravement au cours de l'action. Mort pour la France sur le lieu du combat. »

HASSEN Ben MOHAMED, m^{le} 5493, 2^e classe au 28^e régiment de tirailleurs tunisiens :

« Tirailleur volontaire pour le groupe franc. Marchant avec la patrouille de tête dans l'embuscade de nuit du 6 février 1927, blessé dans le début de l'engagement, a néanmoins continué le mouvement en avant avec son équipe, mettant les dissidents en fuite, par son feu et son avance brusquée. Au cours de l'évacuation d'un mort et de blessés, a porté un de ses camarades sur son dos, malgré une douloureuse blessure à l'omoplate. »

MIMOUN Ou MOULOUD, moghazeni, service des affaires indigènes du bureau de Ksiba :

« Excellent moghazeni, réputé pour sa bravoure, a donné la mesure de son courage, le 21 décembre 1926, en poursuivant, à la tête de son escouade, un djich bien armé et supérieur en nombre, au Tizi N'Aït Ouirrah. A tué de sa main un dissident ; a été blessé au cours de l'action. »

MOHAMED Ben ZIDANE, moghazeni d'Aoufous, bureau des affaires indigènes de la marche du Ziz :

« Jeune moghazeni d'un courage et d'un allant remarquables. Le 9 novembre 1926, blessé d'une balle à l'épaule au cours de la poursuite d'un djich qui opérait dans la région d'Aoufous, a refusé de se laisser évacuer et a continué à prendre part au combat jusqu'à la mise en fuite de l'adversaire. »

LAHBIB Ben MOHAMED, moghazeni d'Aoufous, bureau des affaires indigènes de la marche du Ziz :

« Jeune moghazeni brave et énergique. Le 9 novembre 1926, grièvement blessé au pied, en poursuivant un djich qui opérait dans la région d'Aoufous, a refusé de se laisser évacuer avant la fin du combat. »

ASSOU Ou SEID, cheikh de Betatha, bureau des affaires indigènes de la marche du Ziz :

« Le 9 novembre 1926, s'est offert spontanément pour prendre le commandement d'un groupe de partisans envoyés à la poursuite d'un djich qui opérait dans la région d'Aoufous. Blessé de deux balles au cours de l'action, est resté jusqu'à l'extrême limite de ses forces à son poste de combat, donnant à tous un exemple de dévouement, de courage et d'énergie. »

Les présentes citations comportent l'attribution de la croix de guerre des T.O.E. avec palme.

Rabat, le 7 mars 1927.

VIDALON.

**ARRÊTÉ DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DU PROTECTORAT**

relatif aux précautions à prendre contre le développement de la tuberculose dans les dortoirs.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 17 avril 1927 (14 chaoual 1345) concernant le couchage du personnel dans les établissements industriels et commerciaux et, notamment, son article 11 ;

Vu l'avis du directeur de la santé et de l'hygiène publiques, en date du 29 septembre 1927,

ARRÊTÉ :

ARTICLE UNIQUE. — En exécution de l'article 11 de l'arrêté viziriel du 17 avril 1927 précité, le texte ci-annexé devra être affiché en français et en arabe dans toutes les pièces à usage de dortoir :

Précautions à prendre contre le développement de la tuberculose dans les dortoirs

La tuberculose est, de toutes les maladies, celle qui tue le plus de monde. La tuberculose est causée par un microbe qui se trouve dans les crachats des personnes tuberculeuses. Ces crachats répandent la tuberculose. La contagion s'opère principalement quand on absorbe ou quand on respire des parcelles liquides ou des poussières provenant de crachats, salives ou mucosités quelconques projetés par des tuberculeux.

Les précautions ci-après devront être observées dans les pièces à l'usage de dortoir :

Ne crachez pas à terre. — Ne permettez pas que vos camarades crachent à terre, ni qu'ils toussent sans se couvrir la bouche.

Ne respirez pas de poussières. — Respirez de l'air pur. Aérez largement.

Ne vous servez pas de ce qui a servi à un autre. — Ne touchez qu'avec précaution du linge sali par un autre. Ne couchez pas dans les draps d'un autre.

Veillez à la bonne tenue de vos dortoirs. — Faites en sorte que votre dortoir soit tenu dans un état constant de propreté et que toutes les prescriptions de l'arrêté viziriel du 17 avril 1927 (14 chaoual 1345) y soient observées.

Rabat, le 4 novembre 1927.

DUVERNOY.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**

portant ouverture d'enquête sur un projet de modification à la répartition provisoire des eaux de l'oued N'Fis (entre la prise de la séguia Targa incluse et la prise de la séguia Saada incluse).

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919 et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux, et, notamment, l'article 11 ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 1926 portant réglementation provisoire des eaux de l'oued N'Fis (entre la prise de la séguia Targa incluse et la prise de la séguia Saada incluse) ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1924 du secrétaire général du Protectorat portant création de commission pour examiner les questions de l'usage et de la répartition des eaux dans la région de Marrakech ;

Vu le projet de nouvelle répartition provisoire par modification à l'arrêté du 6 décembre 1926 susvisé,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête publique est ouverte dans le territoire du cercle de Marrakech-banlieue sur le projet de modification à la répartition provisoire des eaux de l'oued N'Fis (entre la prise de la séguia Targa incluse et la prise de la séguia Saada incluse) ayant fait l'objet de l'arrêté du 6 décembre 1926 susvisé.

A cet effet le dossier est déposé du 7 novembre au 7 décembre 1927 dans les bureaux du cercle de Marrakech-banlieue, à Marrakech.

ART. 2. — La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 sera composée de :

Un représentant de l'autorité de contrôle ;

Un représentant de la direction générale des travaux publics ;

Un représentant de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;

Un représentant du service des domaines ;

Un géomètre du service topographique ;

Un représentant du service de la conservation de la propriété foncière.

Elle pourra s'adjoindre le ou les caïds intéressés.

Elle commencera ses opérations à la date fixée par son président.

Rabat, le 27 octobre 1927.

Pour le directeur général des travaux publics,
Le sous-directeur, chef du service administratif,
CHEVALIER.

* * *

EXTRAIT

du projet de modification à la répartition provisoire des eaux de l'oued N'Fis (entre la prise de la séguia Targa incluse et la prise de la séguia Saada incluse).

ARTICLE UNIQUE. — Le maximum du débit de 20 litres seconde auquel, d'après l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 décembre 1926, a droit l'ensemble des séguias Hamou, Ben Naceur, Ben Laoud et Abdesselem, à partir d'un débit de l'oued N'Fis supérieur à 500 litres, est porté à 40 litres seconde, soit dix litres seconde (10 l. s.) pour chaque séguia.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DE L'OFFICE DES P. T. T.
portant ouverture d'une agence postale à attributions étendues à El Tléta de Sidi Embarek.

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES,
DES TELEGRAPHES ET DES TELEPHONES, p. i.,

Vu l'arrêté du 24 avril 1926 portant ouverture d'une cabine téléphonique à El Tléta de Sidi Embarek, à compter du 16 avril 1926, et fixant la rétribution de la gérante ;

Vu l'arrêté du 12 août 1927 déterminant les attributions des agences postales ;

Vu l'arrêté viziriel du 17 juillet 1926, modifié par l'arrêté viziriel du 28 décembre 1926 fixant la rétribution des auxiliaires chargés de gérer les établissements secondaires des postes et télégraphes,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté du 24 avril 1926 susvisé concernant la rétribution de la gérante sont rapportées, à compter du 1^{er} novembre 1927.

ART. 2. — Une agence postale à attributions étendues est créée à El Tléta de Sidi Embarek à partir du 1^{er} novembre 1927.

ART. 3. — La gérance de cet établissement donnera lieu au paiement d'une indemnité mensuelle de 216 francs.

ART. 4. — La dépense sera prélevée sur les crédits du chapitre 52, article 1^{er}, paragraphe 4.

Rabat, le 11 octobre 1927.

ROBLOT.

NOMINATIONS, PROMOTIONS ET DÉMISSION DANS DIVERS SERVICES.

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 27 octobre 1927, M. VIZZAVONA Gustave, inspecteur de 1^{re} classe de l'enregistrement et du timbre est promu à la classe exceptionnelle (1^{er} échelon) de son grade, à compter du 1^{er} octobre 1927.

* *

Par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 21 octobre 1927, sont nommés, à compter du 1^{er} octobre 1927 :

Professeur chargé de cours (5^e classe)

M. BOERLEN René, professeur au collège de Mirecourt (Vosges).

Professeur chargé de cours (6^e classe)

M. JUNGBLUT Albert, ancien élève de l'École normale supérieure, pourvu de la licence ès lettres et du diplôme supérieur des langues classiques.

Professeur chargé de cours d'arabe (4^e classe)

M. APCHER Louis, répétiteur chargé de classe, pourvu du diplôme de langue arabe.

Par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités au Maroc, en date du 26 octobre 1927 :

MM. RUIZ Jean, professeur (6^e classe),

CLER Maurice, ancien élève de l'École normale supérieure, pourvu de la licence de philosophie, de la licence et du diplôme d'études supérieures de lettres,

Mlle NICOLAS Augusta, pourvue de la licence d'histoire et géographie,
sont nommés professeurs chargés de cours de 6^e classe, à compter du 1^{er} octobre 1927.

* *

Par arrêté du directeur général de l'instruction publique, en date du 26 octobre 1927, M. HERISSON Michel, répétiteur surveillant (6^e classe), en disponibilité pour services militaires, est réintégré dans ses fonctions, à compter du 5 octobre 1927.

* *

Par décision du directeur des douanes et régies, en date du 15 octobre 1927, M. CARDONNEL-BESSONIES François, bachelier de l'enseignement secondaire, est nommé commis de 4^e classe, à compter du 14 septembre 1927. (emploi réservé).

* *

Par arrêté du directeur du service des impôts et contributions, en date du 31 octobre 1927 :

MM. FILLARD François-Jean ;

DRUFIN Raymond-René-Louis ;

DAILLIER Jacques-Henri-Gustave,
ingénieurs de l'Institut agricole d'Algérie, sont nommés contrôleurs stagiaires, à compter du jour de leur entrée en fonctions (emplois réservés — à défaut de pensionnés de guerre et d'anciens combattants).

* *

Par arrêté du directeur du service des impôts et contributions, en date du 24 octobre 1927, M. BULIT Jean-Louis-Arthur, ingénieur agronome, est nommé contrôleur stagiaire des impôts et contributions, pour prendre rang du jour de son entrée en fonctions (emploi réservé).

* *

Par décision du directeur, chef du service de l'enregistrement et du timbre, en date du 27 octobre 1927, M. CELLI Antoine-Dominique, receveur de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade, à compter du 11 novembre 1927.

* *

Par décision du directeur, chef du service de l'enregistrement et du timbre, en date du 27 octobre 1927, M. PERETTI Jean-Jacques-Caton, contrôleur spécial de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} octobre 1927.

* *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 8 août 1927, la démission de son emploi, offerte par M. D'HOSTES Albin, rédacteur principal de 3^e classe du personnel administratif du secrétariat général, est acceptée, pour compter du 1^{er} juin 1927.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS DE CONCOURS

pour le recrutement de rédacteurs à l'administration centrale du Protectorat (concours de 1928).

Le nombre total des emplois de rédacteur d'administration centrale au Maroc mis au concours de 1928 est fixé à vingt-deux (dont douze au secrétariat général du Protectorat, deux à la direction générale des finances, deux à la direction générale des travaux publics, six à la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation).

Sur ce chiffre total, le nombre des emplois réservés aux pensionnés de guerre ou à défaut à certains anciens combattants est fixé à huit (dont quatre au secrétariat général du Protectorat, un à la direction générale des finances, un à la direction générale des travaux publics, deux à la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation).

Le concours aura lieu à Paris, Alger, Tunis et Rabat,

le lundi 6 février 1928 et les jours suivants. La liste d'inscription ouverte à la Résidence générale (secrétariat général, service du personnel), à Rabat, sera close le 6 janvier 1928.

Les matières entre lesquelles l'option est permise pour la troisième composition écrite sont : 1° le droit public et administratif français ; 2° la législation financière française ; 3° la législation et l'économie commerciale. Les candidats doivent faire connaître la matière qu'ils choisissent, dans leur demande d'admission au concours.

Pour tous renseignements s'adresser au secrétariat général du Protectorat (service du personnel), à Rabat (Maroc).

AVIS DE CONCOURS

Un concours pour le recrutement de six rédacteurs des services administratifs extérieurs des postes, des télégraphes et des téléphones, aura lieu à Rabat les 19, 20 et 21 janvier 1928.

LISTE DES PERMIS DE RECHERCHES DE MINE ACCORDÉS PENDANT LE MOIS D'OCTOBRE 1927

N° du permis	DATE d'institution	TITULAIRE	CARTE au 1/200.000	Désignation du point pivot	Repérage du centre du carré	Catégorie
2955	16 oct. 1927	Laurent Gaston, Marrakech-Guéliz.	Marrakech-nord (E)	Marabout S ^t Mohamed el Fedil.	2000 ^m N. et 800 ^m O.	II
2956	id.	Bailly Lucien, 8, rue des Brice, Nancy.	Mazagan	Marabout S ^t Moh ^d el Kbir.	2000 ^m S.	II
2957	id.	id.	id.	id.	2000 ^m N. et 2000 ^m E.	II
2958	id.	id.	id.	id.	2000 ^m N. et 2000 ^m O.	II
2959	id.	id.	id.	Angle nord de Dar bou Chaïb b. Ahmed.	1010 ^m N. et 2000 ^m E.	II
2960	id.	id.	id.	id.	1010 ^m N. et 2000 ^m O.	II
2961	id.	id.	id.	Marabout S ^t el Ayachi.	565 ^m S. et 2000 ^m E.	II
2962	id.	id.	id.	id.	565 ^m S. et 2000 ^m O.	II
2977	id.	id.	id.	Marabout S ^t Moh ^d el Kbir.	2000 ^m S. et 4000 ^m O.	II
2978	id.	Gelci Pierre, garage Julian, Oujda.	Debdou (E)	Marabout Kasba Fokohine.	5200 ^m N. et 4200 ^m E.	II
2979	id.	Migueres Joseph, 14, rue Tro-lard, Saint-Eugène (Alger).	Taurirt (E)	Marabout S ^t M'Hend el Rouzi (angle sud-est).	6500 ^m S. et 3900 ^m O.	II
2980	id.	Société de valorisation immobilière et minière, 26, rue Aviateur-Yédrineo, Casablanca.	Marrakech-sud (O)	Marabout S ^t bou Othman.	3000 ^m S. et 3800 ^m E.	II

LISTE DES PERMIS DE PROSPECTION ACCORDÉS PENDANT LE MOIS D'OCTOBRE 1927

N° du permis	DATE d'institution	TITULAIRE	CARTE 1/200.000	Désignation du point pivot	Repérage du centre du carré	Catégorie
346	16 oct. 1927	Société minière du Haut-Guir, 88, rue Saint-Lazare, Paris.	Bou-Anane (E)	Entrée du poste militaire de Zelmou.	600 ^m S. et 7000 ^m O.	II
347	id.	id.	id.	id.	600 ^m S. et 3000 ^m O.	II
348	id.	id.	id.	id.	600 ^m S. et 1000 ^m E.	II
349	id.	id.	id.	id.	600 ^m S. et 5000 ^m E.	II

LISTE DES PERMIS DE PROSPECTION ANNULÉS
à la suite de renonciation ou de non-paiement
des redevances annuelles.

N° du permis	TITULAIRE	CARTE
136	Laurent	D ^r K ^d el Glaoui (O)
137	id.	id.

LISTE DES PERMIS DE RECHERCHES DÉCHUS
(expiration des 3 ans de validité)

N° du permis	TITULAIRE	CARTE
2389	Imbo	Oujda (E)
2428	Société des mines de fer de Beni-Atcha	Marrakech-sud (O)
2429	id.	id.
2450	id.	Larache (E et O)
2451	id.	id.
2454	id.	Ouezzane (E)
2455	id.	id.

LISTE DES PERMIS DE RECHERCHES ANNULÉS
à la suite de renonciation ou de non-paiement
des redevances annuelles.

N° du permis	TITULAIRE	CARTE
2585	Soudan	Casablanca (O)
2586	id.	id.
2587	id.	id.
2588	id.	id.
118	Busset	M ^{ra} ben Abbou (E)
412	id.	id.
1483	id.	Marrakech-sud (E)
2098	id.	M ^{ra} ben Abbou (E)
2099	id.	id.
2026	id.	id.
2027	id.	id.
2225	id.	id.
2249	de Jarente	Marrakech-sud (O)
2148	de Mecquenem	id.
1282	Gie chérifienne de recherches et de forages	Meknès (E)
1283	id.	id.
1284	id.	id.
1285	id.	id.
1286	id.	id.
1287	id.	id.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

EXTRAITS DE REQUISITIONS ⁽¹⁾

I. — CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 4307 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 octobre 1927, M. Desforges Jules, industriel, commerçant, marié à dame Gaujard Louise-Victorine, le 25 août 1906, à Armeau (Yonne), sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M^e Bourguignon, notaire à Dixmont (Yonne), le 22 août 1906, demeurant et domicilié à Rabat, rue du Capitaine-Petitjean, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Ouled Naïm 10 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Tenacity Farm », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Kénitra, tribu des Oulad Naïm, à 1 km. environ à l'est de la piste allant de Sidi Yahia à Dar Salem.

Cette propriété, occupant une superficie de 270 hectares, est limitée : au nord, par la djemaa des Halabba ; à l'est, par un chemin et au delà par M. Donon, tous sur les lieux ; au sud, par l'Etat chérifien (domaine forestier) ; à l'ouest, par M. Edmond Mouneyrat, agent d'assurances à Meknès.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que : 1° les obligations et conditions prévues au cahier des

charges pour parvenir à la vente du lotissement de colonisation dont dépend la propriété, et à l'article 3 du dahir du 22 mai 1922, contenant notamment valorisation de la propriété, interdiction d'aliéner, de louer ou d'hypothéquer sans l'autorisation de l'Etat, le tout sous peine de déchéance prononcée par l'administration, dans les conditions du dahir du 23 mai 1922 ; 2° l'hypothèque au profit de l'Etat chérifien pour sûreté du paiement du solde du prix de vente, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'attribution en date du 29 août 1923, aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat.

ROLLAND.

Réquisition n° 4308 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 octobre 1927, M. Desforges Jules, industriel, commerçant, marié à dame Gaujard Louise-Victorine, le 25 août 1906, à Armeau (Yonne), sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M^e Bourguignon, notaire à Dixmont (Yonne), le 22 août 1906, demeurant et domicilié à Rabat, rue du Capitaine-Petitjean, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Ouled Naïm, lot maraîcher n° 1 », à laquelle il a déclaré

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, sur demande adressée à la Conservation Foncière, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage, à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi, et par voie de publication dans les marchés de la région.

vouloir donner le nom de « Ferme du Marabout », consistant en terrain de culture et constructions, située contrôle civil de Kénitra, tribu des Oulad Naïm, à 1 km. au sud de Sidi Yahia, lot maraîcher de Sidi Yahia.

Cette propriété, occupant une superficie de 17 ha. 50 a., est limitée : au nord, par le cimetière des Rhaoua et Chnanffa ; à l'est, par l'oued Tiffet ; au sud, par MM. Lagarde frères, demeurant à Sidi Yahia ; à l'ouest, par un chemin et au delà MM. Cugnet frères, demeurant à Sidi Yahia.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que : 1° les obligations et conditions prévues au cahier des charges pour parvenir à la vente du lotissement de colonisation dont dépend la propriété, et à l'article 3 du dahir du 22 mai 1922, contenant notamment valorisation de la propriété, interdiction d'aliéner, de louer ou d'hypothéquer sans l'autorisation de l'Etat, le tout sous peine de déchéance prononcée par l'administration, dans les conditions du dahir du 23 mai 1922 ; 2° l'hypothèque au profit de l'Etat chérifien pour sûreté du paiement du solde du prix de vente, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'attribution en date du 29 août 1923, aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4309 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Bou Ameer ben Abdellah, marié selon la loi musulmane à dames Rahla bent Ben Brahim, vers 1910, et Rkia bent Ali, vers 1922, demeurant aux douar et fraction des Bzaïz, tribu des Oulad Khalifa, contrôle civil des Zaër, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Kaada Chouïto », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Bou Ameer I », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaër, tribu des Oulad Khalifa, fraction et douar des Bzaïz, à l'est de la route de Rabat à Marchand, à proximité de l'aïn Chbarga.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord, par la propriété dite « Bled Ouled Masnaoui », réquisition 3853 R., dont l'immatriculation est poursuivie au nom de Ali ben Abderrahman ; à l'est, par Abdellah ould el Assali ; au sud, par Kacem ben M'Barek ; à l'ouest, par Djillali ould Chraga, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 13 ramadan 1344 (27 mars 1926), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4310 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Bou Ameer ben Abdellah, marié selon la loi musulmane à dames Rahla bent Ben Brahim, vers 1910, et Rkia bent Ali, vers 1922, demeurant aux douar et fraction des Bzaïz, tribu des Oulad Khalifa, contrôle civil des Zaër, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Ras Chaabat Yaoum », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Bou Ameer II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaër, tribu des Oulad Khalifa, fraction et douar des Bzaïz, à l'est de la route de Rabat à Marchand, à proximité du marabout de Sidi el Hadj el Kébir.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, est limitée : au nord, par Larbi Karkach et la propriété dite « Bled el Hamri », réq. 2526 R., dont l'immatriculation est poursuivie au nom de Bhaïlil ben Moqadem Hamida, El Maâti ben Abdellah et Mohammed el Mzaâtar ; à l'est, par Bouazza ben Bahia ; au sud, par El Maâti ben Abdellah, surnommé, et son frère Larbi ; à l'ouest, par Abbou ould Abbou, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 14 safar 1346 (13 août 1927), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4311 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, 1° Rahma bent Salah, célibataire, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivise de : 2° Toto bent Salah, veuve de Yazid ben M'Hammed, toutes deux demeurant au douar Gouaouda, tribu des Nedja, contrôle civil des Zaër, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivise, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Feddi », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaër, tribu des Nedja, fraction des Gouaouda, à 2 km. à l'ouest de l'aïn Hamra, près de la source dite « Aïn Hedadja ».

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord et à l'ouest, par Mohamed ben Saïd et Ali ben Allal ; à l'est, par Beldi ben Bouazza ; au sud, par Mohamed ben Saïd, surnommé, tous demeurant sur les lieux.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est copropriétaire en vertu d'une moukia en date du 19 safar 1346 (18 août 1927), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4312 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 13 octobre 1927, El Maati ben Abdellah, marié selon la loi musulmane à dame Halima bent Abbou, vers 1910, demeurant aux douar et fraction Bzaïz, tribu des Oulad Khalifa, contrôle civil des Zaër, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Maati », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaër, tribu des Oulad Khalifa, fraction et douar Bzaïz, à hauteur du kilomètre 62 de la route de Rabat à Camp-Marchand, à proximité du marabout de Sidi el Hadj el Kébir.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est composée de deux parcelles limitées, savoir :

Première parcelle, dite « El Haoud ». — Au nord et à l'est, par la propriété dite « El Houd », réq. 2038 R., dont l'immatriculation est poursuivie au nom de Bouazza ben Abdallah, demeurant sur les lieux ; au sud, par Bou Ameer ben Abdellah ; à l'ouest, par la propriété dite « Bled el Hamri », réq. 2526 R., dont l'immatriculation est poursuivie au nom de Bhaïlil ben el Moqa.

Deuxième parcelle, dite « Hrech ». — Au nord et à l'est, par Bou Ameer ben Abdellah, surnommé ; au sud, par Larbi ben Abdellah ; à l'ouest, par Amar ben Abbou, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 13 ramadan 1344 (27 mars 1926), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4313 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 13 octobre 1927, M. Gervais Florent-Charles, rédacteur principal au cabinet civil, Résidence générale, marié à dame Renouveau Lucie, le 21 octobre à Vaux-sur-Mer (Charente-Inférieure), sans contrat, demeurant et domicilié à Rabat, impasse de la rue d'Ajaccio (Touargas), a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Luciole », consistant en maison d'habitation avec jardin et cour, située à Rabat, impasse de la rue d'Ajaccio.

Cette propriété, occupant une superficie de 198 mètres carrés, est limitée : au nord, par l'impasse de la rue d'Ajaccio et, au delà, M. Séjournant, chef électricien à la Résidence générale, à Rabat ; à l'est, par Mme Brulé, demeurant à Troyes, 8, rue du Chêne, représentée par M. Moréas, demeurant à Rabat, 59, rue de la Marne, et M. Marchal, directeur adjoint des finances, à la Résidence générale, à Rabat ; au sud, par la Compagnie des chemins de fer du Maroc, et l'Etat chérifien (domaine privé) ; à l'ouest, par Mohammed Marsil

bel Lahssen, demeurant à Rabat, rue Taht el Hamman el Alou.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 7 moharrem 1345 (18 juillet 1926), homologué, aux termes duquel Jilani ben M'Hammed ben Bouazza lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4314 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 14 octobre 1927, Abdellah ben Saïd, marié selon la loi musulmane à dame Rkia Salah, vers 1915, demeurant au douar des Oulad Lila, fraction Ksissat, tribu des Oulad Mimoun, contrôle civil des Zaër, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dhar Toulâa », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaër, tribu des Oulad Mimoun, fraction Ksissat, douar Oulad Lila, à proximité de l'aïn Moulaza.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord, par Assou ben Essahel ; à l'est, par Ben Acher ben Hammani ; au sud, par El Mustapha ben Assou et consorts ; à l'ouest, par Ben Saïd ben el Hadj Abbou, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukka de fin safar 1345 (8 septembre 1926), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4315 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 14 octobre 1927, M'Hamed ben Mansour, marié selon la loi musulmane, vers 1907, demeurant au douar Sfirat, fraction des Oulad Ziane, tribu des Beni Malek, contrôle civil de Kénitra, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Remel IV », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Kénitra, tribu des Beni Malek, fraction des Oulad Ziane, douar Sfirat, près de Souk el Had des Oulad Djelloul, à 500 mètres environ au nord du marabout de Lala Aïcha.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est composée de quatre parcelles limitées, savoir :

Première parcelle, dite « Boulahdayne ». — Au nord, par la djemâa des Oulad M'Hammed, représentée par Bouselham ben Madjdoubi ; à l'est, par El Hachemi ben Rogui ; au sud, par un ravin et au delà Taïb ben Molkia ; à l'ouest, par Bouselham ben Larbi, tous demeurant sur les lieux.

Deuxième parcelle, dite « Akrah ». — Au nord, par M'Hamed ben Omar, demeurant sur les lieux ; à l'est, par Bouselham ben Larbi, susnommé ; au sud, par la piste de Souk el Had des Oulad Djelloul à Souk el Trinc, et au delà Ben Taïb ben Molkia, susnommé ; à l'ouest, par Miloudi ben Mohamed, demeurant au douar Sfirat.

Troisième parcelle, dite « Dehirat Cherred ». — Au nord, par Bouselham ben Larbi, susnommé ; à l'est, par M'Hamed ben Omar, également susnommé ; au sud, par la piste de Souk el Had, et au delà El Miloudi ben Mohamed, susnommé ; à l'ouest, par la djemâa des Brouga, représentée par Abdeslam ben Ahmed, demeurant au douar Brouga.

Quatrième parcelle, dite « Sidi Bouselham ben Tamer ». — Au nord, par Taïb ben Molkia ; à l'est, par El Hachemi ben Rogui ; au sud, par un ravin, et au delà Ben M'Hamed ben Mohamed ben Yahia ; à l'ouest, par Allal ben Gomri, tous deux demeurant au douar Oulad Amer.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukka en date du 12 jourmada I 1328 (22 mai 1910), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4316 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 14 octobre 1927, M'Hamed ben Mansour, marié selon la loi musulmane, vers 1907, demeurant au douar Sfirat, fraction des Oulad Ziane, tribu des Beni Malek, contrôle civil de Kénitra, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Amid », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Kénitra, tribu des Beni Malek, fraction des Oulad Ziane, douar Sfirat, lieu dit « El Amid », à proximité du marabout de Lala Aïcha.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est composée de deux parcelles limitées, savoir :

Première parcelle dite « El Ahbel ». — Au nord, par El Miloudi ben Mohamed ; à l'est, par Ben Taïb ben Molkia ; au sud, par M'Hamed ben Omar, tous demeurant au douar Sfirat ; à l'ouest, par le requérant.

Deuxième parcelle, dite « Boutouïl ». — Au nord, par Miloudi ben Mohamed, susnommé ; à l'est et à l'ouest, par M'Hamed ben Omar, également susnommé ; au sud, par la Compagnie du Sebou, représentée par son directeur général, rue de l'Oureq, à Rabat.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukka en date du 12 jourmada I 1328 (22 mai 1910), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4317 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 15 octobre 1927, 1° Anzâlag Abraham, propriétaire, marié à dame Benattar Anna, à Rabat, le 10 septembre 1919, selon la loi mosaïque ; 2° Larbi Moulina, propriétaire, marié selon la loi musulmane, vers 1911, tous deux demeurant et domiciliés à Rabat, le premier avenue Dar el Makhzen, immeuble Kabbaj, le deuxième rue Sidi Fatah, n° 73, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis par parts égales, d'une propriété dénommée « Ennemala », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Inchalah », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, tribu Séfiane, fraction et douar Oulad Jlal, sur la piste de Lalla Aïcha au souk El Tléta, à 2 km. au sud-est du marabout Sidi Tabout et à 1 km. 500 au sud du douar Meknassa.

Cette propriété, occupant une superficie de 22 hectares, est limitée : au nord, par Ahmed ben Drouiche ; à l'est, par la propriété dite « Merktane », rég. 2258 R., dont l'immatriculation est poursuivie au nom de la Compagnie chérifienne de colonisation ; au sud, par l'ancienne piste de Souk Tléta à Ménasra, et au delà Ahmed ould Riahi ; à l'ouest, par la merdja Merktane (Etat chérifien), domaine public.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte sous seings privés en date du 30 septembre 1927, aux termes duquel Abdesslam ben el Fquih Si Mohamed, agissant comme mandataire de Azouz ben Mohamed dit « Hanta », leur a vendu ladite propriété ; ce dernier en était lui-même propriétaire pour l'avoir acquise de Ahmed ben Drouiche, suivant acte d'adoul en date du 6 hija 1299 (19 octobre 1882).

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4318 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 15 octobre 1927, 1° Ahmed Zenati ben Hadj Mohammed, marié selon la loi musulmane, vers 1925, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 2° son frère Kacem Zenati ben Hadj Mohammed, célibataire, tous deux demeurant à Rabat, le premier rue Ben Slama, dar Molato, le deuxième rue Souïka, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis par parts égales, d'une propriété dénommée « Dehirat », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Zenati Kacem et Ahmed », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaër, tribu des Oulad Mimoun, douar Oulad Lila, entre l'aïn Sefsafa et l'aïn Mou Azzab, à 500 mètres environ à l'ouest du marabout de Sadra el Dehira, rive droite de l'oued Akrech.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par l'oued Akrech ; à l'est, par l'aïn Dechira, et au delà la propriété dite « Dehira », réq. 2812 R., dont l'immatriculation est poursuivie au nom de Saïd ben Lakhder El Ouasti, demeurant sur les lieux ; au sud, par ce dernier riverain ; à l'ouest, par Ben Saïd ben Hadj Abbou, demeurant au douar Oulaq Lila, et par la propriété dite « Ain el Boghdadi », réq. 3161 R., dont l'immatriculation est poursuivie au nom de El Hadj Tahar el Ouardghi, demeurant à Rabat, rue Sidi Fatah.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 1^{er} jourmada 1341 (30 décembre 1922), homologué, aux termes duquel Bouazza ben Allal, représentant Isaac et Mouchi Coriat, leur a vendu les 2/6^e de ladite propriété, le surplus leur appartenant pour l'avoir acquis de Hammani ben Abdelkader ben Bouazza, suivant acte sous seings privés en date du 12 moharrem 1346 (12 juillet 1927).

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat.
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Ennesria », réquisition 2459 R., dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 2 février 1926, n° 693.

Suivant réquisition rectificative du 20 octobre 1927. M. Cognié Francis, marié à dame Fatima bent Kaddour ould Ramdan, sans contrat, demeurant à Rabat, avenue de Marrakech, a demandé que l'immatriculation de la propriété dite « Ennesria », réq. 2459 R., située contrôle civil de Kénitra, tribu des Ahmeur, soit désormais poursuivie en son nom personnel en qualité de propriétaire, en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Rabat, du 28 juillet 1927, aux termes duquel Fatma bent el Arbi Bou el Djilali el Amri Zerdali lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat.
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « El Mers V », réquisition 3242 R., dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 23 novembre 1926, n° 735.

Suivant réquisition rectificative du 17 octobre 1927. Si Bouchaïb Doukkali, ministre de la justice honoraire, marié selon la loi musulmane, demeurant à Rabat, rue Sidi Fatah, a demandé que l'immatriculation de la propriété dite « El Mers V », réq. 3042 R., située contrôle civil des Zaïr, tribu des Oulaq Khalifa, douar Mahfid, soit désormais poursuivie tant au nom des requérants primitifs qu'en son nom personnel, en qualité de copropriétaire indivis à parts égales, en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Rabat, du 21 septembre 1927, aux termes duquel El Bachir ben Bou Tahar el Mahfoudi lui a vendu un tiers indivis de ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat.
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA.

Réquisition n° 11165 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 octobre 1927, 1° Bouchaïb ben Bouazza el Barhami Seghiri, marié selon la loi musulmane à Fathma bent Lebsir, vers 1920, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2° Cherki ben Bouazza el Barhami Seghiri, marié selon la loi musulmane à Fathma bent Mohamed, vers 1920 ; 3° Slimane ben Bouazza el Barhami Seghiri, marié selon la loi musulmane à Darnia bent Bouazza, demeurant et domiciliés tribu des Oulaq Bahr Kebar, fraction Oulaq Ahmed, douar Oulaq Seghaïar, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, à raison d'un tiers pour chacun, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Rouida », consistant en terrain de culture, située circonscription civile d'Oued Zem, tribu des Oulaq Bahr Kebar, fraction Oulaq Ahmed, douar Oulaq Seghaïar, à 10 km. environ à l'ouest d'Oued Zem, à proximité de la voie nouvelle desservant les carrières de phosphate, au lieu dit « Bir Mezoui ».

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares, est limitée : au nord, par Maalhi ben Dahmane ; à l'est, par Naceur ben M'Hammed ; au sud, par Abdeslam ben Omar ; à l'ouest, par Hadj ben M'Hammed, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 14 hija 1345 (15 juin 1927), homologué, aux termes duquel Abdeslam ben Amor el Barhami leur a vendu ladite propriété, que lui attribuait une moukha de même date, homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 11166 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 10 octobre 1927, 1° Mohamméd ben el Hafiane el Khaufari, marié selon la loi musulmane à Fathma bent Mohammed, vers 1912, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2° Larbi ben el Fatmi el Khaufari, marié selon la loi musulmane à Khedidja bent Cheikh, vers 1897, tous deux demeurant et domiciliés tribu des Mzamza, fraction El Krariyne, douar El Khenafra, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, par parts égales, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Harcha », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, tribu des Mzamza, fraction El Krariyne, douar El Khenafra, à 15 km. à l'est de Settât et à 8 km. à l'ouest de la gare de Ras el Aïn, entre la route allant de Settât à Ben Ahmed et le chemin de fer à voie normale.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par le premier requérant ; à l'est, par ce dernier et Mohammed Demmati, demeurant à Settât ; au sud, par Dris ben el Mekki, demeurant à Casablanca, rue Krantz, derb Hadj Bouchaïb ben Aomar ; à l'ouest, par M'Hammed ben Debag, demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires en vertu d'une moukha en date du 28 jourmada II 1332 (24 mai 1914), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 11167 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 11 octobre 1927, M. Sabatier Paul-Marius, marié sans contrat, à dame Sisqué Emma-Ida-Flora, à Tlemcen, le 16 juillet 1908, demeurant et domicilié à Casablanca, Maarif, 50, rue du Mont-Dore, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Immeuble Paulette », consistant en terrain construit, située à Casablanca, Maarif, rue du Mont-Dore, n° 50, et rue des Pyrénées.

Cette propriété, occupant une superficie de 300 mètres carrés, est limitée : au nord, par Mohamed ben Souda, demeurant à Fès, Road Zitoun ; à l'est, par la rue des Pyrénées ; au sud, par M. Benvivagna, entrepreneur, demeurant à Casablanca, rue du Mont-Dore, n° 48 ; à l'ouest, par la rue du Mont-Dore.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes sous seings privés en date, à Casablanca, des 22 août 1927 et 22 septembre 1927, aux termes desquels M. Caprara (1^{er} acte) et Mohamed ben Souda (2^e acte) lui ont vendu ladite propriété, étant précisé que M. Caprara avait acquis la parcelle lui appartenant, dudit Mohamed ben Souda, suivant acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 4 février 1922.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 11168 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 11 octobre 1927, M. Lopez Joseph, de nationalité espagnole, marié sans contrat, régime légal espagnol, avec dame Garcia Brigitte, à Casablanca, le 18 août 1916, demeurant à Settât, route de Marrakech, et domicilié à Casablanca, avenue du Général-d'Amade, n° 81, chez M. Blanc, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Seheb Ziane », à laquelle il a déclaré vouloir

donner le nom de « Djedour », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, tribu des Mzamza, à 3 km. 300 de Settât, sur la route de Settât à Guisser.

Cette propriété, occupant une superficie de 35 hectares, est limitée : au nord, par les héritiers de Driss, représentés par Abbès ben Aomar, demeurant à Settât, quartier Gaile ; à l'est, par la piste de Habbat à Touzini, et, au delà, Mustapha ben Mohammed ben Djilali, à Settât ; au sud, par les héritiers Ben Dahan, représentés par M. Soraga, demeurant à Settât ; à l'ouest, par l'oued Ben Moussa (domaine public).

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Settât, du 26 août 1927, aux termes duquel Mohamed ben el Arbi et consorts lui ont vendu ladite propriété, qu'ils avaient eux-mêmes recueillie dans la succession de leur père El Hassen ben Ahmed.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 11169 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 11 octobre 1927, Larbi ben el Fathmi el Khaufari, dit « Ould Zahia », marié selon la loi musulmane à Khedidja bent Cheikh, vers 1897, demeurant et domicilié tribu des Mzamza, fraction El Krariyne, douar El Khenafra, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « El Arsa, Djenan, El Kahli et Seridj », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Larbi », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Mzamza, fraction El Krariyne, douar El Khenafra, à 16 km. environ à l'est de Settât et à 7 km. à l'ouest de la gare de Ras el Aïn, entre la route de Settât à Ben Ahmed, près ladite gare et le chemin de fer à voie normale.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, composée de trois parcelles, est limitée, savoir :

Première parcelle, dite « Harsa ». — Au nord et au sud, par l'oued Tamadgoust ; à l'est, par El Hadj el Mekki ben Azzouz, demeurant au douar Oulad Layachi, fraction El Krariyne, précitée ; à l'ouest, par M'Hammed ben el Hafiane, demeurant sur les lieux.

Deuxième parcelle, dite « Djenane el Kahli ». — Au nord, par Bouazza bent el Maathi, demeurant sur les lieux ; à l'est, par El Hachemi ben el Hadj Brahim, demeurant à Mazagan ; au sud, par M'Hammed ben el Hafiane, susnommé ; à l'ouest, par M'Hamed ben Bouchaïb, demeurant sur les lieux.

Troisième parcelle, dite « Adrh Seridj ». — Au nord, par le requérant ; à l'est, par El Hadj el Mekki ben Azzouz, susnommé ; au sud, par M. de Marcy, demeurant à Casablanca, 135, avenue du Général-Drude ; à l'ouest, par le requérant et consorts.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moulkia en date du 17 kaada 1344 (30 mai 1926), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 11170 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 11 octobre 1927, 1° Ali ben Zemmouri ben Amor, marié selon la loi musulmane à Abba bent Abdelkader, vers 1905, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2° Ahmed ben Zemmouri, marié selon la loi musulmane à Yamena bent Bel Kheïr, vers 1912 ; 3° Abdelkader ben Zemmouri, marié selon la loi musulmane à El Hadja bent Moussa, vers 1913 ; 4° Mohamed ben Zemmouri, marié selon la loi musulmane à Miloudia bent Djilali, vers 1915 ; 5° Aïcha bent Zemmouri, veuve de Ahmed ben Moussa, décédé vers 1917 ; 6° Fatherna bent Zemmouri, veuve de Ahmed ben Mekki, décédé vers 1922 ; 7° Hasna bent Zemmouri, mariée selon la loi musulmane à Abdelkader ben el Miloudi, vers 1919 ; 8° El Miloudia bent Zemmouri, mariée selon la loi musulmane à Bouazza ben Djilali, vers 1921, tous demeurant et domiciliés tribu des Zénata, fraction Medjedba, douar Oulad Sidi Abdennebi, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Roukbet Sidi Mohamed ben Hedjadje », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ronkba, consistant

en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zénata, fraction El Medjedba, douar Oulad Sidi Abdennebi, à 1 km. environ au nord du marabout de Sidi Allal et à 500 mètres environ à l'ouest de l'oued El Hassar.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par Elarbi ben Moussa, Ahmed ben Seghaïr et Abdesselam ben Amor, demeurant sur les lieux ; à l'est, par Ahmed Ouled Hedjaje, Bouchaïb ben Thami, Djilali ben Ahmed Ouled Louata, Moussa ben Mohamed Moul Louad, Ahmed ben Moussa el Herras, demeurant sur les lieux, et Djilali ben Kacem, demeurant douar Oulad Sidi Ali, fraction précitée ; au sud, par Elarbi ben Taïbi, demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires pour l'avoir recueilli dans les successions de leurs auteurs, Zemmouri ben Amor Zenati el Medjdoubi et son épouse Aïcha bent el Mekki, dont les décès sont constatés par actes de filiation en date des 23 kaada 1345 (25 mai 1927) et 26 safar 1346 (25 août 1927), étant précisé que Zemmouri ben Amor en était, de son vivant, propriétaire pour avoir acquis les parts indivises appartenant à Bouchaïb ben Mohamed et consorts dans ladite propriété, suivant acte d'adoul en date de mi-joumada II 1323 (17 août 1905), homologué, étant précisé qu'un partage de fait est intervenu entre les requérants et leur copropriétaire (25 août 1927), homologué.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 11171 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Bouazza ben Mohamed ben el Mekki, marié selon la loi musulmane à Zohra bent Hedjadje, vers 1912, demeurant et domicilié à Casablanca, rue des Anglais, derb Abderrahman, n° 86, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bled el Hachemi », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Bouazza », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Oulad Harriz, fraction Habbara, au lieu dit « Zaouiet Sid el Mekki », à 12 km. au sud-ouest de Ber Rechid.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par la piste d'El Mehaïla Oulad Soud à Bir el Hadj Bou M'Hamed, et au delà l'administration des Habous, représentée par le cheikh Mohammed Reguigne ; à l'est, par Abbas Ouled el Hadj Bouchaïb ; au sud, par la piste de Dar Mebarka à la zaouïa de Sidi el Mekki, et au delà Bouchaïb ould el Mekki ; à l'ouest, par les héritiers de Hadj Mohamed ben Djilali, représentés par Djilali ben Djilali ; tous les indigènes susnommés demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 9 rebia II 1336 (22 janvier 1918), homologué, aux termes duquel El Hachemi ben Hamed Cherki lui a vendu ladite propriété, qu'il détenait en vertu d'une moulkya de même date, également homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.
BOUVIER.

Réquisition n° 11172 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Bouchaïb ben Ahmed dit « El Attar », marié selon la loi musulmane, vers 1897, à Zerouala bent Ahmed, demeurant et domicilié tribu des Zénata, fraction El Khalta, douar Ababsa, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar el Hadra », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zénata, fraction El Khalta, douar Ababsa, à 3 km. environ au sud de la route de Casablanca à Camp-Boulhaut et à 2 km. environ au nord de l'oued Mellah.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est limitée : au nord et à l'ouest, par le requérant ; à l'est, par Ahmed ould Chouïa, El Khalti ; au sud, par la piste du douar Khalba à l'oued Mellah, et au delà Bouchaïb ben el Hirèche el Khalti ; tous

les indigènes susnommés demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date de hija 1324 (du 16 juin 1907), homologué, aux termes duquel Ghazil bent Mohamed Ezzaydia et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11173 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Bouchaïb ben Ahmed dit « El Attar », marié selon la loi musulmane, vers 1897, à Zerouala bent Ahmed, demeurant et domicilié tribu des Zénata, fraction El Khalta, douar Ababsa, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Serghini », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zénata, fraction El Khalta, à 2 km. environ à l'ouest de l'oued Mellah et à 2 km. environ au sud du marabout de Sidi Moussa.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Louazaa ben Tayeb el Khalti et le requérant ; à l'est, par Adoud ben Berek el Khalti ; au sud, par Ali ben Bouazza el Khalti ; à l'ouest, par Elhadj Ahmed ben Abderrazak el Khalti et Ahmed ben Lemqaddem el Khalti ; tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'adoul en date de rejeb 1327 (du 19 au 31 juillet 1909) et 2 jourmada I 1328 (25 mai 1910), homologués, aux termes desquels Ahmed ben Ahmed et consorts (1^{er} acte) et Tayeb ben Mohammed (2^e acte) lui ont vendu diverses parcelles constituant ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11174 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 13 octobre 1927, 1^o Ahmed ben Mohamed, marié selon la loi musulmane à Hadda bent Bouazza, vers 1920, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2^o Ramou bent Mohamed, mariée selon la loi musulmane à Thami ben Bouazza, vers 1907 ; 3^o Zohra bent Mohamed, mariée selon la loi musulmane à Kaddour ben M'Hamed, vers 1906 ; 4^o Nejma bent Mohamed, mariée selon la loi musulmane à Bouazza ben Abdesslem, vers 1902 ; 5^o Fatma bent Larbi, veuve de Mohamed bel Hadj, décédée vers 1919, tous demeurant et domiciliés tribu des Maarif (Mzab), fraction Youssef, douar Khalech, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Mers », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Maarif (Mzab), fraction Youssef, douar Khaoucha, à 14 km. environ au sud-est de Boucheron et à 1 km. au sud d'Aïn Setti Mériem.

Cette propriété, occupant une superficie de 2 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Larbi, demeurant sur les lieux ; à l'est, par M'Hamed ben Bouazza, demeurant tribu de Guadiz (Ourdigha), douar et fraction Oulad Bouazza ; au sud, par El Hadj ben el Hadj, demeurant sur les lieux ; à l'ouest, par la piste de Casablanca à Ben Ahmed, et au delà, les requérants.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires pour l'avoir recueilli dans les successions de leurs auteurs, Mohamed ben el Hadj el Youffi el Khalouchi et Fatma bent Et'Hami, dont les décès sont constatés par actes de filiation en date des 27 rebia II 1345 (4 novembre 1926) et 9 rebia II 1346 (6 octobre 1927), homologués ; ledit Mohamed ben Hadj en étant, de son vivant, propriétaire en vertu d'une moulkya en date du 27 rebia II 1345, précitée, et la dame Fatma dans la succession dudit auteur Mohamed, susnommé.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER

Réquisition n° 11175 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 13 octobre 1927, Si el Hadj Omar Tazi, marié selon la loi musulmane, vizir des domaines, demeurant et domicilié à Casablanca, 27, avenue du Général-d'Amade, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Blad Drites Boudouda », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddan Tazi I », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Hédami, fraction Oulad Djedid, à 2 km. au nord de la casbah des Oulad Djedid, à 3 km. de la gare de Lala Fathima.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est limitée : au nord, par les héritiers d'El Hadj Homane, représentés par Abdelkader oud Hadj Homman, demeurant douar Oulad Embarek, tribu Hédami, précitée ; à l'est, par les Oulad el Mir, représentés par Erreghaï, demeurant douar El Khelaïf, tribu des Hédami ; au sud, par le chemin des Oulad bel Lahssen à Metihrat el Meghdour ; à l'ouest, par Omar ben Fathima, demeurant à la casbah des Oulad Djedi.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 19 mai 1926, aux termes duquel Abdelkader ben Aziz ben Bouchaïb et consorts lui ont vendu ladite propriété, qu'ils avaient recueillie dans la succession de leur auteur commun, El Arbi ben Heddiya Elhedmi Elgheddari Elmeharki, dont le décès est constaté par acte de filiation en date du 24 jourmada I 1344 (10 décembre 1925), homologué.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11176 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 13 octobre 1927, M. Scohy Léon-Alphonse, de nationalité belge, célibataire, demeurant et domicilié à Casablanca, boulevard Moulay Youssef, près de l'institution Jeanne-d'Arc, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Feddan Agelima », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Annexe II Sidi Embarek », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Oulad Harriz, fraction Cherkaoua, à 3 km. environ à l'est de la zaouïa Cherkaoua.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est limitée : au nord, par la propriété dite « Ferrieu VII », titre 6654 C., appartenant au requérant ; à l'est, par Maati bel Hachemi et Ahmed ben Abdeslam, sur les lieux ; au sud, par la piste de la zaouïa Cherkaoua à Kacem Zoual, et au delà la propriété dite « Zaouïa Chentouf », rég. 7573 C., dont l'immatriculation a été requise par Bouchaïb ben Abdesselam Cherkaoui et consorts, demeurant à la zaouïa Cherkaoua ; à l'ouest, par le requérant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 11 octobre 1927, aux termes duquel Mekki bel Hadj Mohammed Cherkaoui et consorts lui ont vendu ladite propriété, qu'ils avaient recueillie dans la succession de leur auteur, Hadj Mohammed ben Cherkaoui, qui l'avait lui-même acquise de M'hamed ben Mohammed, suivant acte d'adoul en date de kaada 1309 (juin 1892), homologué.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11177 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 13 octobre 1927, Ahmed ben Mohamed ben Abdelkader Choufani, célibataire, demeurant et domicilié à Azemmour, rue Derb el Dar bel Médina, n° 290, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar Choufani I », consistant en terrain construit, située contrôle civil des Doukkala-nord, annexe de Sidi Ali, ville d'Azemmour, rue Derb el Chorfa, n° 2 et 3.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.500 mètres carrés, composée de deux parcelles, est limitée, savoir :

Première parcelle. — Au nord, par la grande rue la séparant du marché d'Azemmour ; à l'est, par Bouchaïb ben Deroua, demeurant à Azemmour ; au sud, par une impasse ; à l'ouest, par Bouchaïb ben Deroua, susnommé.

Deuxième parcelle. — Au nord et à l'est, par les héritiers Kramacha, représentés par Hadj M'Hamed el Karmouchi, demeurant à Azemmour ; au sud, par les Hadjama et les Kramcha, représentés par Moulay Brahim el Karmouchi, demeurant chez le cadî d'Azemmour ; à l'ouest, par la route de Mazagan.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 10 safar 1346 (9 août 1927), homologué, aux termes duquel Hadj Mohamed ben el Hadj Bouchaïb el Karmouchi lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11178 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 13 octobre 1927, 1° Abdelkader ben Ali, marié vers 1923 à dame Fatma bent Si Mohamed, selon la loi musulmane, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2° Bouchaïb ben Ali, célibataire ; 3° Amor ben Ali, marié selon la loi musulmane à Menana bent Mohamed, en 1921 ; 4° Rahma bent Ali, mariée selon la loi musulmane à Ismaïl ben Elarbi, en 1920 ; 5° Zahra bent Amara, veuve d'Ali ben Mebarek, décédé en 1927 ; 6° Zahra bent Amor, veuve d'Ali ben Mebarek, précitée ; 7° El Djilani ben Ali, marié selon la loi musulmane à Taïka bent Mohamed Seghir, vers 1907 ; 8° Abdeslam ben Ali, marié selon la loi musulmane à Yamena bent el Ghezouani, vers 1908 ; 9° Rakia bent El Ghezouani, veuve d'El Ghezouani ben Ali, décédé en 1924 ; 10° Moussa ben el Ghezouani, célibataire mineur ; 11° Ghanou bent Mohamed, veuve de Mohamed ben Mebarek, décédé vers 1904 ; 12° El Houari ben Mohamed, marié selon la loi musulmane à Fatna bent Bouchaïb, en 1925 ; 13° Bouazza ben Mohamed, célibataire ; 14° Ahmed ben Mohamed, célibataire ; 15° Menana bent Mohamed, mariée selon la loi musulmane, en 1922, à Amor ben Ali ; 16° El Djilani ben Ali, veuf de Fatna bent Mohamed, décédée vers 1910 ; 17° El Houari ben Djilani, marié selon la loi musulmane à dame Fatna bent Bouchaïb, en 1927 ; 18° Zahra bent Seghier, veuve de Amor ben Mebarek, décédé vers 1904 ; 19° Mohamed ben Amor, célibataire ; 20° Bouchaïb ben Amor, célibataire ; 21° Bouchta ben Amor, marié selon la loi musulmane à Fatna bent Abbou, vers 1887 ; 22° Mebarka bent Amor, mariée selon la loi musulmane à Si Amor ben Ali, vers 1922 ; 23° Mahjouba bent Amor, mariée selon la loi musulmane à Lahcen ben Taïbi, vers 1911 ; 24° Mebarek ben Amor, marié selon la loi musulmane à Zahra bent Si Mohamed, vers 1908 ; 25° Mohamed ben Ali, marié selon la loi musulmane à Fatna bent Si el Miloud, vers 1912, tous demeurant et domiciliés tribu des Guedana, fraction El Aounat Ahl Sakhra, douar El Houari, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddan el Hiak », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Guedana, fraction El Aounat Ahl Sakhra, douar El Houari, à 2 km. environ au nord du lieu dit « Sidi el Hachemi », à 8 km. au nord-ouest de la kasbah El Ayachi et à 2 km. au sud-est du marabout El Hachemi.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Abdallah et consorts, Bouchaïb Oueld Lhedidja et consorts, et El Hachemi ben Abdeslam, demeurant tous douar Oulad Sid el Hachemi, fraction El Aounat Ahl Sakhra, précitée ; à l'est, par Mohamed ben el Haouzia et consorts, demeurant au douar Derkaoua, fraction précitée, et El Houari ould Menana, demeurant sur les lieux ; au sud, par Ahmed ben Doukali et consorts, demeurant sur les lieux ; à l'ouest, par la piste des Oulad Sidi el Hachemi à Souk el Khemis de Sidi Amor, et au delà Mohamed ben Abdeslam, demeurant douar Oulad Sidi el Hadj, fraction précitée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire pour l'avoir recueilli dans les successions

d'Ali, Amor et Mohamed ben M'Barek, dont les décès sont constatés par actes de filiation en date du 9 rebia II 1346 (6 octobre 1927), homologués, et qui l'avaient eux-mêmes acquis de Mohamed ben Bouchta el Guedani, suivant acte d'adoul en date du 20 dik kaada 1288 (31 janvier 1872), homologué.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11179 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 14 octobre 1927, 1° Abbou ben Ali ben el Hadj, marié selon la loi musulmane à Fatima bent Mohamed, vers 1910, et à Mina bent Caïd Mohamed, vers 1912, et à Aïcha bent Zelloum, vers 1914, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaires indivis de : 2° Larbi ben Ali ben el Hadj, marié selon la loi musulmane à Hamina bent Larbi, vers 1907, à Yamina bent Lahcen, vers 1909, et à Fatima bent Bouazza, vers 1921 ; 3° Bouazza ben Ali ben el Hadj, célibataire mineur ; 4° Mohammed ben Ali ben Elhadj, célibataire mineur ; 5° Salah ben Ali ben el Hadj, célibataire mineur, tous demeurant tribu des Ahlaf et Mellila, fraction Oulad Lahcen, douar Oulad Zayd, domiciliés chez M. Wolff Charles, architecte, à Casablanca, avenue du Général-Drude, n° 135, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, par parts égales, d'une propriété dénommée « El Haoudh », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bouacila », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boucheron, tribu des Ahlaf et de Mellila, fraction Oulad Lahcen, douar Oulad Zayd, à 5 km. au sud-est de Boucheron et à 3 km. à l'est de Dar Cheikh Bou Azza ben Bouchaïb.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par Bouchaïb ben Mohamed ; à l'est, par Bouchaïb ben Larbi ; au sud, par Mohammed ben el Maati et Mohammed ben Bouchaïb bel Hamdaoui ; à l'ouest, par l'ouest Bouacila ; tous les riverains demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires en vertu de trois actes d'adoul en date des 27 hija 1344 (8 juillet 1926), 29 rebia II 1345 (6 novembre 1926) et 24 ramadan 1345 (28 mars 1927), aux termes desquels Mohammed ben Haloua el Hosni (1^{er} acte), ses sœurs Aatouch Lakbira (2^e acte) et Ambouka (3^e acte) leur ont vendu ladite propriété, que leur attribuait une moukya en date du 27 hija 1344 (8 juillet 1926), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11180 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 14 octobre 1927, 1° El Hoccine ben el Hadj el Mahdi, marié selon la loi musulmane à Memna bent Abdeslam, vers 1897, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaires indivis de : 2° Aïcha bent Messaoud, veuve de M'Hamed ben Bou Mahdi, décédé vers 1915 ; 3° Thami ben M'Hamed, célibataire mineur ; 4° Yamena bent M'Hamed, célibataire mineure ; 5° Mohamed ben M'Hamed, célibataire mineur, tous demeurant et domiciliés à Casablanca, derb Hadj Bouchaïb ben Selam, n° 19, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Remali » et « Jonane Chetoui », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Remali Roukalat », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction Oulad Jerar, douar El Gouacem, à hauteur du kilomètre 24 de la piste de Casablanca à Azemmour.

Cette propriété, occupant une superficie de 24 hectares, composée de deux parcelles, est limitée, savoir :

Première parcelle. — Au nord, par la propriété dite « Veyre Bouazza 3 », litre 1678 C., appartenant à M. Veyre Gabriel-Antoine, demeurant à Casablanca, avenue du Général-Moinier, « Villa La Volière » ; à l'est, par Abdelkrim el Heddaoui, amine el amelak (contrôle des domaines), à Casablanca ; au sud, par les requérants et les héritiers de Lehcen ben Taghi, représentés par M'Hamed ben Lehcen, demeurant douar Roukalat, fraction des Oulad Jerar, tribu de Médiouna ; à l'ouest, par la piste de Casablanca à Azemmour.

Deuxième parcelle. — Au nord, par les héritiers d'El Hedjame, représentés par Ben Moussa Oueld el Arbi el Hedjame, demeurant

sur les lieux ; à l'est, par Bouchaïb ben Ahmed, demeurant sur les lieux, et les héritiers El Hedjame, susnommés au sud et à l'ouest, par Bouchaïb ben Ahmed, susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires, savoir : lui-même, en vertu d'une moukya en date du 23 rebia I 1346 (26 septembre 1927), homologuée, lui attribuant ladite propriété en indivision avec son frère M'Hamed ; les autres corequérants, pour avoir recueilli les droits leur appartenant dans la succession dudit M'Hamed, dont le décès est constaté par acte de filiation du 5 chaabane 1345 (18 février 1927).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11181 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 14 octobre 1927, Ahmed ben Nasseur Beniouri Younessi, marié selon la loi musulmane à Khira bent M'Hammed ben Lahsen, vers 1900, et à Khedidja bent Benabbou, vers 1910, demeurant tribu des Beni Oura, fraction Aouamer, douar Oulad Youness, et domicilié chez M° Nehlil, avocat à Casablanca, 9, rue Berthelot, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Koudia et Dar Chekafi », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boulhaut, tribu Beni Oura, fraction Aouamer, douar Oulad Youness, lieu dit « El Koudia », à proximité du point géodésique de Sidi Ayachi.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares, comprenant deux parcelles, est limitée, savoir :

Première parcelle, dite « El Koudia ». — Au nord, par Larbi ben Benaïssa ; à l'est, par ce dernier et le cheikh Mohammed ben Ahmed ; au sud, par Mohammed ould Djilali ; à l'ouest, par Abdesselam ben Ali et Mohammed ben Abdallah.

Deuxième parcelle, dite « Dar Chekafi ». — Au nord, par Meharek ben Abdesselam ben Mbarek ; à l'est, par M'Hammed bel Annab ; au sud, par Abdesselam ben Ali, susnommé ; à l'ouest, par Tehami ben Djilali et Abdesselam ben Ali, susnommé, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 1^{er} chaabane 1344 (14 février 1926), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11182 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 15 octobre 1927, 1^o Lahsen ben Omar ben el Hadj Lahsene, marié selon la loi musulmane, vers 1897, à Mériem bent el Hadj Mohamed, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2^o Abdelkader ben Omar ben el Hadj Lahsen, marié selon la loi musulmane, vers 1902, à Zohra bent Mohamed ; 3^o Fatma bent Abdelkader, veuve de Omar ben el Hadj Lahsen, décédé en 1925 ; 4^o Mezouara bent Mohamed ben Taïeb, veuve de Abdallah ben Taïeb ben el Mordjani, décédé vers 1919 ; 5^o Friha bent Abdallah ben Taïeb ben el Mordjani, célibataire mineure ; 6^o Rekia bent Abdallah ben Taïeb ben el Mordjani, célibataire mineure ; 7^o Fatma bent Abdallah ben Taïeb ben el Mordjani, célibataire mineure ; 8^o Zohra bent Abdallah ben Taïeb ben el Mordjani, célibataire mineure ; 9^o Mohamed ben Abdallah ben Taïeb ben el Mordjani, marié selon la loi musulmane, vers 1910, à Friha bent Ali ; 10^o Barhiya bent Abdallah ben Taïeb ben el Mordjani, mariée selon la loi musulmane, vers 1919, à Bouchaïb ben el Hadj Abdallah ; 11^o Mina bent Abdallah ben Taïeb ben el Mordjani, mariée selon la loi musulmane à El Ghandour ben Ali ben Bouziane ; 12^o Ito bent Lahbib, veuve de Ali ben Bouziane, décédé vers 1914 ; 13^o Bouchaïb ben Ali ben Bouziane, veuf de Fatma dite « Amina » Ouadoud, décédée vers 1925, remarié vers 1927 à Zohra bent el Hadj Mohamed ; 14^o Fatma bent Abdallah ben Ali ben Bouziane, célibataire mineure ; 15^o Mohamed ben Ali ben Bou-

ziane, marié selon la loi musulmane à Fréha bent Ali, vers 1913 ; 16^o Ghandour ben Ali ben Bouziane, marié selon la loi musulmane, vers 1921, à Mina bent Abdallah ; 17^o Oum el Kheïr bent Ali, veuve de Ouadoud ben Bouziane, décédé vers 1917 ; 18^o Ahmed ben Ouadoud ben Bouziane, célibataire mineur ; 19^o Bouchaïb ben Taïeb ben el Mordjani, marié selon la loi musulmane, vers 1905, à Fatma bent Cheikh Abdallah ; 20^o Lasri ben Taïeb ben el Taïeb el Mordjani, veuf de Chaïbia bent Si Mohamed ould Aouïcha, décédée vers 1907, demeurant le premier à Casablanca, avenue des Régiments-Coloniaux, 34, et tous les autres, tribu de Médiouna, fraction et douar des Oulad Ahmed, à l'exception d'Oum el Kheïr et d'Ahmed ben Ouadoud qui demeurent à Casablanca, derb Hadj Ali ben Homman Boutouil, rue Krantz, et tous domiciliés à Casablanca, chez le premier requérant précité, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddane Elassal », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction des Oulad Ahmed et Hafafra, à hauteur du kilomètre 12 de la route de Casablanca à Mazagan et à 500 mètres au sud de ladite route, et chevauchant la propriété dite « Suzanne », réq. 6284 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 16 hectares, est limitée : au nord, par El Hadj Mohamed el Hadj Hadaoui ; à l'est, par Bouchaïb ben Driss ben el Haffar ; au sud, par les requérants ; à l'ouest, par Bouchaïb ben Taïeb ; Ahmed ben Hadj Ahmed et M. Cadet, architecte à Casablanca, 53, rue de Marseille ; tous les indigènes demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires, savoir : Bouchaïb ben Taïeb et Hasri ben Taïeb, en vertu d'une moukya en date du 15 hïja 1345 (15 juin 1927), homologuée, et les autres pour avoir recueilli les droits leur appartenant dans les successions d'Ali ben Bouziane et Amor ben el Hadj Lahsen et d'Abdallah ben Taïeb, dont les décès sont constatés par actes de filiation de même date, également homologués.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11183 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 15 octobre 1927, 1^o Mohamed ben Bouchta ben Amor el Kazari el Alaoui, veuf de Barka bent Fatma, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2^o Fatma bent Bouchta, veuve de Khadii ben Abdelmalek, décédé vers 1905 ; 3^o Aïcha bent Bouchta, mariée selon la loi musulmane à Mohamed ben Ahmed, vers 1915 ; 4^o Halima bent Mohamed, veuve de Bouchta ben Amor, décédé vers 1894 ; 5^o Zohra bent Mohamed ben Hamri, veuve de Hadj ben Ahmed, décédé vers 1907, demeurant tous tribu des Kezazra, fraction Oulad Boubeker, douar Oulad Lacheheb, et domiciliés à Casablanca, rue Chevandier-de-Valdrôme, immeuble Meffre, chez M. Philibert Marius, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Koudiet el Amar Menadef », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Souirti », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu Kezazra (Mzab), fraction Oulad Boubeker, douar Oulad Lacheheb, à 15 km. au sud-ouest de Ben Ahmed, lieu dit « Aïn er Rebah ».

Cette propriété, occupant une superficie de 60 hectares, est limitée : au nord, par l'aïn Er Rebah (domaine public) ; la piste d'Aïn Rebah à Zérouïl ; à l'est, par Mohamed ben Latri dit « Dribi » ; au sud, par Mohamed bel Hadj Marzouk ; à l'ouest, par Mohamed ben Chaffaï ; tous les indigènes susnommés demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur auteur, Amor ben Chafaï el Khajari (décès constaté par acte de filiation en date du 6 rebia II 1346 (3 octobre 1927), qui le détenait lui-même en vertu d'une moukya en date du 27 jourmada II 1296 (18 juin 1879).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11184 G.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 15 octobre 1927, 1° El Hadj Bouchaïb ben Djilani ben Salah Hedjaji el M'Zabi, marié selon la loi musulmane à Habiba bent Houmane, vers 1908, et à Fatna bent Hamou el Hedjadji, vers 1894, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2° Dahman ben Mohamed ben Djilali ben Salah el Hedjadji el Mzabi, célibataire ; 3° Fatma bent Hedjadj ej Jmouhia, veuve de Mohamed ben Djilali ben Salah el Hedjadji el Mzabi, décédé en 1927 ; 4° Fatma bent Mohamed ben es Saïdi el Brahmia, veuve de Mohamed ben Djilali, susnommé, tous demeurant tribu des Oulad Farès, fraction Lissouf, douar Oulad Kebouch, et tous domiciliés chez Djafar Tahiri, à Casablanca, rue Dar el Makhzen, n° 7, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Mers el Himer », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Blad el Hadj Bouchaïb I », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Oulad Farès (Mzab), fraction des Lissouf, douar Oulad Kebouch, à 18 km. au sud de Ben Ahmed et à 1 km. environ à l'ouest de la route de Ben Ahmed à Souk el Khemis, près du cimetière de Sidi el Ghazi.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est limitée : au nord, par les Oulad Mohamed ben el Madani, représentés par M'Hamed ben el Madani el Kebouchi ; à l'est, par la route de Haoud Omar à Haouch du marabout Sidi el Ghali, et au delà les requérants ; au sud, par Bouchaïb ben el Kerdoudi ; à l'ouest, par Bouchaïb ben Salah el Hedjadji ; tous les indigènes susnommés demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires, savoir : lui-même, en vertu d'une moukya en date du 2 jourmada II 1345 (14 décembre 1926), homologué, lui attribuant ladite propriété en indivision avec son frère Mohamed ben Djilali, et ses corequérants, pour avoir recueilli les droits leur appartenant dans la succession de ce dernier, dont le décès est constaté par acte de filiation en date du 18 safar 1346 (17 août 1927), homologué.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,

BOUVIER.

Réquisition n° 11185 G.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 15 octobre 1927, 1° El Hadj Bouchaïb ben Djilani ben Salah Hedjaji el M'Zabi, marié selon la loi musulmane à Habiba bent Houmane, vers 1908, et à Fatna bent Hamou el Hedjadji, vers 1894, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2° Dahman ben Mohamed ben Djilali ben Salah el Hedjadji el Mzabi, célibataire ; 3° Fatma bent Hedjadj ej Jmouhia, veuve de Mohamed ben Djilali ben Salah el Hedjadji el Mzabi, décédé en 1927 ; 4° Fatma bent Mohamed ben es Saïdi el Brahmia, veuve de Mohamed ben Djilali, susnommé, tous demeurant tribu des Oulad Farès, fraction Lissouf, douar Oulad Kebouch, et tous domiciliés chez Djafar Tahiri, à Casablanca, rue Dar el Makhzen, n° 7, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « El Hamri », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Hadj Bouchaïb II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Oulad Farès (Mzab), fraction des Lissouf, douar Oulad Kebouch, à 18 km. au sud de Ben Ahmed et à 1 km. environ à l'ouest de la route de Ben Ahmed à Souk el Khemis, près du cimetière de Sidi el Ghazi.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord et à l'ouest, par les requérants ; à l'est, par Es Salah ben Hedjadj ; au sud, par Bouchaïb ben es Salah ; tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire, savoir : lui-même, pour avoir acquis ladite propriété, en indivision avec son frère Mohamed ben Djilali, de Hajaj ben Hajab ben Lahcen et consorts, suivant acte d'adoul en date du 1^{er} jourmada II 1324 (23 juillet 1906), homologué, et ses co-

requérants pour avoir recueilli les droits leur appartenant dans la succession dudit Mohamed ben Djilali, dont le décès est constaté par acte de filiation en date du 18 safar 1346 (17 août 1927), homologué.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,

BOUVIER.

Réquisition n° 11186 G.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 15 octobre 1927, 1° El Hadj Bouchaïb ben Djilani ben Salah Hedjaji el M'Zabi, marié selon la loi musulmane à Habiba bent Houmane, vers 1908, et à Fatna bent Hamou el Hedjadji, vers 1894, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2° Dahman ben Mohamed ben Djilali ben Salah el Hedjadji el Mzabi, célibataire ; 3° Fatma bent Hedjadj ej Jmouhia, veuve de Mohamed ben Djilali ben Salah el Hedjadji el Mzabi, décédé en 1927 ; 4° Fatma bent Mohamed ben es Saïdi el Brahmia, veuve de Mohamed ben Djilali, susnommé, tous demeurant tribu des Oulad Farès, fraction Lissouf, douar Oulad Kebouch, et tous domiciliés chez Djafar Tahiri, à Casablanca, rue Dar el Makhzen, n° 7, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Rakba », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Blad el Hadj Bouchaïb III », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Oulad Farès (Mzab), fraction des Lissouf, douar Oulad Kebouch, à 18 km. au sud de Ben Ahmed et à 1 km. environ à l'ouest de la route de Ben Ahmed à Souk el Khemis, près du cimetière de Sidi el Ghazi.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par Miloudi ben Taïeb ; à l'est, par Mohamed ben Ahmed Sendjachi ; au sud, par Abdelaziz ben Saïla ; à l'ouest, par Lasri ben Mohamed ; tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires, savoir : lui-même, en vertu d'un acte d'échange dressé par adoul le 12 kaada 1344 (24 mai 1926), homologué, intervenu entre Mohamed ben Lemafzi ben Daoud ben Lahcen, lui-même et son frère Mohamed ben Djilali, et ses corequérants, pour avoir recueilli les droits leur appartenant dans la succession dudit Mohamed ben Djilali, dont le décès est constaté par acte de filiation en date du 18 safar 1346 (17 août 1927), homologué.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,

BOUVIER.

Réquisition n° 11187 G.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 15 octobre 1927, 1° El Hadj Bouchaïb ben Djilani ben Salah Hedjaji el M'Zabi, marié selon la loi musulmane à Habiba bent Houmane, vers 1908, et à Fatna bent Hamou el Hedjadji, vers 1894, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2° Dahman ben Mohamed ben Djilali ben Salah el Hedjadji el Mzabi, célibataire ; 3° Fatma bent Hedjadj ej Jmouhia, veuve de Mohamed ben Djilali ben Salah el Hedjadji el Mzabi, décédé en 1927 ; 4° Fatma bent Mohamed ben es Saïdi el Brahmia, veuve de Mohamed ben Djilali, susnommé, tous demeurant tribu des Oulad Farès, fraction Lissouf, douar Oulad Kebouch, et tous domiciliés chez Djafar Tahiri, à Casablanca, rue Dar el Makhzen, n° 7, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Mers el Ghebar el Haoud », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Blad el Hadj Bouchaïb IV », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Oulad Farès (Mzab), fraction des Lissouf, douar Oulad Kebouch, à 18 km. au sud de Ben Ahmed et à 1 km. environ à l'ouest de la route de Ben Ahmed à Souk el Khemis, près du cimetière de Sidi el Ghazi.

Cette propriété, occupant une superficie de 55 hectares, est composée de deux parcelles limitées, savoir :

Première parcelle, dite « Mers el Ghebar ». — Au nord, par Abdelkader ben Amida et consorts ; à l'est, par Salah ben Hadjadj el Kerbouchi ; au sud, par Dahmane ben el Maati ; à l'ouest, par Mohamed ben Larbi.

Deuxième parcelle, dite « El Haoud ». — Au nord, par la route de Sidi Abdelkader à El Ghebar ; à l'est, par Bouazza ben Mohamed ; au sud, par Mohamed ben Bouazza ; à l'ouest, par la route allant de Sidi Abderrahman à El Merchyne ; tous ces riverains demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires : lui-même, en vertu d'une moukya en date du 10 jourmada II 1345 (14 décembre 1926), homologuée, lui attribuant ladite propriété en indivision avec son frère Mohamed ben Djilali, et ses corequérants pour avoir recueilli les droits leur appartenant dans la succession de ce dernier, dont le décès est constaté par acte de filiation en date du 18 safar 1346 (17 août 1927), homologué.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Haffar el Medjedam », réquisition 6656 C., dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 29 juillet 1924, n° 614

Suivant réquisition rectificative du 13 octobre 1927, l'immatriculation de la propriété sus-désignée, sise contrôle civil des Doukkala-nord, tribu des Oulad Fredj, lieu dit « Djemaa el Mekhaneh », est désormais poursuivie au nom des héritiers de Bousalham ben Amor, requérant primitif, décédé en juin 1926, et qui sont :

1° El Hadj Mohamed ben Bousalham ben Amor, marié selon la loi musulmane, vers 1903, à Casablanca, à Halima bent Mohamed ;
2° Aïcha bent Bou Ali Doukkalia, veuve non remariée de Bousalham ben Amor, décédé en juin 1926, tous deux demeurant et domiciliés à Casablanca, rue Krantz, n° 247, dans la proportion de 7/8 pour El Hadj M'Hammed et du surplus pour Aïcha.

Le tout en vertu d'un acte de filiation du 27 jourmada II 1345 (3 janvier 1927) et d'un acte de renonciation par Rahma et Halima, filles du de cujus, en faveur de leur frère El Hadj M'Hammed, sus-nommé en date du 29 moharrem 1346 (29 juillet 1927).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

III. — CONSERVATION D'OUJDA.

Réquisition n° 1945 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Dahou ben Abdelkader ben Bachir, cultivateur, marié à Fatma bent el Mehdi, au douar Oulad Bousmir, fraction des Oulad Seghir, tribu des Triffa, selon la loi musulmane, vers 1910, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de : 1° Ahmed ben Abdelkader ben Bachir, cultivateur, marié selon la loi musulmane à Yamina bent Randane, au même lieu, vers 1905 ; 2° Fatma bent el Arbi ben Berrayda, veuve de Mohamed ben Abdelkader ben Bachir, décédé au douar Oulad Bousmir, vers 1916, et remariée à Sid Tafah ben Abderrahmane, selon la loi musulmane, au douar Beni Amieur, tribu des Beni Attig du nord, vers 1920 ; 3° Fatma bent Mohamed ben el Hadj el Khelladi, veuve de Mohamed ben Abdelkader ben Bachir, sus-nommé, et remariée à Miloud oud Ameer ben Bachir, selon la loi musulmane, au douar précité, vers 1921 ; les deux premiers demeurant au douar Bousmir, sus-désigné, et la troisième au douar Beni Amieur, tribu des Beni Attig du nord, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Dhibia », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dhibyet Dahou », consistant en terres de culture avec constructions et puits, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Triffa, fraction des Oulad Mansour, douar Oulad Bousmir, à 8 km. au nord de Berkane, sur la piste de Berkane à Saïdia, lieu dit « Dhibia ».

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares environ, est limitée : au nord, par Mohamed Belhaouari, sur les lieux ; à l'est, par : 1° M. Castillo, géomètre à Berkane ; 2° Mohamed ben Mansour ; 3° Mohamed oud Ali Bousmiri, ces deux derniers sur les

lieux ; au sud, par M. Charles Graf, à Alger, rue Berlioz, n° 2 ; à l'ouest, par la piste de Berkane à Saïdia, et au delà Si Larbi oud Si Ahmed ; Ahmed bel Adel, sur les lieux, et la propriété dite « Dhibia », titre 1086 O., appartenant à Ahmed oud Ali bel Adel et consorts, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu de deux actes d'adoul en date des 20 jourmada I 1334 (25 mars 1916), n° 88, et 20 chaoual 1343 (14 mai 1925), homologués, établissant leurs droits sur ladite propriété.

Le ffon^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1946 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Ahmed ben Belaïd, cultivateur, marié selon la loi musulmane à Yamena bent Ahmed, vers 1905, et à Fatma bent Mohamed, vers 1910, demeurant et domicilié au douar Oulad Bou Abdallah, fraction des Oulad Bou Abdesseïd, tribu des Beni Ourimèche et Beni Attig du nord, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Tighdouine », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Tighdouine oud Rahou », consistant en terres de culture, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Ourimèche du nord, fraction des Oulad Bou Abdesseïd, à 18 km environ au sud-ouest de Berkane, à proximité de l'oued Bou Abdesseïd, sur la piste de Bougriba à Sidi Bouzid.

Cette propriété, occupant une superficie de 50 ares environ, est limitée : au nord, par la propriété dite « Ighounen », réq. 1554 O., dont l'immatriculation a été requise par le requérant sus-nommé, et par Bachir ben Ahmed ; à l'est, par Mohamed ben Salah ; Bachir ben Ahmed et Mohamed ben M'Hamed ; au sud, par Mohamed ben Saïd et l'oued Sidi Bouzid ; à l'ouest, par la piste de Bougriba à Sidi Bouzid, et au delà Mohamed ben Saïd Rahaoui et Mohamed ben Boudjemaa ; tous les riverains sus-nommés demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 18 moharrem 1344 (8 août 1925), n° 323, homologué, aux termes duquel Mohamed ben Ali Rahaoui et sa sœur Fatma lui ont vendu ladite propriété.

Le ffon^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1947 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Ahmed ben Belaïd, cultivateur, marié selon la loi musulmane à Yamena bent Ahmed, vers 1905, et à Fatma bent Mohamed, vers 1910, demeurant et domicilié au douar Oulad Bou Abdallah, fraction des Oulad Bou Abdesseïd, tribu des Beni Ourimèche et Beni Attig du nord, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Taghdet Oum Khelifa », consistant en terre de culture, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Attig et Beni Ourimèche du nord, fraction des Oulad Bou Abdesseïd, à 18 km. environ au sud-ouest de Berkane, à proximité de l'oued Bou Abdesseïd, de part et d'autre de la piste de Bougriba à Sidi Bouzid, sur l'oued de Tebaoussset.

Cette propriété, occupant une superficie de 1 are environ, est limitée : au nord, par l'oued Tebaoussset ; à l'est, par Ahmed ben Salah Rebib ; au sud, par le même et par Boudjerna bent Ahmed ; à l'ouest, par Ahmed ben Salah, précité ; demeurant tous sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un jugement rendu par le cadi de Berkane, le 25 moharrem 1341 (17 septembre 1922), n° 219, établissant ses droits sur ladite propriété.

Le ffon^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1948 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Ahmed ben Belaïd, cultivateur, marié selon la loi musulmane à Yamena bent Ahmed, vers 1905, et à Fatma bent Mohamed, vers 1910, demeurant et domicilié au douar Oulad Bou Abdallah, fraction des Oulad Bou Abdesseïd, tribu des Beni Ourimèche et Beni Attig du nord, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ameïssi », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Ourimèche du nord, fraction des Oulad Bou Abdesseïd, à 18 km. environ au sud-ouest de Berkane, à proximité de l'oued Bou Abdesseïd, sur la piste de Bougriba à Sidi Bouzid.

Cette propriété, occupant une superficie de 25 ares environ, est limitée : au nord, par Bachir ben Ahmed Bouabdallaoui et Mokhtar ben Ahmed ; à l'est, par Mostefa ben Mohamed Boubekraoui ; au sud, par le Makhzen ; à l'ouest, par la piste de Bougriba à Sidi Bouzid, et au delà par Mokhtar ben Ahmed, surnommé ; tous les riverains surnommés demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 20 joumada II 1340 (18 février 1922), n° 399, homologué, aux termes duquel Mohamed ben Ali Djeloul, agissant au nom de son épouse Fatma bent Ali Khattach, lui a vendu ladite propriété.

Le ffon de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1949 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Abdelkader ben el Mokhtar, cultivateur, marié selon la loi musulmane à Yamina bent Fekir Ali, vers 1920, demeurant et domicilié au douar Tizi, fraction Ouchenen, tribu de Taghedjirt, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Arbouchi », consistant en terre de culture avec construction, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu de Taghedjirt, fraction des Beni Khaled, en bordure de l'oued Mordjia, à 4 km. environ au nord de Martimprey, lieu dit « Arbouchi ».

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares environ, est limitée : au nord, par Mimoun ould Ahmed ou Ali, douar Attia, tribu des Msirda Fouaga (commune de Marnia) ; à l'est et à l'ouest, par Mohamed ou Ahmed ben Ali ben Abdallah, sur les lieux ; au sud, par l'oued Mordjia et Fekir Boulanoir Bouamali, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 17 ramadan 1342 (22 avril 1924), n° 276, homologué, aux termes duquel Mohamed ben Ali ben Slimane et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le ffon de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

IV. -- CONSERVATION DE MARRAKECH**Réquisition n° 1474 M.**

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Mohammed ben Ahmed Belayachi Tebbah, marié selon la loi musulmane, en 1898, à Dar ben Brahim, près Safi, à Abouche bent el Assol Eshimi, demeurant et domicilié à Safi, 49, rue des Perruquiers, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Blad Elbir, Mtarg Daïa, Bled El Mers et Blad Arofa », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Blad Oulad Yahia », consistant en terrain de labour, située tribu des Abda, lieu dit Dar Caïd Tebbah, à 60 km. de Safi, douar Oulad Mansour, entre Souk Djemaâ et Souk el Arba.

Cette propriété, occupant une superficie de 102 hectares, 44 ares, est limitée : au nord, 1° par les héritiers Ben Rahal, représentés par Saïd ben Bouchaïb ben Raha, demeurant au douar Oulad Yahia, fraction Lidalha, tribu des Abda ; 2° par Ahmed ben Djillali, Elhmir ben Abdeslam, Kaddour ben Mansour et Mohammed ben Chahboun, demeurant tous les quatre au douar précité ; à l'est, 1° par Hadj Abdelah ben Sghaïr ; 2° par Saïd ben Bouchaïb, demeurant tous deux au douar Amhaïa, fraction Lidalha, tribu des Abda ;

au sud, par 1° Mohammed ben Bouchaïb Rguibi ; 2° par Hossine bel Arbi ; 3° par Salem ben Khonira ; 4° par Si Haïda ben Rahal, demeurant tous les quatre au douar Rguibat, fraction Lidalha, tribu des Abda ; à l'ouest, 1° par la piste des Doukkala au souk Djemaâ ; 2° par Larabi ben Ahmed bel Mamoune, demeurant au douar Rguibat, fraction Lidalha (Abda).

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 15 safar 1346 (14 août 1927) lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1475 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Mohammed ben Ahmed Belayachi Tebbah, marié selon la loi musulmane, en 1898, à Dar ben Brahim, près Safi, à Abouche bent el Assol Eshimi, demeurant et domicilié à Safi, 49, rue des Perruquiers, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddane ben Daoud », consistant en terrain de labour, située tribu des Abda, lieu dit Dar Caïd Tebbah, à 60 km. de Safi, douar Oulad Mansour, entre Souk Djemaâ et Souk el Arba.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares, 27 ares, est limitée : au nord, par Mohammed ben Abdeslam el Bassouni, domicilié à Safi, chez Mohammed ben Hassan, rue du R'Bat ; à l'est, par une piste allant de Souk el Arba à Dar Si Aïssa ; au sud et à l'ouest, par Mohammed ben Abdeslam précité et par Ahmer Temri, demeurant à Allou, fraction Temrira, tribu des Abda.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 15 safar 1346 (14 août 1927) lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1476 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Mohammed ben Ahmed Belayachi Tebbah, marié selon la loi musulmane, en 1898, à Dar ben Brahim, près Safi, à Abouche bent el Assol Eshimi, demeurant et domicilié à Safi, 49, rue des Perruquiers, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddane el Abdi », consistant en terrain de labour, située tribu des Abda, lieu dit Dar Caïd Tebbah, douar Oulad Mansour, entre Souk Djemaâ et Souk el Arba.

Cette propriété, occupant une superficie de 80 hectares, est limitée : au nord, 1° par les héritiers Larbi ben Salah, représentés par Tahar ben Larbi ben Salah, demeurant au douar Dhabja, fraction Temra, tribu des Abda ; 2° Abbès ben Embarek ben Rahmou, demeurant au douar Laghoil, fraction Lidalha, tribu des Abda ; 3° M'Ahmed ben Larbi Temri Dehbaji, demeurant au douar Dhabja, fraction Temra, tribu des Abda ; à l'est, 1° par Mohammed ben Sghaïr, demeurant au douar Oulad Mhaïd, fraction Lidalha, tribu des Abda ; 2° la piste de Safi (domaine public) ; au sud, 1° par Abdallah ben Ahmed Tahar, demeurant au douar Laghoil, fraction Lidalha, tribu des Abda ; 2° par Abbès ben Embarek ben Rahmoun, demeurant au douar Laghoil, fraction Lidalha, tribu des Abda ; 3° par Tahar ben Larbi ben Salah ; 3° par Mohammed ben Larbi Dhabja, demeurant tous deux au douar Dhabja, fraction Temra, tribu des Abda.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 15 safar 1346 (14 août 1927) lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1477 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Mohammed ben Ahmed Belayachi Tebbah, marié selon la loi musulmane, en 1898, à Dar ben Brahim, près Safi, à Abouche bent el Assol Eshimi, demeurant et domicilié à Safi, 49, rue des Perruquiers, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une pro-

priété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddan Bourai », consistant en terrain de labour, située tribu des Abda, lieu dit Dar Caïd Tebbah, douar Oulad Mansour, entre Souk Djemaa et Souk el Arba.

Cette propriété, occupant une superficie de 25 hectares, est limitée : au nord, 1° par Ahmed ben Hamadi el Hadri, demeurant au douar Lahdar, fraction Chehali, tribu des Abda ; 2° par une piste allant du douar Labib au douar Oulad Yahia ; à l'est, par Ahmed ben el Keraïchi Lobibi, demeurant au douar Lobib, fraction Chehali, tribu des Abda ; au sud, 1° par Ahmed ben el Keraïchi, sus-indiqué ; 2° par les héritiers Tohar bel Moden, représentés par Ahmed bel Moden, demeurant au douar Lahdar, fraction Chehali, tribu des Abda ; 3° par Abdelkader ben Hadj Djillali, demeurant au douar Rguibat, fraction Lidalha, tribu des Abda ; à l'ouest, par la piste allant du Khemis Zemamra au souk Djemaa.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 15 safar 1346 (14 août 1927) lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,

GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1478 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Mohammed ben Ahmed Belayachi Tebbah, marié selon la loi musulmane, en 1898, à Dar ben Brahim, près Safi, à Abouche bent el Assol Eshimi, demeurant et domicilié à Safi, 49, rue des Perruquiers, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddane Bourjilat », consistant en terrain de labour, située tribu des Abda, lieu dit Dar Caïd el Tebbah, à 60 km. de Safi, douar Oulad Mansour, entre Souk Djemaa et Souk el Arba.

Cette propriété, occupant une superficie de 7 hectares, est limitée : au nord, par les héritiers Hadj el Ayachi, représenté par El Hocine ben Larbi, demeurant au Rguibat, fraction Lidalha, tribu des Abda ; à l'est, 1° par Kabbour ben el Bouhali ; 2° par Haïda ben Tahar, tous deux demeurant au douar Rguibat, fraction Lidalha, tribu des Abda ; au sud, par Haïda ben Tahar, susnommé ; à l'ouest, par une piste allant du douar Oulad Mansour à Safi.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 15 safar 1346 (14 août 1927) lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,

GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1479 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Mohammed ben Ahmed Belayachi Tebbah, marié selon la loi musulmane, en 1898, à Dar ben Brahim, près Safi, à Abouche bent el Assol Eshimi, demeurant et domicilié à Safi, 49, rue des Perruquiers, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Blad el Bouhiddat », consistant en terrain de labour, située tribu des Abda, lieu dit Dar Caïd Tebbah, douar Oulad Mansour, entre Souk Djemaa et Souk el Arba.

Cette propriété, occupant une superficie de 19 hectares, est limitée : au nord, par une piste allant du Sahal au souk Djemaa ; à l'est, par les pistes du Djemaa et de Sidi Aïssa ; au sud, 1° par Djillali ben Larbi ; 2° Abdelkader ben Bouaïcha ; 3° par El Majoub ben Driss, tous trois demeurant au douar Logssa, fraction Lidalha, tribu des Abda ; à l'ouest, par une piste allant de Lidalha au souk Tlata de Sidi Embarek.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 15 safar 1346 (14 août 1927) lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,

GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1480 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Mohammed ben Ahmed Belayachi Tebbah, marié selon la loi musulmane, en 1898, à Dar ben Brahim, près Safi, à Abouche bent el Assol Eshimi, demeurant et domicilié à Safi, 49, rue des Perruquiers, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Blad Loumissi », consistant en terrain de labour, située tribu des Abda, lieu dit Dar Ellassal, douar Oulad Boussalah, fraction Shaïm, à un kilomètre du souk Djemaa.

Cette propriété, occupant une superficie de 26 hectares, est limitée : au nord, par 1° Ali bel Assal ; 2° Ahmed ben Hmine, tous deux demeurant au douar Oulad Boussalah, fraction Shaïm, tribu des Abda ; 3° une piste allant du souk Djemaa aux Abda et Doukkala ; à l'est, par 1° Mohammed ben Dris Saïssi, chez Tahar ben Hunada, demeurant au douar Boussalah ; 2° El Hanafi ben Abdeslam, demeurant au douar Boussalah ; 3° M'Hamed bel Ghazi, demeurant au douar Boussalah ; au sud, par les héritiers Ben Selmani, représentés par Kalifa ben Selmani, demeurant au douar Zemrane, fraction Schaïm, tribu des Abda ; à l'ouest, par une piste allant du douar Boussalah aux Aïaïcha.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 15 safar 1346 (14 août 1927) lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,

GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1481 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Mohammed ben Ahmed Belayachi Tebbah, marié selon la loi musulmane, en 1898, à Dar ben Brahim, près Safi, à Abouche bent el Assol Eshimi, demeurant et domicilié à Safi, 49, rue des Perruquiers, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddane Naga », consistant en terrain de labour, située tribu des Abda, lieu dit Dar Caïd Tebbah, douar Oulad Mansour, entre Souk Djemaa et Souk el Arba.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par une piste allant des Doukkala au souk Djemaa ; à l'est, par Si Kabbour ben Hida Rguibi, demeurant au douar Rguibat, fraction Lidalha, tribu des Abda ; au sud, par Hida bent Ida Rguibi, demeurant au douar Rguibat, fraction Lidalha, tribu des Abda ; à l'ouest, par une piste allant des Doukkala à Safi.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 15 safar 1346 (14 août 1927) lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,

GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1482 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 12 octobre 1927, Mohammed ben Ahmed Belayachi Tebbah, marié selon la loi musulmane, en 1898, à Dar ben Brahim, près Safi, à Abouche bent el Assol Eshimi, demeurant et domicilié à Safi, 49, rue des Perruquiers, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Blad el Ouad », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Blad el Ouad », consistant en terrain de labour, située tribu des Abda, lieu dit Dar Caïd Tebbah, douar Oulad Mansour, entre Souk Djemaa et Souk el Arba.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Mohammed ben Hadj Djilali ben Nira, demeurant au douar Rguibat, fraction Lidalha, tribu des Abda ; à l'est, par Hocine ben Ahmed bel Mamanne, demeurant au douar Rguibat, fraction Lidalha, tribu des Abda ; au sud, par une piste de Dar Caïd Tebbah à Safi ; à l'ouest, par une piste allant des Doukkala au souk Djemaa.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 15 safar 1346 (14 août 1927) lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,

GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1483 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 15 octobre 1927, Ahmed bel Mekki el Boukti el Mrahi el Abdi, marié aux Oulad Bouchaïb, en 1924, selon la loi coranique, à Mahjouba bent Sidi Ahmed Khagi, demeurant au douar des Oulad Bouchaïb, tribu des Abda, en son nom et pour le compte de ses frères : Bouchaïb, marié aux Oulad Bouchaïb, vers 1909, selon la loi coranique à Zahia bent Sellam ; Abbas, marié au même lieu, vers 1913, à Aïcha bent Mbarek, et en 1927, à Fatna bent Mhamed, tous deux demeurant au même lieu ; de ses sœurs : Kaltoun, veuve d'El Hachemi ben Mohammed ben el Hadj el Moussaoui, décédé vers 1920, au douar des Oulad Bouchaïb, où elle demeure ; M'Barka, veuve de Mohammed ben Mohammed el Abdi, décédé vers 1922, au même douar, où elle demeure ; Zahra, épouse de Si Tahar ould el Hadj Ahmed el Hafdi, demeurant au douar El Houafed, fraction Bkhati, tribu des Abda, et de sa mère Rqiya bent el Maati ben Abid, veuve de El Mekki ben Taïeb el Boukti, demeurant au même lieu, domiciliés comme il est dit ci-dessus, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis, savoir les trois frères Ahmed Bouchaïb et Abbas, ensemble pour 14/24, les trois sœurs Kaltoun, M'Barka, Zohra, ensemble pour 7/24 et la mère pour 3/24, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sidi Youssef », consistant en terrain de culture, située tribu des Abda, fraction Bkhati, cheikh Abderrahman bel Hamoudi, à 2 km. du souk El Had el Bkhati, sur la route de Safi à Mazagan.

Cette propriété, occupant une superficie de 28 hectares, est limitée : au nord, par 1° Bouchaïb ben Kaddour el Khchibi, demeurant au douar Khchibat, fraction Bkhati, tribu des Abda ; 2° El Ghaouti ben Hamou el Khchibi, au douar ci-dessus ; 3° El Hadj Abderrahman en Naciri, demeurant au douar Skakma, même fraction ; 4° Mohammed bel Mekki Doukkali el Amrani, douar Oulad Lahsen, fraction Oulad Amran, tribu Doukkala ; à l'est, par 1° Abbas ould el Hossine Doukkali, demeurant douar Ouled Chabaan, fraction Oulad Amran, tribu des Doukkala ; 2° les requérants ; 3° la piste publique de Safi au souk El Arba des Oulad Amran ; 4° El Hadj Abderrahman précité ; au sud, par la piste publique des Oulad Cheikh (Doukkala) au souk El Had el Bkhati ; à l'ouest, 1° par la piste publique des Khchibat au souk El Djemaa de Sehim ; 2° les héritiers de Djilali ben Hamou, savoir : Si Abbas ben Djilali, El Maati ben Djilali, El Hossein ben Djilali, Thami bel Hachemi, El Fqir Si Mohammed ben Larbi, demeurant au douar Oulad Bouchaïb, susdit.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu de deux actes des 13 jourmada II 1315 (9 novembre 1897) et 23 jourmada II 1339 (7 avril 1921), établissant leurs droits sur ledit immeuble.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1484 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 17 octobre 1927, Cheikh Mohammed ben Ahmed ben Djillali el Bouaïchi el Amri, marié selon la loi musulmane, vers 1907, au douar Oulad Bouaïch, à dame Daoufa ben M'Hamed ben Rabah, demeurant et domicilié à Safi, chez M. Joseph Jacob, avocat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Hamri Arech Biad », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Barka », consistant en terrain de culture, complanté de figuiers et maison d'habitation, située tribu des Abda, aux Oulad Bouaïch, à 5 km. à l'est de Souk el Khemis de Ennegua.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, 1° par les héritiers de M'Hamed ben Selmane qui sont Embarek ben M'Hamed, Mahjoub ben M'Hamed, Saïd ben M'Hamed, demeurant au douar Oulad Bouaïch, tribu des Abda ; 2° par les héritiers de Tahar ben Allal, qui sont Brahim ben Kalkok, Messaoud ben Naïme, demeurant au douar précité ; à l'est, par les héritiers de Ahmed ben Djillali qui sont : Layachi ben Ahmed, Kaddour ben Ahmed, Djillali ben Ahmed, Fatmi ben Ahmed, demeurant tous au douar précité ; au sud, 1° par une propriété au requérant ; 2° par les héritiers El Amancha qui sont Ahmed ben Lasserri, Abdelkader ben Boudjemaa, Fatmi ben Tahar ; 3° par les héritiers de Si Kaddour ben Mina qui sont : Si Mohammed ould Si Kaddour, Embark

ould Si Kaddour, Laroussi ould Si Kaddour, demeurant au douar précité ; à l'ouest, 1° par les héritiers de Ahmed ben Djillali, susnommés ; 2° par les héritiers de Mohammed ben Cheikh qui sont : Maati ben Mohammed ben Cheikh, Ahmed ben Mohammed ben Cheikh, Lahcen ben Mohammed ben Cheikh, demeurant tous au douar précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 1^{er} safar 1316 (21 juin 1898), par lequel Omar ben Abbès ben Mahdjoub ben Ayouche el Hamri el Houbadi et ses frères lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Djenane el Afou », réquisition 1192 M., dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 18 janvier 1927, n° 743.

Suivant réquisition rectificative contenue au procès-verbal de bornage en date du 5 août 1927, M. Lamali Boudjema a demandé que l'immatriculation de la propriété dite « Djenane el Afou », réq. n° 1192 M., soit étendue à une parcelle d'environ 500 mètres carrés, englobée dans cette propriété, et qu'il a acquise de Abderrahmane ben Fkih ben Hima et consorts, suivant acte sous seings privés du 9 safar 1346 (8 août 1927).

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

V. — CONSERVATION DE MEKNES**Réquisition n° 1317 K.**

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 19 octobre 1927, la Société d'Elevage de Meknès, société anonyme marocaine, dont le siège social est à Agourai, constituée suivant statuts sous seings privés en date, à Paris, du 24 juin 1921, déposés aux minutes de M^e Girardin, notaire à Paris, le 13 juillet 1921, et assemblées générales constitutives des actionnaires des 13 juillet et 21 juillet 1921, dont copies des procès-verbaux ont été déposées aux minutes de M^e Girardin, notaire, susnommé, le 2 août 1921, ladite société représentée par M. Pouyer Jean, son administrateur délégué, demeurant et domicilié à Agourai, et a demandé l'immatriculation, en qualité d'acquéreur dans les formes prévues par le dahir du 15 juin 1922, portant règlement des aliénations immobilières consenties par des indigènes appartenant à des tribus reconnues de coutume berbère au profit d'acquéreurs étrangers à ces tribus, au nom de El Mokhtar ben Hammou, marié selon la coutume berbère, demeurant et domicilié au douar des Aït Blal, fraction des Iqueddern, tribu des Beni M'Tir, son vendeur, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Elevage de Meknès II », consistant en terrain de culture, située bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Beni M'Tir, fraction des Aït Bou Rezouine, à 3 km. environ au sud-ouest du marabout de Sidi Addi, entre le marabout de Sidi Addi et la source d'Aïn Loula, au sud du chemin de colonisation de Boufekrane aux Aït Yazem.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares, est limitée : au nord, par Rahhou ben Mohammed, demeurant au douar des Aït Yacine, et par Mimoun ould Lahcene, douar des Aït et Tabet ; à l'est, par M. Guttières, colon à Boufekrane ; au sud, par les Aït Yacine, représentés par leur cheikh, demeurant sur les lieux ; à l'ouest, par M. Delmar, demeurant à Meknès.

La société requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que le droit résultant à son profit de la vente qui lui a été consentie suivant acte reçu par le conservateur de la propriété foncière de Meknès, le 2 août 1927, n° 101 du registre-minute, et que El Mokhtar ben Hammou en était propriétaire en vertu de diverses acquisitions faites par lui en 1926 à des indigènes de sa fraction, consignées sur les registres de la djemaa judiciaire de la tribu des Beni M'Tir.

Le fons de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.

Réquisition n° 1318 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 19 octobre 1927, la Société d'Élevage de Meknès, société anonyme marocaine, dont le siège social est à Agourai, constituée suivant statuts sous seings privés en date, à Paris, du 24 juin 1921, déposés aux minutes de M^e Girardin, notaire à Paris, le 13 juillet 1921, et assemblées générales constitutives des actionnaires des 13 juillet et 21 juillet 1921, dont copies des procès-verbaux ont été déposées aux minutes de M^e Girardin, notaire, susnommé, le 2 août 1921, ladite société représentée par M. Pouyer Jean, son administrateur délégué, demeurant et domicilié à Agourai, et a demandé l'immatriculation, en qualité d'acquéreur dans les formes prévues par le dahir du 15 juin 1922, portant règlement des aliénations immobilières consenties par des indigènes appartenant à des tribus reconnues de coutume berbère au profit d'acquéreurs étrangers à ces tribus, au nom de El Mokhtar ben Hammou, marié selon la coutume berbère, demeurant et domicilié au douar des Aït Blal, fraction des Iqueddern, tribu des Beni M'Tir, son vendeur, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Elevage de Meknès III », consistant en terrain de culture, située bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Beni M'Tir, fraction des Aït Bou Rezouine, à 3 km. environ au sud-ouest du marabout de Sidi Addi, entre le marabout de Sidi Addi et la source d'Aïn Loula, au sud du chemin de colonisation de Boufekrane aux Aït Yazem.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par les Aït Azzou, représentés par leur cheikh, demeurant sur les lieux ; à l'est, par les Aït Yacine, représentés par leur cheikh, demeurant sur les lieux ; au sud, par Jilali ould Ali ou Hadou, demeurant au douar des Aït Abdelfadel, sur les lieux ; à l'ouest, par Ou ez Zine ben Lahsen, demeurant au douar des Aït et Taleb, par Bou ou Ouahi, et par Ali ben ou Ezzine, demeurant tous deux au douar des Aït Abdelfadel.

La société requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que le droit résultant à son profit de la vente qui lui a été consentie suivant acte reçu par le conservateur de la propriété foncière de Meknès, le 2 août 1927, n° 101 du registre-minute, et que El Mokhtar ben Hammou en était propriétaire en vertu de diverses acquisitions faites par lui en 1926 à des indigènes de sa fraction, consignées sur les registres de la djemâa judiciaire de la tribu des Beni M'Tir.

*Le ffon de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.*

Réquisition n° 1319 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 19 octobre 1927, la Société d'Élevage de Meknès, société anonyme marocaine, dont le siège social est à Agourai, constituée suivant statuts sous seings privés en date, à Paris, du 24 juin 1921, déposés aux minutes de M^e Girardin, notaire à Paris, le 13 juillet 1921, et assemblées générales constitutives des actionnaires des 13 juillet et 21 juillet 1921, dont copies des procès-verbaux ont été déposées aux minutes de M^e Girardin, notaire, susnommé, le 2 août 1921, ladite société représentée par M. Pouyer Jean, son administrateur délégué, demeurant et domicilié à Agourai, et a demandé l'immatriculation, en qualité d'acquéreur dans les formes prévues par le dahir du 15 juin 1922, portant règlement des aliénations immobilières consenties par des indigènes appartenant à des tribus reconnues de coutume berbère au profit d'acquéreurs étrangers à ces tribus, au nom de El Mokhtar ben Hammou, marié selon la coutume berbère, demeurant et domicilié au douar des Aït Blal, fraction des Iqueddern, tribu des Beni M'Tir, son vendeur, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Elevage de Meknès IV », consistant en terrain de culture, située bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Beni M'Tir, fraction des Aït Bou Rezouine, à 3 km. environ au sud-ouest du marabout de Sidi Addi, entre le marabout de Sidi Addi et la source d'Aïn Loula, au sud du chemin de colonisation de Boufekrane aux Aït Yazem.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares, est limitée : au nord, par le chemin de colonisation de Boufekrane aux Aït Yazem ; à l'est et au sud, les Aït Yacine, représentés par leur cheikh, demeurant sur les lieux ; à l'ouest, par les Aït Azzou, représentés par leur cheikh, demeurant sur les lieux.

La société requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou

éventuel autre que le droit résultant à son profit de la vente qui lui a été consentie suivant acte reçu par le conservateur de la propriété foncière de Meknès, le 2 août 1927, n° 101 du registre-minute, et que El Mokhtar ben Hammou en était propriétaire en vertu de diverses acquisitions faites par lui en 1926 à des indigènes de sa fraction, consignées sur les registres de la djemâa judiciaire de la tribu des Beni M'Tir.

*Le ffon de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.*

Réquisition n° 1320 K.

Extrait publié en exécution de l'article 4 du dahir du 24 mai 1922

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 21 octobre 1927, M. Fambon Paul, colon, marié à dame Guillen Henriette-Marie-Claudine, le 19 août 1905, à Courtevon (Vaucluse), sans contrat, demeurant et domicilié aux Oulad Hadj du Saïss, bureau des affaires indigènes de Fès-banlieue, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lot n° 15 des Oulad el Hadj du Saïss », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Domaine de Saint-Gens », consistant en terrain de culture, située bureau des affaires indigènes de Fès-banlieue, tribu des Oulad Hadj du Saïss, sur la route de Fès à Sefrou, à 10 km. environ de Fès.

Cette propriété, occupant une superficie de 118 hectares 90, est limitée : au nord, par M. Dallet, demeurant sur les lieux (lot n° 14) ; à l'est, par la route de Fès à Sefrou ; au sud, par M. Besso Georges, demeurant sur les lieux (lot n° 16) ; à l'ouest, par la tribu des Oulad el Hadj du Saïss, représentée par son caïd.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que : 1° les obligations et conditions prévues au cahier des charges établi pour parvenir à la vente du lotissement et à l'article 3 du dahir du 23 mai 1922, contenant notamment valorisation de la propriété, interdiction d'aliéner, de louer ou d'hypothéquer sans l'autorisation de l'Etat, le tout sous peine de déchéance prononcée par l'administration, dans les conditions du dahir du 23 mai 1922 ; 2° une hypothèque au profit de l'Etat chérifien (domaine privé), vendeur, pour sûreté de la somme de 60.000 francs, montant du prix de vente de ladite propriété, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'attribution en date, à Rabat, du 29 octobre 1926, aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu ladite propriété.

Les délais pour former opposition ou déposer des demandes d'inscriptions expireront dans un délai de quatre mois à compter du jour de la présente publication.

*Le ffon de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.*

Réquisition n° 1321 K.

Extrait publié en exécution de l'article 4 du dahir du 24 mai 1922

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 21 octobre 1927, M. Besso Georges-Jean-Maurice, célibataire, demeurant et domicilié bureau des affaires indigènes de Fès-banlieue, tribu des Oulad Hadj du Saïss, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lot n° 16 des Oulad Hadj du Saïss », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ferme Besso », consistant en terrain de culture avec ferme, située bureau des affaires indigènes de Fès-banlieue, tribu des Oulad Hadj du Saïss, sur la route de Fès à Sefrou.

Cette propriété, occupant une superficie de 151 hectares, est limitée : au nord, par la propriété dite « Domaine Saint-Gens », réquisition 1320 K., appartenant à M. Fambon Paul, demeurant sur les lieux ; à l'est, par la route de Fès à Sefrou ; au sud, par M. Paulet, demeurant sur les lieux (lot n° 17) ; à l'ouest, par les Oulad el Hadj du Saïss, fraction des Oulad Daho, représentés par leur caïd.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que : 1° les obligations et conditions prévues au cahier des charges établi pour parvenir à la vente du lotissement et à l'article 3 du dahir du 23 mai 1922, contenant notamment valorisation de la propriété, interdiction d'aliéner, de louer ou d'hypothéquer sans l'autorisation de l'Etat, le tout sous peine de déchéance prononcée par l'administration, dans les conditions du dahir du 23 mai 1922 ;

2° une hypothèque au profit de l'Etat chérifien (domaine privé), vendeur, pour sûreté de la somme de 57.700 francs, montant du prix de vente de ladite propriété, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'attribution en date, à Rabat, des 3 et 4 septembre 1926, aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu ladite propriété.

Les délais pour former opposition ou déposer des demandes d'inscriptions expireront dans un délai de quatre mois à compter du jour de la présente publication.

Le ffn^s de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.

Réquisition n° 1322 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 25 octobre 1927, Driss ben el Mahjoub el Guerrouani, cultivateur, marié selon la loi musulmane, en 1912, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire de Abdesselam ben el Mahjoub el Guerrouani, cultivateur, marié selon la loi musulmane, en 1923, tous deux demeurant et domiciliés contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du nord, fraction des Aït Aïssa ou Daoud, douar Aït Lahcène ou Daoud, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis par parts égales, d'une propriété dénommée « Sidi Messaoud ou Boukabar », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Itto Hammou », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du nord, fraction des Aït Aïssa ou Daoud, sur la route de Meknès à Kénitra, au km. 31.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares, est limitée : au nord, à l'est et au sud, par la propriété dite « Sidi Messaoud », réq. 1135 K., à Mohamed ben Kacem Tazi, à Meknès-Médina, derb Lalla Stianou ; à l'ouest, par Moha ou Assou, demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires ainsi que le constate une moukia en date du 16 ramadan 1345 (20 mai 1927), homologuée.

Le ffn^s de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.

Réquisition n° 1323 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 25 octobre 1927, Si Mohamed bel Hadj Abdeslam el Khandouki, marié selon la loi musulmane, agissant tant en son nom personnel qu'aux noms et comme copropriétaires de : 1° Idriss bel Hadj Abdesselam el Khandouki, marié selon la loi musulmane ; 2° Abdallah bel Hadj Abdes-

selam el Khandouki, marié selon la loi musulmane, demeurant tous contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu du Zehroun, à El Khenadek, et domiciliés à Fès, chez M^e Bertrand, avocat, leur mandataire, immeuble de la Compagnie Algérienne, a demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis par parts égales, d'une propriété dénommée « Khandek el Maalem », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Khandek el Maalem », consistant en terrain de culture avec plantations, située contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu du Zehroun, à 1.500 mètres environ au sud de la route de Moulay Idriss à Beni Amar, à 7 km. environ de Moulay Idriss, sur la piste de Moulay Idriss aux Oulad Youssef, lieu dit El Khenadek.

Cette propriété, occupant une superficie de 25 hectares, est limitée : au nord, par la piste de Moulay Idriss du Zehroun aux Oulad Youssef ; à l'est, par Dridi el Amari, Haddou ben Aïssa el Amari et par Ben Bouaza Feqqah el Amari, demeurant tous contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu du Zehroun, village de Beni Amar ; au sud, par Zriki el Amari, demeurant village de Beni Amar, surnommé ; à l'ouest, par Si Omar ould Senhadja et consorts, caïd de la zaouïa de Moulay Idriss du Zehroun.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires ainsi que le constate une moukia en date du 28 safar 1346 (27 août 1927), homologuée.

Le ffn^s de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Bled Mernissi 12 », réquisition 652 K., dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 23 février 1926, n° 696.

Sur réquisition rectificative du 8 octobre 1927, Si Mohamed ben Larbi Mernissi, requérant l'immatriculation de la propriété dite « Bled Mernissi 12 », réq. 652 K., sise à Fès, ville nouvelle, route de Sefrou, a déclaré que cette propriété jouissant d'un droit à l'eau de la séguia d'Aïn Chkeff, autrefois nommée « séguia d'El Farka », allant au bordj El Ghoula, ledit droit s'exerçant par l'intermédiaire d'une séguia privée secondaire desservant sa propriété, à concurrence d'un débit constant d'une pioché ; le tout en vertu tant des énonciations de l'acte arabe déposé à l'appui de la réquisition que des usages antérieurement et depuis longtemps établis.

Le ffn^s de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES ⁽¹⁾

I. — CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 1986 R.

Propriété dite : « Hamidia », sise contrôle civil de Petitjean, tribu des Oulad Yahia, fraction des Oulad Hamid.

Requérants : 1° Compagnie chérifienne de colonisation, société anonyme dont le siège est à Casablanca, rue du Marabout, n° 3, représentée à Rabat par M. Mangeard, son directeur, demeurant au boulevard de la Tour-Hassan, n° 45 ; 2° Driss ben Sliman ; 3° Abdellader ben Sliman ; 4° Hadoum bent Sliman ; 5° Fatma bent Sliman ; 6° Aïcha bent Hamani el Boujnouni ; 7° Abdesselam ben Ahmed ; 8° Larbi ben Ahmed ; 9° Aïcha bent Ahmed ; 10° Zahra bent Ahmed ; 11° Rahma bent Bennaceur Donnali ; 12° Bou Raba ben Bouazza, demeurant tous au douar des Oulad Hamid ould Belhassen.

Le bornage a eu lieu le 10 mai 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2607 R.

Propriété dite : « Bled el Ghuïess », sise contrôle civil des Zaër, tribu des Oulad Ktir, fraction des Oulad Merzoug, rive droite de l'Oued Koriffa, sur la piste de Rabat à Dar Caïd el Hadj, par Abs el Begar.

Requérants : 1° Abdesselam ben Salah ; 2° Abdallah ben Larbi ; 3° Keroum ben Aomar, tous demeurant sur les lieux.

Le bornage a eu lieu le 13 décembre 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2608 R.

Propriété dite : « El Berroussia I », sise contrôle civil de Petitjean, tribu des Oulad Yahia.

Requérants : 1° Benaïssa ben Mohamed el Berroussi ; 2° Larbi ben Mohamed ; 3° Mohamed ben Mohamed ; 4° Bouazza ben Mohamed ; 5° Tahra bent Mohamed ; 6° Aguida bent Mohamed ; 7° Zohra

(1) NOTA. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions aux dites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente

publication. Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi.

bent Mohamed ; 8° Aïcha bent Mohamed ; 9° Cherifa bent Mohamed ; 10° Abdelkader ben Mohamed ; 11° Lahsen ben Mohamed, tous demeurant au douar des Oulad Berroussi, tribu des Oulad Yahia, contrôle civil de Petitjean.

Le bornage a eu lieu le 2 mai 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2609 R.

Propriété dite : « El Berroussia II », sise contrôle civil de Petitjean, tribu des Oulad Yahia, lieu dit Mechra Sidi Jabeur.

Requérants : 1° Benaïssa ben Mohamed el Berroussi ; 2° Larbi ben Mohamed ; 3° Mohamed ben Mohamed ; 4° Bouazza ben Mohamed ; 5° Tahra bent Mohamed ; 6° Aguida bent Mohamed ; 7° Zohra bent Mohamed ; 8° Aïcha bent Mohamed ; 9° Cherifa bent Mohamed ; 10° Abdelkader ben Mohamed ; 11° Lahsen ben Mohamed, tous demeurant au douar des Oulad Berroussi, tribu des Oulad Yahia, contrôle civil de Petitjean.

Le bornage a eu lieu le 3 mai 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2842 R.

Propriété dite « Tinacria », sise à Rabat, rue Van Vollenhoven.

Requérant : M. Sbergia Salvatore, demeurant à Rabat, rue de Messine, n° 9.

Le bornage a eu lieu le 16 mars 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2846 R.

Propriété dite : « En Messiani », sise à Rabat, secteur Leriche, boulevard de l'Oued.

Requérant : M. Rengnet Paul, directeur général honoraire de la Banque d'Etat du Maroc, demeurant à Rabat, avenue des Touarga.

Le bornage a eu lieu le 10 mars 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2865 R.

Propriété dite : « Myrto », sise à Rabat, rue de Nîmes.

Requérant : M. Landesque Pierre, ingénieur, demeurant à Rabat, 24, avenue Foch.

Le bornage a eu lieu le 15 mars 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2901 R.

Propriété dite : « Villa Piccione », sise à Rabat, quartier de l'Océan, rue d'Erzeroum.

Requérant : M. Piccione Corrado, demeurant à Rabat, rue d'Erzeroum.

Le bornage a eu lieu le 7 avril 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3060 R.

Propriété dite : « Lotissement Bellevue I », sise à Rabat, nouvelle Résidence, secteur Leriche, boulevard Front-d'Oued.

Requérant : Hadj Omar ben Abdelkrim Tazi, demeurant à Rabat, avenue Dar el Makhzen.

Le bornage a eu lieu le 4 avril 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3070 R.

Propriété dite : « Jenan Hassan », sise à Rabat, angle du boulevard de la Tour-Hassan et avenue de Tunis.

Requérants : 1° El Hadj el Ayachi ben el Hadj Mohamed ben et Taleb ; 2° Zohra bent Abdesselam el Alami ; 3° Tahara bent Abdallah el Yabouri Choukroun, tous trois demeurant à Rabat, rue Hammam el Quesri, n° 2 ; 4° Khaddouj bent el Hadj Mohamed ben et Taleb ;

5° Bennacer ould Sidi ben Daoud ech Chergaoui el Boujad, ces trois derniers demeurant à Boujad, chez le caïd Abdelkader, ayant pour mandataire El Hadj el Ayachi ben el Hadj Mohamed ben et Taleb, domicilié chez M° Sombsthay, avocat à Rabat, rue Lasvigne.

Le bornage a eu lieu le 9 mars 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3231 R.

Propriété dite : « Compan », sise contrôle civil des Zaër, annexe d'Aïn el Aouda, tribu des Oulad Ktir, Omar Oulad M'Barek, au km. 16 de la route n° 22 de Rabat au Tadla.

Requérant : M. Compan Lucien-Edouard-Jean, hôtelier, demeurant à Rabat, Hôtel de la Tour-Hassan.

Le bornage a eu lieu le 23 mars 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3893 R.

Propriété dite : « La Roseraie III », sise à Rabat, boulevard de la Tour-Hassan.

Requérant : M. Cousergue Jean-Baptiste-Adrien-Claude-Eugène, médecin, demeurant à Rabat, rue de la Marné, n° 70.

Le bornage a eu lieu le 19 août 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA.

REOUVERTURE DES DELAIS

pour le dépôt des oppositions (art. 29 du dahir du 12 août 1913, modifié par le dahir du 10 juin 1918).

Réquisition n° 7754 C.

Propriété dite : « Dar Niaba Etat 468-469-470 », sise à Casablanca, ville indigène, rue de Safi, n° 93.

Requérant : l'Etat chrétien (domaine privé), représenté par le chef du service des domaines et domicilié à Casablanca, bureau des domaines, rue Sidi Bou Smara, n° 11.

Les délais pour former opposition sont rouverts d'office pendant un délai de 1 mois, à compter de la présente insertion, par le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

NOUVEL AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE

Réquisition n° 6656 C.

Propriété dite : « Haffar el Medjedam », sise contrôle civil des Doukkala-nord, tribu des Oulad Fredj, lieu dit « Djemaa el Mekhaneh ».

Requérants : 1° El Hadj Mohammed ben Bousalham ben Amor ; 2° Aïcha bent Bouali, veuve de Bousalham ben Amor.

Le bornage a eu lieu le 4 janvier 1927.

Le présent avis annule celui publié au *Bulletin Officiel* du Protectorat le 9 août 1927, n° 772.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 6251 C.

Propriété dite : « Frichate », sise contrôle civil de Chaouïa-sud, tribu des Mzamza, fraction Kraïn, douar Oulad Moussa.

Requérants : 1° El Miloudi ben Kebir el Aribi ; 2° El Allia bent Zennal, veuve de Mohammed ben Larbi, tous deux demeurant douar et fraction des Oulad Laribi, tribu des Mzamza, et domiciliés à Casablanca, boulevard de la Gare, n° 112, chez M° Khider, avocat.

Le bornage a eu lieu le 16 mai 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7863 C.

Propriété dite : « Concordia », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction des Oulad Haddou.

Requérant : M. Benzaken Moses, dit « Maurice », à Casablanca, 15, rue du Marabout, chez MM. Suraqui.

Le bornage a eu lieu le 28 juin 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8155 C.

Propriété dite : « Chaaba R'Chika », sise contrôle civil de Chaouïa-sud, tribu des Mzamza, fraction des Oulad Ghanem, douar Ouled Raho.

Requérant : Omar ben Mohammed, dit Ben R'Chika, douar des Oulad Raho, fraction des Oulad Ghanem, tribu des Mzamza.

Le bornage a eu lieu le 19 mai 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8398 C.

Propriété dite : « Jupiter », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction des Oulad Haddou.

Requérants : Adiba Haïm-Ernile ; 2° Lévy Soussan Jacob, demeurant à Casablanca, route de Médiouna, le premier n° 51, le deuxième n° 48, et domiciliés chez M° Lumbroso, avocat.

Le bornage a eu lieu le 27 juin 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8475 C.

Propriété dite : « Esselah », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Guedana, fraction Aounat, près du douar des Adoul.

Requérants : 1° Mohamed ben el Mefedel ; 2° El Kebir ben el Mefedel ; 3° Bouchaïb ben el Mefedel, tous au douar El Aounat el Adoul, tribu des Guedana (Oulad Saïd).

Le bornage a eu lieu le 27 juin 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8490 C.

Propriété dite : « Bnidir », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, douar El Hefaiya.

Requérant : Mohamed ben Mellouk, à Casablanca, rue Djernaï Chleuh, n° 39.

Le bornage a eu lieu le 29 juin 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8639 C.

Propriété dite : « Jardin Juliette », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, lieu dit « Aïn Seba ».

Requérant : M. Laval Urbain-Félix, à Aïn Seba.

Le bornage a eu lieu le 18 juillet 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8799 C.

Propriété dite : « Claudine », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, au lieu dit « Beaulieu ».

Requérant : M. Marzac Marcel-Louis, 10, rue du Marabout, à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 13 mai 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9044 C.

Propriété dite : « Conserves Vergara », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, ville de Fédhala, avenue de la Marine.

Requérant : M. Vergara Manuel-Usategui, à Fédhala.

Le bornage a eu lieu le 7 juin 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9162 C.

Propriété dite : « Chalet Raymond », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, lieu dit « Aïn Seba ».

Requérant : M. Husté Raymond, immeuble des Magasins Modernes, place de France, Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 12 mai 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9259 C.

Propriété dite : « Akar el Az n° 3 », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Guedana, fraction des Aounat, douar Derkaoua.

Requérant : El Hadj Hamed ben el Hadj Lemfadel el Gdani, chez Mohamed ben el Hadj Ahmed, au douar Derkaoua, fraction El Aounat, tribu Guedana.

Le bornage a eu lieu le 29 juin 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9307 C.

Propriété dite : « Feddan el Kebir », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Guedana, douar Kraïm.

Requérants : Larbi ben Djillali ; 2° Mokhtar ben Djillali, tous deux à la casbah des Oulad Saïd.

Le bornage a eu lieu le 25 avril 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9326 C.

Propriété dite : « Makrett », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Guedana, fraction Zrahna, douar Souahla.

Requérants : 1° Bouchaïb ben Djilali ; 2° Amor ben Hadj Abdallah ; 3° Ahmed ben Hadj Abdallah ; 4° Bouchaïb ben Hadj Abdallah ; 5° Abbès ben Larbi, tous au douar Souahla, fraction Zrahna, tribu des Gdana (Oulad Saïd).

Le bornage a eu lieu le 18 juin 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9423 C.

Propriété dite : « Villa Francine », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, banlieue de Casablanca, lieu dit « Beauséjour ».

Requérant : M. Bolo Jacques-Antoine, à Beauséjour, banlieue de Casablanca, au km. 4,300 de la route de Mazagan.

Le bornage a eu lieu le 12 août 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9507 C.

Propriété dite : « Fortunée IV », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, banlieue de Casablanca, lieu dit « Beauséjour ».

Requérant : M. Akerib Ephraïm, à Casablanca, rue du Commandant-Prévost, n° 70.

Le bornage a eu lieu le 11 août 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9538 C.

Propriété dite : « Dar L'Frak », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Guedana, douar Shalta.

Requérants : 1° El Hadj Bouchaïb ben el Mekki el Bourezegui ; 2° Zohra bent Thami el Guedania el Kanfouchia, veuve de Rahal ben Mohamed ben Amor, dit « Benaïcha » ; 3° Mohamed ben Rahal ben Mohamed ben Amor, dit « Benaïcha », ces deux derniers au douar Shalta, tribu des Guedana, le premier à Casablanca, rue El Aoudja, n° 54.

Le bornage a eu lieu le 24 juin 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9759 O.

Propriété dite : « Hamri Amor ben Mohamed », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Guedana, fraction des Aounat, douar Moulain Es Sker.

Requérants : 1° Lachemi ben el Hadj Amor ben el Hadj bel Abbès ; 2° Bouchaïb Ben el Hadj Amor ; 3° Zemmouri ben el Hadj Amor, tous tribu des Gdana, fraction Aounat, douar Moulain es Skher.

Le bornage a eu lieu le 27 juin 1927.

Le *ff^{ons}* de Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

III. — CONSERVATION D'OUIDJA**Réquisition n° 1424 O.**

Propriété dite : « Terrain Karsenty II », sise contrôle civil d'Oujda, tribu des Mezaouirs, à 10 km. environ d'Oujda, à 400 mètres environ à l'ouest de la route d'Oujda à Martimprey, sur la piste d'Aïn Soltane à Marnia.

Requérant : M. Karsenty Léon, demeurant avenue de France, à Oujda.

Le bornage a eu lieu le 17 juin 1927.

Le *ff^{ons}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1598 O.

Propriété dite : « Domaine des Maraîtnes VIII », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Triffa, fraction des Haouaras, à 7 km. environ au nord-est de Berkane, lieu dit « Zeraïb Cheurfa ».

Requérant : M. Besombes Célestin-Antoine, demeurant à Saïda (Oran), domicilié chez M. Besson Adolphe, à Berkane.

Le bornage a eu lieu le 23 septembre 1927.

Le *ff^{ons}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1628 O.

Propriété dite : « Erzaï », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Attig du nord, fraction des Taghasserout, à 4 km. environ au nord de Berkane, à l'embranchement de la route n° 402 de Berkane-Saïdia et de la piste de Berkane à Martimprey.

Requérant : Amar ben el Hadj Abdelmoumène el Ouertassi, demeurant au douar Ouertas, tribu des Beni Attig du nord.

Le bornage a eu lieu le 14 septembre 1927.

Le *ff^{ons}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1701 O.

Propriété dite : « Ghabet bel Hadj », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Ourimèche et Beni Attig du nord, à 4 km. à l'est de Berkane, en bordure de la piste allant de ce centre à Martimprey.

Requérant : Mohamed ben el Hadj Abdelmoumène, dit aussi Bel Hadj ben el Hadj Abdelmoumène, demeurant douar Ouertas, tribu des Beni Attig du nord.

Le bornage a eu lieu le 12 septembre 1927.

Le *ff^{ons}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1702 O.

Propriété dite : « Ghabet Abdelmoumène », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Attig et Beni Ourimèche du nord, fraction des Oulad Amar, à 4 km. environ à l'est de Berkane, en bordure de la piste de Berkane à Martimprey.

Requérant : Abdelmoumène ben el Hadj Abdelmoumène, demeurant au douar Ouertas, tribu des Beni Attig du nord.

Le bornage a eu lieu le 13 septembre 1927.

Le *ff^{ons}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1723 O.

Propriété dite : « Ghabet ben Taïeb », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Ourimèche et Beni Attig du nord, fraction des Oulad Amar, à 4 km. environ au nord-est de Berkane, en bordure de la piste de Berkane à Martimprey, lieu dit « Rezaïne ».

Requérant : Mohamed ben Abdelmoumène ben Taïeb, dit aussi « Mohamed ben Taïeb », demeurant douar Ouertas, tribu des Beni Attig du nord.

Le bornage a eu lieu le 13 septembre 1927.

Le *ff^{ons}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1732 O.

Propriété dite : « Dar Moulay Ahmed ben Mansour n° 1 », sise à Oujda, rue de Paris, impasse Sidi Chafi.

Requérant : Moulay Ahmed ben Mansour, pacha d'Oujda, demeurant à Oujda, quartier de la Casbah, Dar el Makhzen.

Le bornage et un bornage complémentaire ont eu lieu les 3 août et 1^{er} octobre 1927.

Le *ff^{ons}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1733 O.

Propriété dite : « Dar Moulay Ahmed ben Mansour n° 2 », sise à Oujda, rue de Paris, impasse Sidi Chafi.

Requérant : Moulay Ahmed ben Mansour, pacha d'Oujda, demeurant à Oujda, quartier de la Casbah, Dar el Makhzen.

Le bornage et un bornage complémentaire ont eu lieu les 3 août et 3 octobre 1927.

Le *ff^{ons}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1775 O.

Propriété dite : « Domaine du Café maure VIII », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Triffa, fraction des Athamna, à 9 km. environ à l'est de Berkane, en bordure de la piste de Moulay Ahmed à Hassi Khodrane.

Requérant : M. Vaulherot Gaston, demeurant à Berkane.

Le bornage a eu lieu le 6 septembre 1927.

Le *ff^{ons}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1776 O.

Propriété dite : « Domaine du Café maure IX », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Triffa, fraction des Athamna, entre le km. 8,200 et le km. 8,600 de la route n° 402 de Berkane à Saïdia.

Requérant : M. Vaulherot Gaston, demeurant à Berkane.

Le bornage a eu lieu le 5 septembre 1927.

Le *ff^{ons}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

V. — CONSERVATION DE MEKNES**NOUVEL AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE****Réquisition n° 652 K.**

Propriété dite : « Bled Mernissi 12 », sise à Fès, ville nouvelle, route de Sefrou.

Requérants : 1° Mohamed ben Larbi el Mernissi, demeurant à Fès, 46, rue Talaa ; 2° Ammar Cohen ; 3° Isaac Cohen, ces deux derniers en état de faillite, demeurant à Fès-Mellah, rue El Kaous, et représentés par M. Chaduc, syndic de la faillite, demeurant à Rabat.

Le bornage a eu lieu le 21 avril 1927.

Le présent avis annule celui publié au *Bulletin Officiel* du Protectorat, le 6 septembre 1927, n° 776.

Le *ff^{ons}* de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 561 K.

Propriété dite : « Aïn Slougui », sise contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des M'Jatt, lieu dit « Aïn Slougui ».

Requérant : M. Pagnon Emile, colon, demeurant et domicilié à Meknès, ville nouvelle, avenue de la République.

Le bornage a eu lieu le 12 février 1927.

Le J^{ons} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 640 K.

Propriété dite : « Suavet », sise à Fès, ville nouvelle, à l'angle du boulevard du Général-Poeymirau et de la rue du Maréchal-Bugeaud.

Requérant : M. Suavet Léon-Jean-François, négociant, demeurant à Fès, ville nouvelle, boulevard du Général-Poeymirau.

Le bornage a eu lieu le 20 avril 1927.

Le J^{ons} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 676 K.

Propriété dite : « Ferme Les Oliviers », sise contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Arab du Saïss, lotissement d'El Hammam III, lieu dit Oued Djedida, sur la route de Meknès à Fès, au km. 27.

Requérant : M. Ravit Marie-Emile-Marcel, colon, demeurant et domicilié à Sebaa Aïoun.

Le bornage a eu lieu le 14 mai 1927.

Le J^{ons} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 728 K.

Propriété dite : « Hadj Kaddour n° 18 », sise bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Beni M'Tir, lot 18 du lotissement de Hadj Kaddour, lieu dit Renaga, sur la piste de Meknès à Riba, à 17 km. 500 de Meknès.

Requérant : M. Petitpas Jules-Fernand, dit Paul, colon, demeurant et domicilié à Hadj Kaddour, par Meknès.

Le bornage a eu lieu le 9 mai 1927.

Le J^{ons} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Annonces légales, réglementaires et judiciaires

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca

Suivant acte sous seing privé, en date du 6 août 1927, déposé pour minute à M. Boursier, notaire à Casablanca, le 13 septembre 1927, M. Ernest-Jean-Baptiste Valette, agent maritime, demeurant à Marseille, rue de la République, n° 76, a apporté à la société anonyme dite « Agence maritime Ernest Valette et C^o », dont le siège est à Casablanca, 52, boulevard du 4^e-Zouaves ; le fonds de commerce d'agence maritime et transports internationaux qu'il exploite à Casablanca, 52, boulevard du 4^e-Zouaves.

Cet apport qui a eu lieu moyennant l'attribution d'actions entièrement libérées a été vérifié et approuvé par les deux assemblées constitutives tenues les 15 et 22 septembre 1927 ainsi qu'il résulte des copies des procès-verbaux déposées pour minute à M^o Boursier, notaire à Casablanca, le 29 septembre 1927.

Expéditions des statuts et des pièces constitutives de la société « Agence maritime Ernest Valette et C^o » ont en outre été déposées le 8 octobre 1927 au greffe du tribunal d'instance de Casablanca, où tout créancier de l'apporteur pourra faire opposition quinze jours au plus tard, après la se-

conde insertion du présent avis dans les journaux d'annonces légales.

Election de domicile est faite en tant que de besoin au siège de la société sus indiquée.

Pour première insertion,

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.
2192 R

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance DE MARRAKECH

Inscription n° 6
du 22 octobre 1927.

Suivant acte reçu par M^o Boursier, notaire à Casablanca, le 11 octobre 1927 dont une expédition régulière a été déposée le 22 octobre suivant au greffe du tribunal de première instance de Marrakech, M. Raymond Benady, commerçant, et Madame Jeanne-Blanche-Mireille Amenc, son épouse, demeurant à Marrakech, « Hôtel Terminus C.T.M. » ont vendu à Madame Léontine Pirème, commerçante, épouse de M. Michel-Ange Manea, sans profession, demeurant à Casablanca, Hôtel National, le fonds de commerce d'hôtel meublé, dénommé « Hôtel Terminus C. T. M. » situé à Marrakech, place Djemâa el Fna avec tous les élé-

ment corporels et incorporels y attachés.

Et ce, moyennant le prix et sous les clauses, charges et conditions énoncées au dit acte.

Les oppositions sur le prix seront reçues au tribunal de première instance de Marrakech jusqu'à l'expiration des quinze jours qui suivront la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
COUDERT.
2195 R

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

Inscription n° 1629
du 27 octobre 1927.

D'un contrat reçu par M^o Henrion, notaire à Rabat, le 21 octobre 1927, dont une expédition a été transmise au greffe du tribunal de première instance de la même ville, le 27 du même mois, contrat contenant les clauses et conditions civiles du mariage entre :

M. Baptiste-Henri Robin, Hmonadier, demeurant à Rabat, avenue Dar el Maghzen.

Et Mademoiselle Amélie-Gilberte-Charlotte Labbé, sans profession, demeurant aussi à Rabat, même avenue.

Il appert que les futurs époux ont adopté le régime de la sé-

paration de biens, conformément aux articles 1536 et suivants du code civil.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.
2196

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

Inscription n° 1624
du 18 octobre 1927.

Suivant acte reçu par M^o Henrion, notaire à Rabat, le 8 octobre 1927, dont une expédition a été déposée au greffe du tribunal de première instance de la même ville, le 18 du même mois, MM. Jean Grimaldi et Fernand Bou, Hmonadiers, domiciliés à Rabat, ont vendu à M. Jean-Etienne-Marius Marro, ingénieur des arts et manufactures demeurant aussi à Rabat, le fonds de commerce de café débit de boissons exploité à cinq kilomètres de la porte des Zaër, de Rabat sur la route de Rabat au Tadla, connu sous le nom de café Beaujeu-Aviation.

Les oppositions sur le prix seront reçues au greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.
Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

2199 R

**TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
D'OUJDA**

D'un jugement rendu par le tribunal de première instance d'Oujda le 29 juin 1927, notifié et devenu définitif, il appert que le divorce a été prononcé d'entre : le sieur Pierre Ville-sèque, adjoint des affaires indigènes au contrôle civil de Berkane ; et la dame Marie Choquet, résidant chez Mme Andréoli, 3, rue Rouget de l'Isle, à Oran, aux torts et griefs de cette dernière.

Le secrétaire-greffier en chef,
PRYRE.
2193

**BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA**

Faillite Guillet

Par jugement du tribunal de première instance de Casablanca, en date du 3 novembre 1927, le sieur Guillet, négociant à Casablanca, Bourse du Commerce, n° 6, a été déclaré en état de faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 30 novembre 1926.

Le même jugement nomme : M. Desamericq, juge-commissaire,

M. Zévaco, syndic provisoire.

Le chef du bureau,
J. SAUVAN.
2199

**BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA**

Faillite Veuve Coulomb

Par jugement du tribunal de première instance de Casablanca, en date du 3 novembre 1927, la dame Veuve Coulomb, ex-négociante à Casablanca, 81, avenue Mars-Sultan, a été déclarée en état de faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 6 décembre 1926.

Le même jugement nomme : M. Desamericq, juge-commissaire,

M. d'Andre, syndic provisoire.

Le chef du bureau,
J. SAUVAN.
2198

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca

D'un acte reçu le 18 octobre 1927 par M° Merceron, notaire à Casablanca, il appert que M. Fernand Sorrentino, négociant à Casablanca, et M. Lucien Perez, également négociant même ville, ont vendu à Mme Lucie Grimaud, épouse Fauqueux, commerçante à Casablanca, un fonds de commerce d'hôtel restaurant, sis à Casablanca, 30, rue Lassalle et 27, rue du Croissant, dénommé : « Sélect-Hôtel », avec tous éléments corporels et incorporels.

Suivant clauses et conditions insérées à l'acte dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours, au plus tard, de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.
2194 R

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca

D'un acte reçu le 13 octobre 1927 par M° Boursier, notaire à Casablanca, il appert que M. Devert Marcel, charcutier à Casablanca, et son épouse, née Darnothé, ont vendu à M. Beauge Emile, également charcutier même ville, et son épouse née Raquillet et à M. Raquillet René, également charcutier, même ville, et son épouse, née Moreau, un fonds de commerce de charcuterie, sis à Casablanca, 18 boulevard de la Liberté, dénommé : « Charcuterie fine de Bordeaux, Marcel Devert », avec une stalle au marché central n° 70 bis et laboratoire passage Sumica, avec tous les éléments corporels et incorporels.

Suivant clauses et conditions insérées à l'acte dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours, au plus tard, de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.
2188 R

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca

D'un acte reçu par M° Merceron, notaire à Casablanca, les 19 et 25 octobre 1927, il appert que M. Garofalo, commerçant à Casablanca et Mme Bianchi Lucie, son épouse, ont vendu à M. Jourfier Auguste, également commerçant, même ville, un fonds de commerce d'hôtel meublé, sis à Casablanca, 28, avenue du Général-Moinier, dénommé : « Hôtel Saint-Jean » avec tous éléments corporels et incorporels.

Suivant clauses et conditions insérées à l'acte dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours, au plus tard, de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.
2188 R

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca

D'un acte reçu le 12 octobre 1927, par M° Merceron, notaire à Casablanca, il appert que Mme veuve Aimar, commerçante à Casablanca, a vendu à Mme veuve Bonnet, sans profession, même ville, un fonds de commerce de laiterie et alimentation, sis à Casablanca, rue Lassalle, n° 28, dénommé : « Laiterie parisienne », avec tous éléments corporels et incorporels.

Suivant clauses et conditions insérées à l'acte, dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours, au plus tard, de la seconde insertion du présent.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.
2182 R.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca

D'un acte reçu le 10 octobre 1927, par M° Merceron, notaire à Casablanca, il appert que

M. Barranco Joseph, transporteur à Casablanca, a vendu à la Compagnie de transports et tourisme au Maroc, à Casablanca, un fonds de commerce de transports automobiles, sis à Casablanca, place de France, dénommé : « Transports Barranco », avec tous éléments incorporels.

Suivant clauses et conditions insérées à l'acte, dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours, au plus tard, de la seconde insertion du présent.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.
2133 R.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca

D'un acte reçu le 10 octobre 1927, par M° Merceron, notaire à Casablanca, il appert que M. Jean-François Pascal, employé aux chemins de fer, à Casablanca, et son épouse, née Buffaz, ont vendu à Mme veuve Castanier Voilière, même ville, un fonds de commerce d'épicerie, restaurant et casse-croûte, sis à Casablanca, camp de la Jonquière, dénommé : « Casse-croûte de la Jonquière », avec tous éléments corporels et incorporels.

Suivant clauses et conditions insérées à l'acte, dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours, au plus tard, de la seconde insertion du présent.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.
2131 R.

APPEL D'OFFRES

La Manutention marocaine recevra jusqu'au 15 décembre 1927 des offres pour la fourniture de deux locotracteurs pour voie de 0 m. 60, matériel neuf.

Les constructeurs que cette fourniture pourrait intéresser devront faire parvenir à M. le directeur général de la Manutention marocaine à Casablanca, une lettre déclarant leur intention de soumissionner. Les conditions de la fourniture leur seront adressées par retour du courrier.

2185 R

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

La direction générale des travaux publics demande des offres pour la fourniture d'imprimés et d'articles de bureau.

Pour tous renseignements sur les modalités de cet appel d'offres, s'adresser, jusqu'au 15 novembre courant, à la direction générale des travaux publics (Approvisionnements et matériel) à Rabat.

Rabat, le 2 novembre 1927.

2197

AVIS D'OUVERTURE
D'ENQUÊTE

de commodo et incommodo

Le public est informé que par arrêté du caïd Gueddari en date du 31 octobre 1927, une enquête de commodo et incommodo d'une durée d'un mois est ouverte pour l'expropriation pour cause d'utilité publique d'un périmètre de 1716 hectares environ, sis au lieu dit : « Si El Mokhfi ».

L'enquête commencera le 1^{er} novembre 1927 et finira le 30 novembre 1927.

Le dossier comprenant le plan du périmètre à exproprier et les noms des propriétaires présumés est déposé dans les bureaux du contrôle civil de Souk el Arba du Gharb et à la conservation foncière de Rabat par application du dahir du 25 juin 1927 (25 hija 1345) où les intéressés sont invités à formuler leurs observations dans les délais indiqués ci-dessus.

2186

Direction générale
de l'instruction publique
des beaux-arts et des antiquités

Ecole primaire supérieure
et internat de Marrakech

AVIS D'ADJUDICATION

Le mardi 29 novembre 1927, à 15 heures 30, il sera procédé dans les bureaux de la direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités à Rabat, à l'adjudication sur offres de prix en quatre lots des travaux de construction de 3 classes, un internat, un logement de concierges et un groupe de w.-c. pour l'école primaire supérieure et l'internat de Marrakech.

Les cautionnements provisoires sont fixés comme suit :

- 1^{er} lot : 7.500 francs.
- 2^e lot : 600 francs.
- 3^e lot : 1.250 francs.
- 4^e lot : 500 francs.

Les pièces du projet pourront être consultées tous les jours non fériés durant les heures d'ouverture des bureaux de la direction générale de l'instruction publique des beaux-arts et des antiquités à Rabat ou au cabinet de M. Grel, architecte, diplômé par le gouvernement, rue d'Alger à Casablanca.

Casablanca, le 28 octobre 1927.

2187

Direction générale
de l'instruction publique
des beaux-arts et des antiquités

AVIS D'ADJUDICATION

Le 30 novembre 1927, à 15 heures, dans les bureaux de la direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, à Rabat, il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux, à l'entreprise générale, de construction de la troisième partie du groupe scolaire dit « de la Plage », à Tanger.

Cautionnement provisoire : (4.000 fr.) quatre mille francs.
Cautionnement définitif : (8.000 fr.) huit mille francs.

Les références des soumissionnaires devront parvenir à M. le directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités pour visa au plus tard le 15 novembre 1927.

Le cahier des charges et les autres pièces du dossier pourront être consultés :

A Rabat : direction générale de l'instruction publique ;
A Tanger : chez M. Curtenelle, inspecteur de l'enseignement primaire, au Souani.

2191

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ADJUDICATION

Le 16 novembre 1927, à 15 heures, dans les bureaux de l'ingénieur du 1^{er} arrondissement des travaux publics, à Casablanca, il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux ci-après désignés :

Port de Casablanca. Construction d'un égout de déchar-

ge du collecteur du boulevard Baillande.

Cautionnement provisoire : (4.500 fr.) quatre mille cinq cents francs.

Cautionnement définitif : (9.000 fr.) neuf mille francs.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à l'ingénieur du 1^{er} arrondissement à Casablanca.

N. B. — Les références des candidats devront être soumises au visa de l'ingénieur sus-désigné, à Casablanca, avant le 13 novembre 1927.

Le délai de réception des soumissions expire le 16 novembre 1927, à 12 heures.

Rabat, le 27 octobre 1927.

2189

AVIS D'ADJUDICATION

Le 2 décembre 1927, à 10 heures, il sera procédé, dans les bureaux des affaires indigènes de Sefrou, à l'adjudication sur offres de prix, sur soumissions cachetées des travaux ci-après désignés :

Bureau des affaires indigènes de Sefrou.

Construction de deux pavillons pour officiers adjoints.

Montant du cautionnement provisoire : 2.500 francs.

Montant du cautionnement définitif : 5.000 francs.

Les références des candidats devront être soumises au visa de M. le commandant le cercle de Sefrou, à Sefrou, avant le 22 novembre 1927.

Le dossier peut être consulté aux bureaux des affaires indigènes de Sefrou.

Les soumissions devront être remises ou parvenir par la poste aux bureaux des affaires indigènes de Sefrou, le 30 novembre 1927 à 18 heures au plus tard.

Fait à Sefrou,
le 27 octobre 1927.

2182

APPEL D'OFFRES

La Manutention marocaine recevra jusqu'au 1^{er} décembre 1927, des offres pour la construction d'un appareil à embarquer le charbon (charpente métallique).

Cautionnement provisoire : 1.000 francs.

Cautionnement définitif : 2.000 francs.

Les constructeurs pourront consulter le cahier des charges et les conditions de l'adjudication dans les bureaux de la

Manutention marocaine, port de Casablanca.

Les offres seront ouvertes, en séance publique, le deux décembre, à 16 heures.

2190

SERVICE DES DOMAINES

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que le procès-verbal de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Touaouil » dont le bornage a été effectué le 28 mars 1927 a été déposé le 5 mai 1927 au bureau des affaires indigènes de Tissa et le 15 juin 1927 à la conservation de la propriété foncière de Meknès où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Le délai pour former opposition à la dite délimitation est de trois mois à partir du 8 novembre 1927, date de l'insertion de l'avis de dépôt au Bulletin officiel.

Les oppositions seront reçues au bureau des affaires indigènes de Tissa.

Rabat, le 21 octobre 1927.

2180 R

SERVICE DES DOMAINES

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que le procès-verbal de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Ain Chejera » dont le bornage a été effectué le 25 mars 1927, a été déposé le 5 mai 1927 au bureau des affaires indigènes de Tissa et le 15 juin 1927 à la conservation de la propriété foncière de Meknès où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Le délai pour former opposition à la dite délimitation est de trois mois à partir du 8 novembre 1927, date de l'insertion de l'avis de dépôt au Bulletin officiel.

Les oppositions seront reçues au bureau des affaires indigènes de Tissa, à Tissa.

Rabat, le 20 octobre 1927.

2181 R

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

Il sera procédé le mercredi 5 jourmada II 1346 (30 novembre 1927), à 10 heures, dans les bureaux du nadir des habous, à Casablanca, à la cession aux enchères par voie d'échange de :

1° Un lot de terrain à bâtir, d'une surface de 765 mètres carrés environ ;

2° Un lot de terrain à bâtir, d'une surface de 1095 mètres carrés environ, contigus, sis à Casablanca, avenue Pasteur, ancienne route de Rabat, sur les mises à prix respectives de : 122.600 et 158.775 francs.

Pour renseignements s'adresser : au nadir des habous, à Casablanca ; au vizirat des habous et à la direction des affaires chérifiennes (contrôle des habous), à Rabat.

2126 R.

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

Il sera procédé le mercredi 5 jourmada II 1346 (30 novembre 1927), à 10 heures, dans les bureaux du nadir des habous Soghra, à Fès, à la cession aux enchères par voie d'échange de :

Un immeuble en ruines comprenant au rez-de-chaussée, une écurie d'une surface de 41 mq. 25 environ, et, au premier étage, un tiraze d'une surface approximative de 21 mètres carrés, sis près de la mosquée du sanctuaire de Sidi Abderrahman el Melili, à Fès, sur la mise à prix de douze mille francs.

Pour renseignements, s'adresser : au nadir des habous Soghra, à Fès ; au vizirat des habous et à la direction des affaires chérifiennes (contrôle des habous), à Rabat.

2115 R.

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

Il sera procédé le mercredi 5 jourmada II 1346 (30 novembre 1927), à 10 heures, dans les bureaux du nadir des habous Kobra de Rabat, à la cession aux enchères par voie d'échange d'une parcelle de 365 mètres carrés environ, portant le n° 4 du plan de lotissement établi par les habous de famille Bel Ayachi, sis quartier de la Tour-Hassan, à Rabat, sur la mise à prix de 17.437 fr. 50.

Pour renseignements s'adresser : au nadir des habous Kobra, à Rabat ; au vizirat des habous et à la direction des affaires chérifiennes (contrôle des habous), à Rabat.

2125 R.

SERVICE DES DOMAINES

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que le procès-verbal de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Zerouana », dont le bornage a été effectué le 26 janvier 1927, a été déposé le 8 février 1927, au bureau des affaires indigènes des Hayânas, à Tissa et le 16 juin 1927 à la conservation foncière de Meknès, où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Le délai pour former opposition à ladite délimitation est de trois mois, à partir du 4 octobre 1927, date de l'insertion de l'avis de dépôt au *Bulletin officiel*.

Les oppositions seront reçues au bureau des affaires indigènes des Hayânas, à Tissa.

Rabat, le 13 septembre 1927.

2018 R.

Réquisition de délimitation concernant l'immeuble domanial dit « Centre de Ber Rechid », situé à Ber Rechid (tribu des Oulad Harriz, circonscription de contrôle civil de Chaouïa-centre).

Le chef du service des domaines p. i.,

Agissant au nom et pour le compte de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341,

Requiert la délimitation de l'immeuble domanial dit « Centre de Ber Rechid », situé dans la tribu des Oulad Harriz, circonscription de contrôle civil de Chaouïa-centre.

Cet immeuble d'une contenance approximative de 49 ha, 34 a. 52 ca, est composé de 15 parcelles délimitées ainsi qu'il suit :

1° parcelle : nord, titre 1453 ; est, Jacob ben Kadous, demeurant à Ber Rechid ; sud et ouest, rues du lotissement ;

2° parcelle : nord, rue ; est, Médina demeurant à Settât et Abdelkader ben Aomar, demeurant à Ber Rechid ; sud et ouest, rues.

3° parcelle : nord, rue ; est, réquisition 5811 et titre 2517 ; sud et ouest, rues ;

4° parcelle : nord, est et sud, rues ; ouest, titre 523 ;

5° parcelle, nord, rue ; est, titre 439 ; sud, rue ; ouest, titres 4528 et 5673 ;

6° parcelle : nord, est, sud et ouest, rues ;

7° parcelle : nord, rue ; est, titres 6688 et 5176 ; sud, rue ; ouest, titre 2414 ;

8° parcelle : nord, est et sud, rues ; ouest, titre 4515 ;

9° parcelle : nord, sud et ouest, rues ; est, titre 4515 ;

10° parcelle : nord, rue ; est, réquisition n° 5284 ; sud, réquisition n° 5351 ; ouest, Gazes demeurant à Ber Rechid ;

11° parcelle : nord, rue ; est, titre 659 ; sud, rue ; ouest, M. Valentin et Mohamed ben Moumen ;

12° parcelle : nord, est et sud, rues ; ouest, titres 1561 et 2282 ;

13° parcelle : nord, est, sud et ouest, rues ;

14° parcelle : nord, héritiers Ould Haj Lahssen Si Haïmeur ben el Feddel, rues ; est, rue, titre 3852, route de Casablanca à Marrakech ; sud, route de Ber Rechid à l'Ain Saïerni ; ouest, rue, M. Gazes et réquisition 4786 ;

15° parcelle : nord, route de Ber Rechid à l'Ain Saïerni ; est, route de Casablanca à Marrakech ; sud, réquisition 9689 ; ouest, caïd Abdesslam, Ber Rechid et titre 4787 (M. Gazes propriétaire).

Les opérations de délimitation commenceront le 15 novembre 1927, à 9 heures, à l'angle nord-ouest de la première parcelle, et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

Rabat, le 1^{er} juin 1927.

AMEUR.

Arrêté viziriel

du 13 juillet 1927 (13 moharrem 1346) ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial dit « Centre de Ber Rechid », sis à Ber Rechid (Chaouïa-centre).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341) ;

Vu la requête en date du 1^{er} juin 1927, présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 15 novembre 1927, les opérations de délimitation de l'immeuble makhzen dit « Centre de Ber Rechid », circonscription de contrôle civil de Chaouïa-centre,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble domanial dit « Centre de Ber Rechid », conformément aux dispositions du dahir

susvisé du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) ;

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 15 novembre 1927, à 9 heures, à l'angle nord-ouest de la première parcelle du plan annexé à la requête du 1^{er} juin 1927 susvisée.

Fait à Rabat,

le 13 moharrem 1346,
(13 juillet 1927).

MOHAMMED RONDA.

Suppléant du Grand Vizir,

Vu pour promulgation
et mise à exécution :

Rabat, le 22 juillet 1927.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

2079 R.

Réquisition de délimitation concernant huit immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu Oulad Farès, de la confédération des Oulad et de la tribu des Maarif (annexe de Ben Ahmed, Chaouïa-sud).

Le Directeur général des affaires indigènes,

Agissant au nom et pour le compte des collectivités : Oulad Embarek, Jemouha et Oulad Sidi Hajaj, Oulad Saïd, Oulad bou Znad, de la tribu des Oulad Farès ; Oulad bou Mzab de la confédération des Oulad, et Oulad bou Riah, Oulad ben Yssek, Oulad Eyoub, de la tribu des Maarif, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejev 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation des immeubles collectifs dénommés : « Bled Djemâa des Oulad Embarek », « Bled Taounza Jemouha Sidi Hajaj », « Dar el Raïssa », « Bled Djemâa des Oulad bou Znad », situés sur le territoire de la tribu des Oulad Farès ; « Gaada Oulad bou Mzab », situé sur le territoire de la confédération des Oulad, et « Bled Djemâa des Oulad bou Riah », « Bled Djemâa des Oulad Yssek », « Bled Djemâa des Oulad Eyoub », situés sur le territoire de la tribu des Maarif, consistant en terres de culture et de parcours situées sur le territoire de l'annexe de Ben Ahmed (Chaouïa-sud).

Limites :

1° « Bled Djemâa des Oulad Embarek », aux Oulad Embarek, 160 hectares environ ;

Nord, de l'oued Bir Merdoum à Daïa Tadli en suivant

la piste El Razi à Daïa Tadli et au delà Oulad Harran et Oulad Moussa ;

Est, daïa Tadli à kerkour Talâa Bouazza Legrâa et au delà collectif des Taounza ;

Sud et ouest, kerkour Talâa Bouazza Legrâa, Bir Merdoum, oued Bir Merdoum et au delà Oulad Moussa.

2° « Bled Taounza Jemouha Sidi Hajaj », aux Jemouha et Oulad Sidi Hajaj, 700 hectares environ :

Nord, « Continentale », réquisition 8135 C de B. 28 à B. 21 c. kerkour Mounfar Mejen, collectif des Issouf de B. 15 c à B. 43 c ;

Est et sud-est, oued El Khatt de B. 43 des Yssouf à la piste de Daïat Oum Aach à Daïat Oum Ider et au delà Ourdira ;

Sud-ouest, lignes de krakers formant limite avec Taounza Maarif, location Billand.

3° « Dar el Raïssa », aux Oulad Saïd, 900 hectares environ :

Nord, collectif des Oulad bou Znad ;

Nord-est, collectif des Oulad bou Mzab ;

Est, « Gaada des Ahlaf » réquisition 6887 C. ;

Sud, collectif des Oulad Harran ;

Ouest, melk ou collectif des Oulad Rarri « Harcha Mlouz » réquisition 7222 C., Oulad El Afia.

4° « Bled Djemâa des Oulad bou Znad » aux Oulad bou Znad, 250 hectares environ :

Nord, propriétés des Oulad bou Znad ;

Est, collectif des Oulad bou Mzab ;

Sud, collectif des Oulad Saïd ;

Ouest, propriété des Oulad El Afia ;

5° « Gaada Oulad bou Mzab », aux Oulad bou Mzab, 300 hectares environ :

Nord, propriétés des Oulad bou Mzab ;

Est, « Bled Daïat Monfaran », réquisition 7260 C. ;

Sud, « Gaada des Ahlaf », réquisition 6887 C. ;

Ouest, collectif des Oulad Saïd, collectif des Oulad bou Znad.

6° « Bled Djemâa des Oulad bou Riah », aux Oulad bou Riah, 1.300 hectares environ :

Nord, « Bled Daïat Monfaran », réquisition 7260 C. ;

Est, collectif « Gaada des Oulad Abadi » ;

Sud, « Lieutenant Pierre Bergé », réquisition 8345 C. ;

Ouest, « Gaada des Ahlaf », réquisition 6887 C.

7° « Bled Djemâa des Oulad Yssek », aux Oulad ben Yssek, 2.300 hectares environ :

Nord, piste de Bir Ammi Feqqag à Aïn Tafatma et au delà les Oulad Zireg des Oulad M'Hammed ;

Est, Bir Leffah, Bir Chegagna, Sokhrat Sidi Kaddour,

Sokhrat Ahmar, Sokhrat Sidi Khouat, Bir Hamria et au delà les Oulad Zireg des Oulad M'Hammed et les Oulad Ikhlef d'Oued Zem ;

Sud, Bir Hamria, oued Bou Rami, piste de Dechra Oulad Brahim à Biar Sidi Ouezzane et au delà Oulad Abdoum d'Oued Zem et « Bled El Farch de la Gaada », réquisition 3672 C.

Ouest, koudiat Marakchia, est du Haït de Ahmed ben Kaddour, Makred de Koudiat Oulad Taleb, Makred de Tahla, Ahlafs et au delà terres de Mohamed el Khezzari, Ahmed ben Kaddour, collectif des Oulad Taleb.

8° « Bled Djemâa des Oulad Eyoub », aux Oulad Eyoub, 250 hectares environ :

Nord, Oulad Mohammed ben Daoud ;

Est, collectif « Gaada des Oulad Abadi » ;

Sud, « Daïat Monfaran », réquisition 7260 C. de B. 16 à B. 18 ;

Ouest, Oulad Chleuh, Oulad Feïda, piste de Kerkour Gounfid à daïat El Mrabih, Rezouani ben Mohamed.

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées par un liséré rose aux croquis annexés à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur général des affaires indigènes il n'existe sur ces immeubles aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 15 novembre 1927 à 9 heures, à l'angle sud-est du « Bled Djemâa des Oulad Embarek », près de Daïa Tadli, et se continueront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 16 juillet 1927.

DUCLOS.

Arrêté viziriel

du 25 juillet 1927 (25 moharrem 1346) ordonnant la délimitation de huit immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu des Oulad Farès, de la confédération des Oulad et de la tribu des Maarif (annexe de Ben Ahmed, Chaouïa-sud).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête en date du 16 juillet 1927, du directeur général des affaires indigènes, tendant à fixer au 15 novembre 1927 les opérations de délimitation des immeubles collectifs dénommés : « Bled Djemâa des Oulad Embarek », « Bled Taounza Jemouha Sidi

Hajaj » ; « Dar el Raïssa », « Bled Djemâa des Oulad bou Znad » situés sur le territoire de la tribu des Oulad Farès ; « Gaada Oulad bou Mzab », situé sur le territoire de la confédération des Oulad, et « Bled Djemâa des Oulad bou Riah », « Bled Djemâa des Oulad Yssek », « Bled Djemâa des Oulad Eyoub », situés sur le territoire de la tribu des Maarif (annexe de Ben Ahmed Chaouïa-sud),

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des immeubles collectifs dénommés :

« Bled Djemâa des Oulad Embarek », « Bled Taounza Jemouha Sidi Hajaj », « Dar El Raïssa », « Bled Djemâa des Oulad bou Znad », situés sur le territoire de la tribu des Oulad Farès ; « Gaada Oulad bou Mzab », situé sur le territoire de la confédération des « Oulad, et « Bled Djemâa des Oulad bou Riah », « Bled Djemâa des Oulad Yssek », « Bled Djemâa des Oulad Eyoub », situés sur le territoire de la tribu des Maarif (annexe de Ben Ahmed, Chaouïa-sud), conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) susvisé.

ART. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 15 novembre 1927 à neuf heures à l'angle sud-est du « Bled Djemâa des Oulad Embarek », près de Daïa Tadli, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat,

le 25 moharrem 1346,
(25 juillet 1927).

MOHAMMED RONDA.

Suppléant du Grand Vizir,

Vu pour promulgation
et mise à exécution :

Rabat, le 4 août 1927.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

URBAIN BLANC.

2113 bis R.

AVIS

Délimitation des massifs boisés des Beni M'Tir et des Guerrouane du sud (région de Meknès).

Les opérations de délimitation des massifs boisés des Beni M'Tir et des Guerrouane du sud prescrites par arrêté viziriel du 8 janvier 1927 (4 rejeb 1345) qui n'avait pu être commencées, seront reprises le 15 novembre 1927.

Le directeur
des eaux et forêts du Maroc.

Boudy.
2056 R.

Réquisition de délimitation concernant un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Khlott.

Le directeur général des affaires indigènes,

Agissant au nom et pour le compte de la collectivité des Drissa, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled Djemâa des Drissa », consistant en terres de culture et de parcours, d'une contenance approximative de 1.800 hectares, situé sur le territoire de la tribu des Khlott, circonscription administrative d'Arbaoua (cercle du Loukkos, territoire d'Ouezzan).

Limites :

Nord : Bad Hajaj à Dahar Fès, et au delà, propriétés des Drissa et des Ayaïda ;

Nord-est et est : piste d'El Ksar de l'oued Tira à Dahar Fès, et au delà, « Bled Hochalifa », r.éq. 2042 C. R., route de Tanger à Fès jusqu'à l'oued Fouarat ;

Sud : piste de Boujemajen à l'oued Fouarat, et au delà, « Bled Fouarat », r.éq. n° 365 R. ;

Ouest : ravin de Bab Hajaj à Boujemajen, et au delà, collectif des Dechra (Souk el Arba) et collectif des Oulad Che-touane (Arbaoua).

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur général des affaires indigènes, il n'existe aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 29 novembre 1927, à 9 heures, à l'angle sud-est de l'immeuble, sur la route Tanger-Fès, et se continueront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 28 juillet 1927.

DUCLOS.

Arrêté viziriel

du 16 août 1927 (18 safar 1346) ordonnant la délimitation d'un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Khlott.

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête en date du 28 juillet 1927 prise par le directeur général des affaires indigènes, tendant à fixer au 29 novembre 1927 les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé : « Bled Djemâa des Drissa », situé sur le territoire de la tribu des Khlott, circonscription administrative d'Arbaoua (cercle du Loukkos, territoire d'Ouezzan).

ARRÊTÉ :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled Djemâa des Drissa », situé sur le territoire de la tribu des Khlott, circonscription administrative d'Arbaoua (cercle du Loukkos, territoire d'Ouezzan), conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) sus-visé.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 29 novembre 1927, à 9 heures, à l'angle sud-est de l'immeuble, sur la route de Tanger à Fès, et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 18 safar 1346, (16 août 1927).

MOHAMMED RONDA,

Suppléant du Grand Vizir,

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 août 1927.

Le ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, Urbain BLANC.

2142 R

Réquisition de délimitation concernant vingt-quatre immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu des Beni Hassen.

Le directeur général des affaires indigènes,

Agissant au nom et pour le compte des collectivités indigènes Assalja, Aouameur, Oulad Braz, Oulad Chbani, Oulad N'Sar, Beni Ouarzguen, Oulad Amran, Stadna, Btatsa, Maharig, Oulad Fa'ht, Oulad Saïd, Oulad Choub, Chaïbiyn, Habiyn, S'Habiyn, Gueddadra, Brrara, Oulad Raïda, Trrari, Oulad Gratt, Souassiyne, Toubiba, Khamalcha, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation des immeubles collectifs dénommés : « Bled Gueddadra » (2 parcelles), « Bled Souassiyne » (2 parcelles), « Bled Toubiba » (2 parcelles), « Bled Brrara » (2 parcelles), « Bled Khamalcha »,

« Bled Raïda » (2 parcelles), « Bled Trrari » (3 parcelles), « Bled Gratt » (2 parcelles), « Bled Faht » (3 parcelles), « Bled Maharig » (5 parcelles), « Bled Stadna » (4 parcelles), « Bled Jemaa Btatsa », « Bled Oulad Amran », « Bled Beni Ouarzguen », « Bled des N'Sar », « Bled Assalja » (3 parcelles), « Bled Braz » (2 parcelles), « Bled Aouameur » (2 parcelles), « Bled Chbani », « Bled Hamidiyn », « Bled Chaïbiyn », « Bled S'Habiyn », « Bled Oulad Saïd », « Bled Choub », consistant en terres de culture et de parcours situés sur le territoire de la tribu des Beni Hassen, circonscription administrative de Mechra bel Ksiri (Souk el Arba du Rabh).

1° « Bled Gueddadra », (2 parcelles), 290 hectares environ :

Première parcelle

Nord, merja des Beni Hassen, de B. IF. 4 à B. 165 ;
Est, Brijett et Trrari ;
Sud, T. 1.003 CR, Brijett ;
Sud-ouest et ouest, T. 1022 CR. et T. 225 R.

Deuxième parcelle

Ouest-nord et est, T. 1022 C. R. ;
Sud-est, Brijett ;
Sud-ouest, oued Beth ;

2° « Bled Souassiyne » (2 parcelles), 65 hectares environ :

Première parcelle

Nord-est, Brrara ;
Est, Toubiba ;
Sud, oued Beth ;
Nord-ouest, Brijett.

Deuxième parcelle

Nord-est, Trrari et Raïda ;
Sud-est, Raïda ;
Sud-ouest, oued Beth ;
Nord-ouest, Toubiba.

3° « Bled Toubiba » (2 parcelles), 65 hectares environ :

Première parcelle

Nord-est, Brrara ;
Sud-est, Khamalcha ;
Sud, oued Beth ;
Ouest, Souassiyne.

Deuxième parcelle

Nord-est, Raïda et Trrari ;
Sud-est, Souassiyne ;
Sud-ouest, oued Beth ;
Nord-ouest, Brrara.

4° « Bled Brrara » (2 parcelles), 70 hectares environ :

Première parcelle

Nord-est, T. 1003 C. R. caïd Gueddari et Brijett ;
Sud-est, Khamalcha ;
Sud-ouest, Toubiba et Souassiyne ;
Nord-ouest, Brijett.

Deuxième parcelle

Nord-est, piste de Mechra Alleg et au delà Raïda ;
Sud-est, Toubiba ;
Sud-ouest, oued Beth ;
Nord-ouest, Khamalcha.

5° « Bled Jemaa Khamalcha », 115 hectares environ :
Nord et nord-est, caïd Gued-

dari (t. 1003 C. R.), Brijett et Trrari ;
Sud-est, Brrara ;
Sud-ouest, caïd Gueddari, Brijett, oued Beth ;
Nord-ouest, Toubiba, Brrara, Brijett.

6° « Bled Raïda » (2 parcelles), 170 hectares environ :

Première parcelle

Nord-est et sud, Trrari ;
Sud-ouest, Toubiba et Brrara.

Deuxième parcelle

Nord-est, Gratt et Trrari ;
Sud-est et sud, Stadna, Trrari, Gratt, Brijett ;
Sud-ouest, oued Beth ;
Nord-ouest, Souassiyne et Trrari.

7° « Bled Trrari » (3 parcelles), 670 hectares environ :

Première parcelle

Nord et est, merja des Beni Hassen, de B. 167 à B. 177 ;
Sud-est, Gratt ;

Sud, Raïda, Souassiyne, Toubiba, Khamalcha, Brijett ;
Ouest, Gueddadra et caïd Gueddari (t. 1003 C.R. et t. 1004 C. R.).

Deuxième parcelle

Nord, Gratt ;
Est, piste de Mechra Alleg et au delà Stadna ;
Sud et ouest, Raïda.

Troisième parcelle

Nord, Raïda ;
Sud-est, Stadna ;
Sud-ouest, Brijett et Gratt ;
8° « Bled Gratt » (2 parcelles), 570 hectares environ :

Première parcelle

Nord-est et ouest, Raïda et Trrari ;
Sud, Brijett.

Deuxième parcelle

Nord, merja des Beni Hassen, de B. 177 à B. 184 ;
Est et sud-est, Oulad Fa'ht, M'Harig, Oulad Taleb Saïd, Stadna ;
Sud-ouest et nord-ouest, Trrari, Raïda.

9° « Bled Fa'ht » (3 parcelles), 120 hectares environ :

Première parcelle

Nord, merja des Beni Hassen, de B. 184 à B. 185 ;
Est, Fa'ht ou Oulad Moussa ;
Sud, M'Harig ;
Ouest, Gratt.

Deuxième parcelle

Nord-est, M'Harig ;
Sud-est, Oulad Fa'ht, cimetière de Si Ahma ;
Sud, Oulad Taleb Saïd ;
Nord-ouest, Gratt.

Troisième parcelle

Nord-est, Oulad Fa'ht ;
Sud-ouest, M'Harig ;
Nord-ouest, Oulad Taleb Saïd.
10° « Bled M'Harig » (5 parcelles), 450 hectares environ :

Première parcelle

Nord-est, sud-est et sud-ouest, Oulad Fa'ht ;

Nord-ouest, Oulad Gratt.

Deuxième parcelle

Nord, Oulad Fa'ht ;
Est, Oulad Btatsa ;
Sud, Oulad Stadna ;
Ouest, Oulad Taleb Saïd.

Troisième parcelle

Nord, Stadna ;
Est, Btatsa et S'Mfedel ;
Sud et sud-ouest, oued Beth et Stadna.

Quatrième parcelle

Nord-est, Stadna ;
Est, Oulad Amran ;
Sud, piste de Mechra bou Derra à Dar Gueddari et au delà S'Mfedel ;
Ouest, Btatsa.

Cinquième parcelle

Nord et sud, Stadna ;
Est, Oulad Amran, et cimetière Sidi Midhou ;
Ouest, Oulad Fa'ht et M'Harig.

11° « Bled Stadna » (4 parcelles), 420 hectares environ :

Première parcelle

Nord, piste Alleg à Souk el Had ;
Est, Btatsa et M'Harig ;
Sud et sud-ouest, M'Harig, piste de Mechra bou Derra à Dar Gueddari et bled Brijett ;
Nord-ouest, Trrari et Raïda.

Deuxième parcelle

Nord et nord-ouest, piste de Mechra bou Derra à Dar Gueddari et M'Harig ;
Est, M'Harig ;
Sud et ouest, oued Beth et Oulad Sitba.

Troisième parcelle

Nord, piste des Oulad Fa'ht au cimetière de Sidi Midhou ;
Est, Oulad Amran ;
Sud, M'Harig ;
Ouest, Btatsa.

Quatrième parcelle

Nord, Oulad Fa'ht, Oulad Ben Azzouz ;
Est, Oulad Amran ;
Sud, M'Harig ;
Ouest, Oulad Fa'ht et M'Harig.

12° « Bled Jemaa Btatsa », 150 hectares environ :

Nord, Oulad Fa'ht et M'Harig ;
Est, Stadna et M'Harig ;
Sud, piste de Mechra bou Derra à Dar Gueddari ;
Ouest, M'Harig et Stadna.

13° « Bled Jemaa Oulad Amran », 120 hectares environ :
Nord, Oulad Ben Azzouz ;
Est, Beni Ouarzguen ;
Sud, piste de Mechra bou Derra à Dar Gueddari ;
Ouest, M'Harig et Stadna.

14° « Bled Jemaa Beni Ouarzguen », 240 hectares environ :
Nord, merja des Beni Hassen de 100 mètres est de B. 190 à B. 191 bis ;
Est, N'Sar ;
Sud, oued Beth ;

Ouest, Oulad Amran, Oulad Ben Azzouz.

15° « Bled Jemaa des N'Sar », aux Oulad N'Sar, 300 hectares environ :

Nord et ouest, merja des Beni Hassen de 191 bis à B. 196 et Ouarzguen ;

Est, Assalja Aouameur et Braz ;

Sud, oued Beth.
16° « Bled Assalja » (3 parcelles), 185 hectares environ :

Première parcelle
Nord, merja des Beni Hassen de B. 196 à B. 197 ;

Est, Braz ;
Sud, Aouameur ;
Ouest, N'Sar.

Deuxième parcelle
Nord, Aouameur et Chouman ;

Est et sud, Braz ;
Ouest, N'Sar.

Troisième parcelle
Nord, H'Midiyn et Aouameur ;

Est, H'Midiyn, Chaïbiyn, S'Habiyn, caïd Gueddari et Jilali ould Haddoun ;

Sud-ouest, piste du douar Choub à Sidi Midhou ;
Ouest, Aouameur et Chouman.

17° « Bled Braz » (2 parcelles), 290 hectares environ :

Première parcelle
Nord, merja des Beni Hassen de B. 197 à B. 198 ;

Est, Chouman ;
Sud, Aouameur et Chouman ;

Ouest, Assalja.
Deuxième parcelle
Nord, Assalja et Chouman ;

Est, Aouameur ;
Sud, Chbani et oued Beth ;
Ouest, N'Sar.

18° « Bled Aouameur » (2 parcelles), 285 hectares environ :

Première parcelle
Nord, Assalja et Braz ;
Est, Chouman ;
Sud, Assalja ;
Ouest, N'Sar.

Deuxième parcelle
Nord, merja des Beni Hassen de B. 199 à B. 200 ;

Est, H'Midiyn et Assalja ;
Sud, oued Beth, bled Bel Baraka et Chbani ;

Ouest, Braz et Chouman.
19° « Bled Chbani », 30 hectares environ :

Nord, Braz ;

Est, Aouameur et bled Bel Baraka ;

Sud et ouest, oued Beth ;
20° « Bled Jemaa H'Midiyn », 100 hectares environ :

Nord et est, merja des Beni Hassen de B. 200 à B. 207 ;

Sud, Chaïbiyn ;
Sud-ouest et ouest, Assalja et Aouameur.

21° « Bled Jemaa Chaïbiyn », 200 hectares environ :

Nord, H'Midiyn ;
Est, merja des Beni Hassen de B. 207 à 200 mètres sud-est de B. 211 ;

Sud, S'Habiyn ;
Ouest, piste, merja des Beni Hassen à Mechra Merfeck ;

22° « Bled Jemaa S'Habiyn », 225 hectares environ :

Nord, Chaïbiyn ;
Est, merja des Beni Hassen de 300 mètres nord-ouest de B. 212 à 140 mètres sud-est de B. 215 ;

Sud, Choub et caïd Gueddari ;

Ouest, piste de merja des Beni Hassen à Mechra Merfeck et au delà Assalja.

23° « Bled Oulad Saïd », 220 hectares environ :

Nord, Sidi Tailleb et caïd Gueddari ;

Est, ancien canal et Ch'oub ;
Sud, Ch'oub ;
Sud-ouest, oued Beth ;

Ouest et nord-ouest, Assalja et Jilali ould Haddoun.

24° « Bled Jemaa Ch'oub », 300 hectares environ :

Nord, Oulad Saïd ;
Est, réquisition 1546 R. ;
Sud, réquisition 325 R. ;
Ouest, oued Beth, Ch'oub et Oulad T'houm.

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées par un liseré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur général des affaires indigènes, il n'existe aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations commenceront le 6 décembre 1927, à 9 heures, à la borne I. F. 4 de la merja des Beni Hassen, à l'angle nord-ouest du « Bled Gueddadra I », et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 11 août 1927.

DUCLOS.

Arrêté viziriel

du 31 août 1927 (3 rebia I 1346) ordonnant la délimitation de vingt-quatre immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu des Beni Hassen.

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives.

Vu la requête en date du 11 août 1927 prise par le directeur général des affaires indigènes tendant à fixer au 6 décembre 1927 les opérations de délimitation des immeubles collectifs dénommés : « Bled Gueddadra » (2 parcelles), « Bled Souassiyne » (2 parcelles), « Bled Toubiba » (2 parcelles), « Bled Brrara » (2 parcelles), « Bled Khamalcha », « Bled Raïda » (2 parcelles), « Bled Trrari » (3 parcelles), « Bled Gratt » (2 parcelles), « Bled Fa'ht » (3 parcelles), « Bled Maharig » (5 parcelles), « Bled Stadna » (4 parcelles), « Bled Jemaa Btatsa », « Bled Oulad Amran », « Bled Beni Ouarzguen », « Bled des N'Sar », « Bled Assalja » (3 parcelles), « Bled Braz » (2 parcelles), « Bled Aouameur » (2 parcelles), « Bled Chbani », « Bled Hamidiyn », « Bled Chaïbiyn », « Bled Oulad Saïd », « Bled Choub », situés sur le territoire de la tribu des Beni Hassen, conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) susvisé.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 6 décembre 1927, à 9 heures, à la borne I. F. 4 de la merja des Beni Hassen, à l'angle nord-ouest du « Bled Gueddadra I », et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

immmeubles collectifs dénommés : « Bled Gueddadra » (2 parcelles), « Bled Souassiyne » (2 parcelles), « Bled Toubiba » (2 parcelles), « Bled Brrara » (2 parcelles), « Bled Khamalcha », « Bled Raïda » (2 parcelles), « Bled Trrari » (3 parcelles), « Bled Gratt » (2 parcelles), « Bled Fa'ht » (3 parcelles), « Bled Maharig » (5 parcelles), « Bled Stadna » (4 parcelles), « Bled Jemaa Btatsa », « Bled Oulad Amran », « Bled Beni Ouarzguen », « Bled des N'Sar », « Bled Assalja » (3 parcelles), « Bled Braz » (2 parcelles), « Bled Aouameur » (2 parcelles), « Bled Chbani », « Bled Hamidiyn », « Bled Chaïbiyn », « Bled Oulad Saïd », « Bled Choub », situés sur le territoire de la tribu des Beni Hassen, conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) susvisé.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 6 décembre 1927, à 9 heures, à la borne I. F. 4 de la merja des Beni Hassen, à l'angle nord-ouest du « Bled Gueddadra I », et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat,

le 3 rebia I 1346,
(31 août 1927).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 septembre 1927.
Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.

2194 R.

Arrête :
Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des

BANK OF BRITISH WEST AFRICA LTD.

Capital autorisé : L. 4.000.000

Capital souscrit : L. 3.000.000

Siège social : Londres

Succursales : Liverpool, Manchester, Hambourg, Casablanca, Fez-Mellah et Fez-Médina, Marrakech, Mazagan, Mogador, Rabat, Safi, Tanger, Iles Canaries, Côtes de l'Afrique Occidentale.

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Assurances

Immeuble Banque Anglaise — Casablanca
Bureaux à louer

Certifié authentique le présent exemplaire du

Bulletin Officiel n° 785 en date du 8 novembre 1927,

dont les pages sont numérotées de 2469 à 2508 inclus.

L'imprimeur.

Vu pour la légalisation de la signature

de M. , chef de l'Exploitation de l'Imprimerie

Officielle, apposée ci-contre.

Rabat, le..... 192...